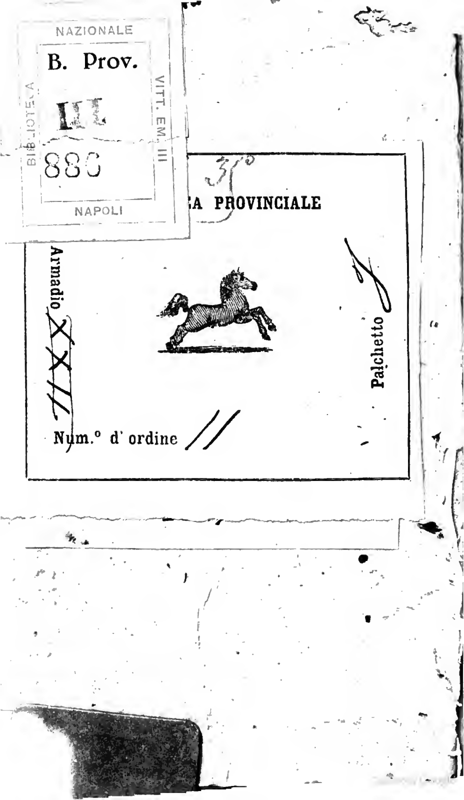
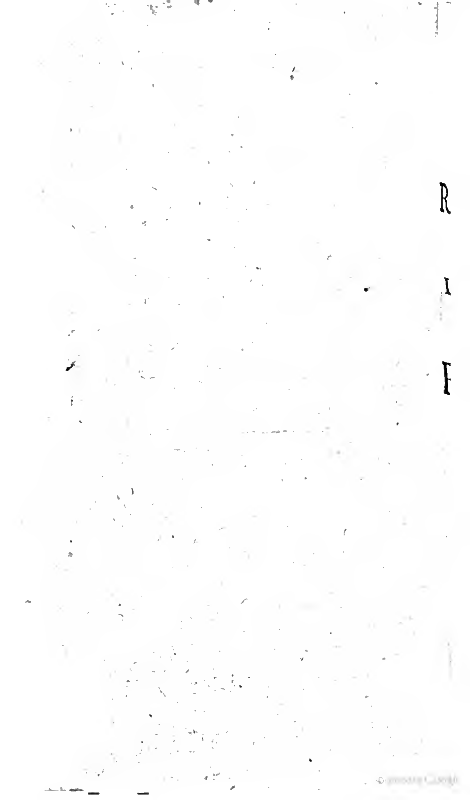






RECHERCHES

SUR

LA NATURE ET LES CAUSES

DE LA

RICHESSE

DES NATIONS.

TOME II.



RECHERCHES
SUR
LA NATURE ET LES CAUSES
DE LA
RICHESSE
DES NATIONS.

Traduit de l'anglois de M. SMITH.

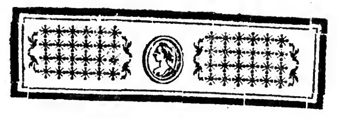
TOME SECOND.



YVERDON

M. DCC. LXXXI.


Officio Topografico



RECHERCHES
SUR LA
NATURE ET LES CAUSES
DE LA
RICHESSE DES NATIONS.

SUITE DU LIVRE PREMIER.

CHAPITRE XI.

De la rente de la terre.

LA rente conſidérée comme le prix payé pour l'uſage de la terre, eſt naturellement le taux le plus haut que le tenancier puiſſe en donner dans les circonſtances actuelles de la terre. Le propriétaire tâche de dreſſer les clauſes du bail de maniere à ne lui laiſſer que la portion du produit qui eſt ſuffiſante pour entretenir le fonds d'où il tire ſes ſemences, pour payer le travail,

& pour l'achat & l'entretien du bétail, & des autres inſtrumens d'agriculture, en y joignant les profits ordinaires des fonds d'une ferme, tels qu'ils ſont dans le voiſinage. Cette portion eſt évidemment la plus petite dont le fermier puiſſe ſe contenter ſans y perdre, & l'intention du propriétaire eſt rarement de lui en abandonner une plus forte. Tout l'excédent de cette partie du produit, ou, ce qui revient au même, tout le prix de cet excédent, il cherche à ſe le réſerver pour lui-même, comme la rente de ſa terre, qui par-là eſt évidemment la plus forte que le preneur ſoit en état d'en donner dans les circonſtances où ſe trouve actuellement la terre. Quelquefois, à la vérité, la générofité du propriétaire, & plus ſouvent ſon ignorance, font qu'il ſe réſerve un peu moins que cette part; & il arrive auſſi, quoique plus rarement, que le preneur s'engage par ignorance à payer un peu plus que ce prix, ou à ſe contenter de quelque choſe de moins que les profits ordinaires que les fermiers du voiſinage font ſur les fonds de leurs fermes. Cette portion néanmoins peut être regardée comme la rente naturelle de la terre, ou comme la rente pour laquelle on entend naturellement

qu'elle doit être amodiée pour l'ordinaire.

On peut penſer que la rente de la terre n'eſt ſouvent rien de plus qu'un intérèt, ou un profit raiſonnable pour les fonds que le propriétaire a mis à l'améliorer. Cela peut ſans doute être vrai en partie dans certains cas; mais à peine s'en trouvera-t-il un où il le ſoit en tout. Le propriétaire demande une rente pour une terre même qui n'a point reçu d'amélioration, & l'intérêt du profit dont on parle eſt généralement une addition à cette rente primitive. D'ailleurs ces améliorations n'ont pas toujours été faites par les fonds du propriétaire, elles le ſont quelquefois par ceux du fermier. Cependant lorſque le bail vient à ſe renouveller, le propriétaire demande communément la même augmentation de rente qu'il demanderoit ſi elles avoient été faites à ſes propres frais.

Il demande quelquefois une rente pour ce qui n'eſt ſuſceptible d'aucune amélioration de la part des hommes. Il y a une eſpèce d'algue, ou plante marine, qui, brûlée, rend un ſel alkali bon pour faire le verre, le ſavon & autres choſes. Elle croît en diverſes parties

de la Grande-Bretagne, ſur-tout en Ecoſſe, ſur des rochers qu'arroſe la haute marée. Elle eſt couverte par l'eau de la mer deux fois par jour, & par conſéquent l'induſtrie humaine n'y peut rien. Cependant le propriétaire dont les poſſeſſions ſont bornées par un rivage de cette eſpece, veut tirer de là une rente comme il en reçoit une de ſes terres à bled.

La mer dans le voiſinage des isles de Shetland eſt fort poiſſonneuſe, & fournit une grande partie de la ſubſiſtance à leurs habitans; mais pour profiter de cette douceur, il faut que leur habitation ſoit à portée de l'eau. La rente du propriétaire eſt en proportion non de ce que le fermier peut faire avec la terre ſeule, mais de ce qu'il peut faire avec le produit de la terre & le produit de l'eau. Cette rente ſe paie partie en poiſſon de mer, & c'eſt un des exemples en petit nombre où la rente fait une partie du prix de cette marchandiſe.

La rente de la terre conſidérée comme le prix payé pour l'uſage de la terre, eſt donc un prix de monopole. Elle n'eſt pas tout-à-fait proportionnée à ce que le propriétaire peut avoir dépenſé pour l'améliorer, ou à ce qu'il

peut prendre, mais à ce que le fermier peut donner.

On ne peut mettre communément au marché que ces parties du produit de la terre, dont le prix ordinaire suffit pour remplacer les fonds qui doivent être employés à les mettre en état de vente, & pour tirer les profits ordinaires de ces fonds. Si leur prix est au dessus de celui-là, le surplus ira naturellement à la rente de la terre. S'il ne passe pas ce taux, quoique la marchandise puisse être mise au marché, elle ne peut pas rapporter de rente au propriétaire. C'est la demande qui détermine s'il est, ou s'il n'est pas supérieur à ce taux.

Il y a certaines productions de la terre dont la demande est toujours telle que leur prix excede toujours ce qui suffit pour les mettre au marché, & pour les profits des fonds. Il y en a d'autres dont la demande varie au point que tantôt leur prix excede ce taux, & que tantôt il ne l'excede pas. Les premieres rapportent constamment une rente au propriétaire, les dernieres en rapportent ou n'en rapportent pas, selon les circonstances.

Observons en conséquence que la

rente n'entre pas dans la composition du prix des marchandises de la même maniere qu'y entrent le salaire & les profits. La grandeur ou la petitesse du salaire & des profits sont les causes du haut ou bas prix dont la rente est l'effet. C'est parce qu'il faut payer des salaires forts ou foibles, de gros ou de petits profits pour qu'une marchandise vienne au marché, que cette marchandise est à haut ou bas prix; & c'est parce qu'elle se vend beaucoup plus, ou guere plus, ou pas plus que ce qu'il faut pour payer ce salaire & ces profits, qu'elle rapporte une grosse ou une petite rente, ou qu'elle n'en rapporte pas du tout.

Nous considérerons d'abord les productions de la terre qui rapportent toujours quelque rente; ensuite celles qui quelquefois en rapportent & quelquefois n'en rapportent pas; & en troisieme lieu, les variations qui dans les différens périodes de la société arrivent naturellement, dans la valeur relative de ces deux sortes de productions comparées l'une avec l'autre, & avec les marchandises manufacturées; ce qui nous mene à diviser ce chapitre en trois parties.

PARTIE PREMIERE.

Du produit de la terre qui rapporte toujours une rente.

LES hommes, ainſi que les autres animaux, ſe multipliant en proportion des moyens de leur ſubſiſtance, la nourriture eſt un article qu'on demande toujours plus ou moins; elle peut toujours acheter ou commander plus ou moins de travail, & en tout tems il ſe trouvera quelqu'un qui travaillera pour ſe la procurer. Il eſt vrai qu'à raiſon du ſalaire, qui quelquefois eſt haut, la quantité du travail qu'elle peut acheter n'eſt pas toujours égale à celle qu'elle pourroit ſubſtanter, ſi elle étoit adminiſtrée de la maniere la plus économique; mais elle pourra toujours en acheter autant qu'elle en pourra ſubſtanter au taux où l'eſpece particuliere d'ouvriers employés ſont communément nourris dans le voiſinage.

Mais dans preſque toutes ſes ſituations la terre produit plus d'alimens qu'il n'en faut pour ſubſtanter tout le travail néceſſaire pour les mettre au marché, en ſuppoſant les ouvriers auſſi largement nourris qu'ils l'aient jamais

été. Cette quantité prélevée, ce qui en reste est encore plus que suffisant pour remplacer les fonds employés à ce travail & pour les profits de ces fonds; il reste donc toujours quelque chose pour la rente du propriétaire.

Les marécages les plus deserts en Norwege & en Ecosse produisent quelque espece de pâturages pour le bétail, dont le lait & la multiplication rapportent toujours au-delà de ce qui suffit non-seulement pour entretenir tout le travail nécessaire à l'élever, & pour payer les profits ordinaires du fermier ou du propriétaire du troupeau, mais encore pour faire une petite rente au propriétaire. La rente croît en proportion de la bonté des pâturages. La même quantité de terre nourrit plus de bétail; & comme il est renfermé dans un plus petit espace, il faut moins de travail pour l'élever & recueillir son produit. Le propriétaire y gagne doublement par l'augmentation du produit, & par la diminution du travail qui doit en subsister.

La rente de sa terre varie avec sa fertilité, quel que soit son produit; & avec sa situation, quelle que soit sa fertilité. Celle qui avoisine les villes don-

le plus de rente que celle qui en eſt éloignée, en ſuppoſant qu'elle ſoit également féconde, quoiqu'il n'en coûte pas plus pour cultiver l'une que l'autre, il en coûte davantage pour faire venir au marché le produit de celle qui en eſt plus éloignée. Il faut que ce produit nourriſſe une plus grande quantité de travail, & c'eſt autant de diminué ſur les profits du fermier, ou ſur la rente du propriétaire. Mais, comme nous l'avons déja montré, les profits ſont généralement plus hauts dans les parties reculées de la campagne, que dans le voiſinage d'une grande ville. Ainſi la diminution tombe ſur la rente du propriétaire.

Les grands chemins, les canaux, les rivieres navigables, en diminuant les frais de tranſport, rapprochent les campagnes éloignées du niveau de celles qui avoiſinent les villes, & par cette raiſon, ils ſont les plus grandes améliorations qu'on puiſſe faire, ils encouragent la culture au loin dans ce qui fait toujours la plus grande partie d'un pays; ils ſont avantageux aux villes, en ce qu'ils détruiſent le monopole des campagnes qui les environnent; ils ſont utiles à ces campagnes même, par-

ce que si, d'un côté, ils donnent entrée à certaines marchandises rivales dans l'ancien marché, de l'autre, ils ouvrent plusieurs marchés nouveaux pour le débit de leur produit. D'ailleurs le monopole est un grand ennemi de la bonne administration des biens qui ne peut jamais s'établir universellement qu'en conséquence de cette concurrence libre & générale, qui force tout le monde à y avoir recours pour sa propre défense. Il n'y a pas plus de cinquante ans que quelques-uns des comtés du voisinage de Londres présenterent une adresse au parlement contre le projet d'étendre les chemins à barrage dans les comtés plus éloignés, qui disoient-ils, vu cette facilité & le bas prix du travail, seroient en état de vendre à Londres leurs fourrages & leurs grains à meilleur marché qu'ils ne les y vendoient eux-mêmes, ce qui diminueroit leurs rentes & ruineroit leur culture. Cependant leurs rentes sont augmentées depuis, & leurs terres sont mieux cultivées.

Un champ de bled d'une fertilité médiocre produit beaucoup plus de nourriture pour l'homme que le meilleur pâturage de la même étendue. Quoique

ſa culture exige beaucoup plus de travail, le ſurplus qui reſte après le remplacement des ſemences & la conſommation qu'emporte tout ce travail eſt auſſi beaucoup plus grand. Si on ſuppoſoit qu'une livre de viande de boucherie ne vaut pas plus qu'une livre de pain, ce ſurplus ſeroit par-tout d'une plus grande valeur, & ſeroit un fonds plus conſidérable tant pour les profits du fermier que pour la rente du propriétaire. C'eſt ce qui ſemble être arrivé univerſellement dans le tems où l'agriculture étoit encore au berceau.

Mais les valeurs relatives de ces deux ſortes d'alimens, le pain & la viande de boucherie, changent beaucoup dans les différens périodes de l'agriculture. Dans ſes commencemens groſſiers les terres incultes, qui ſont ſans comparaiſon le plus grand nombre, ſont toutes abandonnées aux beſtiaux. Il y a pour lors plus de viande de boucherie que de pain; la plus grande concurrence eſt pour le pain, & par conſéquent il eſt le plus cher. Ulloa dit qu'à Buenos-Ayres le prix ordinaire d'un bœuf choiſi dans un troupeau de deux ou trois cents, étoit il y a quarante ou cinquante ans de quatre réales ou

vingt & un ſol & un demi-denier ſterling (*environ 23 liv. 15 ſols de France*). Il ne dit rien du prix du pain, vraiſemblablement parce qu'il n'y a rien trouvé de remarquable. Il ajoute que là un bœuf ne coûte guere que la peine de l'attraper. Mais le bled ne vient nulle part ſans beaucoup de travail, & dans un pays ſitué ſur la riviere de la Plata qui étoit alors la route directe de l'Europe aux mines d'argent du Potoſi, le prix du travail en argent ne pouvoit être foible. Il n'en eſt pas de même quand la culture embraſſe la plus grande partie des terres. Il y a dans ce cas plus de pain que de viande de boucherie. La concurrence change ſa direction, & le prix de la viande de boucherie eſt ſupérieur à celui du pain.

Ajoutez que par l'extenſion de la culture les terres qui reſtent incultes ne ſuffiſant plus pour fournir à la demande de la viande de boucherie, on eſt obligé d'employer une grande partie de celles qu'on cultive à élever & engraiſſer les beſtiaux, dont le prix doit par conſéquent être aſſez fort pour payer non ſeulement la peine de les élever, mais encore la rente que le propriétaire & les profits que le fermier auroient

pu tirer d'une terre en labour. Le bétail élevé dans les marécages les moins cultivés ne se vend pas moins cher au marché, en proportion de son poids & de sa bonté, que celui qui est élevé sur les terres qu'on améliore le plus. Les propriétaires de ces marais en font leurs profits, & ils augmentent la rente de leurs terres en proportion du prix de leurs bestiaux. Il n'y a pas plus de cent ans, que dans plusieurs endroits des montagnes d'Ecosse, on avoit la viande de boucherie à aussi bon ou à meilleur marché que le pain, même le pain de gruau d'avoine. L'union des deux royaumes a ouvert aux bestiaux des montagnards le marché d'Angleterre. Leur prix est aujourd'hui environ trois fois plus grand qu'il n'étoit au commencement du siecle, & les rentes de plusieurs fonds de terre des montagnes ont triplé & quadruplé dans le même tems. Il y a peu d'endroits dans la Grande-Bretagne où une livre de viande de boucherie ne vaille aujourd'hui plus de deux livres du meilleur pain blanc, & dans les années d'abondance, elle en vaut quelquefois trois ou quatre.

C'est ainsi que dans les progrès de la société, la rente & le profit d'un pâ-

turage inculte viennent à ſe régler en quelque ſorte par la rente & le profit de celui qui eſt cultivé, & que ceux-ci à leur tour ſont réglés par la rente & le profit du bled. Le bled eſt une récolte annuelle, au lieu que la viande de boucherie eſt une récolte qui ne ſe fait qu'au bout de quatre ou cinq ans. Il ſuit de là que comme un acre de terre produira beaucoup moins d'une eſpece de nourriture que de l'autre, il faut que le défaut de la quantité ſoit compenſé par l'excès du prix. S'il étoit plus que compenſé, il y auroit plus de terres à bled qui ſeroient converties en pâturages; & s'il ne l'étoit pas, une partie de ce qui eſt en pâturage ſeroit convertie en terres à bled.

Il ne faut pourtant pas étendre à toutes les terres cultivées d'un pays cette égalité entre la rente & le profit des herbages & ceux du bled, entre la rente & le profit d'une terre qui produit immédiatement la nourriture du bétail & ceux d'une terre dont le produit immédiat nourrit l'homme. Car il y a certaines ſituations locales où la rente & le profit des herbages ſont fort ſupérieurs à ceux que rapporte le bled.

Dans le voiſinage des grandes villes,

par exemple, la demande du lait & du fourrage pour les chevaux contribue souvent, ainsi que le haut prix de la viande de boucherie, à faire monter la valeur des herbages au dessus de ce qu'on peut appeller sa proportion naturelle avec celle du bled. Il est évident que cet avantage local ne peut se communiquer aux terres situées à quelque distance des villes.

Des circonstances particulieres ont tellement peuplé certains pays, que tout le territoire, semblable au voisinage d'une grande ville, ne pouvoit produire en même-tems assez d'herbes & de grains pour la subsistance de ses habitans. De-là les terres y ont été principalement employées à la production des fourages qui, étant la marchandise la plus volumineuse, ne peuvent être aussi aisément transportés de loin; & le bled, qui est la nourriture du grand corps du peuple, a été tiré, pour la plus grande partie, des pays étrangers. Telle est actuellement la situation de la Hollande; & telle paroît avoir été celle d'une partie considérable de l'ancienne Italie durant la prospérité des Romains. Caton l'ancien disoit, au rapport de Ciceron,

que dans l'administration d'un bien de campagne, la premiere chose & la plus profitable étoit d'avoir de bons pâturages; la seconde, d'en avoir de passables; & la troisieme, d'en avoir de mauvais. Il ne mettoit le labour qu'au quatrieme rang; & en effet le labour devoit être fort découragé dans les environs de Rome, par les distributions de bled qui se faisoient souvent au peuple, soit gratuitement, soit à très-bas prix. Ce bled venoit des provinces conquises, qui en place d'impôts, étoient obligées de le fournir à la République à un prix fixe, à-peu-près six deniers st. le picotin d'Angleterre. Le peu d'argent que ce bled coûtoit au peuple doit avoir nécessairement réduit le prix de celui qu'on pouvoit rapporter à Rome du Latium, au point d'en décourager la culture dans cet ancien territoire de la république.

Il n'est pas rare non plus que dans un pays découvert, on loue un pré bien enclos plus cher qu'aucune piece de terre à bled du voisinage. Il est propre à nourrir le bétail employé au labour; & dans ce cas l'excès de la rente se paie moins pour la valeur du produit de l'herbage, que pour celle des

:res à bled qu'il sert à faire cultiver. le tomberoit vraisemblablement si les itres prés du voisinage étoient enclos : même. C'est ce qui arrivera probalement en Ecosse, quand ces sortes e clôtures y seront communes. Elles ont plus avantageuses pour les herbaes que pour les terres à bled. Elles pargnent le travail de garder les besiaux qui paissent mieux quand ils ne ont pas exposés à être troublés par le erger ou par son chien.

Mais ces avantages locaux mis à part, dès que la terre est propre à la production du bled ou d'autres végétaux qui sont la nourriture ordinaire du peuple, c'est la rente & le profit qu'on en tire par-là, qui réglent naturellement la rente & le profit qu'on tire des herbages.

L'usage des prairies artificielles, des navets, des carottes, des choux, & les autres expédiens pour nourrir avec la même quantité de terre une plus grande quantité de bestiaux, doivent avoir diminué, ce semble, dans les pays cultivés, la supériorité naturelle du prix de la viande de boucherie sur celui du pain: & en effet, il y a quelque raison de croire, au moins pour le marché de Londres, que le prix de la

viande de boucherie eſt un peu plus bas en proportion du prix du ſpain, qu'il ne l'étoit au commencement du dernier ſiecle.

Dans l'Appendix à la vie du prince Henri, le docteur Birch nous a donné un état des prix que ce prince payoit communément pour ſa viande de boucherie. Selon cet état, les quatre quartiers d'un bœuf peſant ſix cents, lui coûtoient ordinairement neuf livres dix ſchelings ou environ, c'eſt-à-dire, trente & un ſchelings & huit deniers par cent (34 *liv.* 17 *ſ.* 6 *den. de France*). Le prince Henri mourut le 6 Novembre 1612, dans la 19e année de ſon âge.

Au mois de Mars 1764, il y eut une enquête parlementaire ſur les cauſes de la cherté des vivres dont on ſe plaignoit alors. On trouve entr'autres faits allégués à ce ſujet par un marchand de la Virginie, qu'au mois de Mars 1763, il avoit avitaillé ſes vaiſſeaux avec de la chair de bœuf qui lui coûtoit vingt-quatre ou vingt-cinq ſchelings le cent peſant, ce qu'il regardoit comme le prix ordinaire, & qu'en 1764, il l'avoit payée vingt-ſept ſchelings. Le haut prix du bœuf cette année-là étoit cependant de quatre ſchelings &

ıit deniers meilleur marché que ce-
ıi qu'en avoit ordinairement donné
: prince Henri ; & c'eſt le meilleur
œuf qu'il faut ſaler pour les voyages
e longs cours.

Le bœuf, tant la haute que la baſſe viande, revenoit au prince Henri à trois deniers quatre cinquiemes, & ſur ce pied-là, il faut que les morceaux de choix aient été vendus en détail au moins quatre deniers & demi ou cinq deniers la livre.

Les témoins entendus au parlement en 1764 dépoſerent que le prix des morceaux du meilleur bœuf revenoit au conſommateur à quatre deniers & un quart la livre, & que la baſſe viande en général alloit depuis ſept fardins juſqu'à deux deniers & demi & deux deniers trois quarts la livre. Ils dirent auſſi que les mêmes morceaux ſe payoient un demi-denier plus cher qu'on ne les avoit payés dans le mois de Mars. Mais ce prix eſt encore aſſez inférieur à celui qu'on le vendoit en détail du tems du prince Henri.

Pendant les douze premieres années du dernier ſiecle, le prix commun du meilleur froment au marché de Windſor étoit à 1 liv. 18 ſ. 3 den. & un ſixie-

me de den. ſterl. la meſure de neuf boiſſeaux de Wincheſter.

Mais depuis 1752 juſques & compris 1764, le prix commun de la même meſure du meilleur froment étoit au même marché, de 2 liv. 1 ſ. neuf deniers & demi.

Par conſéquent le bled paroît avoir été meilleur marché les douze premieres années du dernier ſiecle, & la viande de boucherie étoit plus chere qu'elle ne l'a été les douze années depuis 1752 juſques & compris 1764.

La plupart des terres cultivées dans un grand pays ſont employées à produire la nourriture des hommes ou des beſtiaux. La rente & le profit qu'on en tire réglent la rente & le profit de toutes les autres terres en culture. S'il y avoit une eſpece particuliere de production qui rapportât moins, la terre qui la donne ſeroit auſſi-tôt convertie en bled ou en pâturages; & ſi elle rapportoit davantage, une partie des terres qu'on met en bled ou en pâture ſeroit convertie en cette eſpece de production.

Il y a telles productions qui ſemblent être d'un plus grand rapport quant à la rente & au profit, que le bled ou

es herbages. Ce font celles qui demandent ou plus de dépenfe dans les premiers amendemens de la terre qu'on veut leur rendre propre, ou une dépenfe annuelle plus confidérable dans fa culture. Mais on ne verra guere que cette fupériorité dans la rente & le profit foit quelque chofe de plus qu'un intérêt, ou une compenfation raifonnable pour la fupériorité de la dépenfe.

La rente que le propriétaire & les profits que le fermier retire d'une houblonniere, d'un jardin fruitier & d'un jardin potager, font généralement plus forts que ceux d'une terre à bled ou d'un herbage. Mais il faut plus de dépenfe pour mettre la terre en état de porter du houblon, des fruits & des légumes. De-là vient qu'il eft dû au propriétaire une rente plus confidérable. Il faut auffi plus d'attention & d'intelligence pour cette culture; & de-là vient qu'il eft dû aux fermiers plus de profits. D'ailleurs la récolte eft plus précaire, du moins celle du houblon & des fruits. Leur prix doit donc rapporter non-feulement de quoi compenfer les pertes accidentelles, mais encore une forte de profit pareil à celui de l'affu-

rance. L'état des jardiniers ſouvent pauvres & jamais riches, peut nous convaincre que leur grand talent n'eſt pas ordinairement ſurpayé. Tant de gens opulens exercent pour leur amuſement cet art agréable, qu'il devient peu avantageux à ceux qui l'exercent pour le profit, les perſonnes qui devroient être naturellement les meilleures pratiques des jardiniers, ſe fourniſſant elles-mêmes des productions les plus précieuſes du jardinage.

Il paroît que le propriétaire qui a fait d'abord des amendemens néceſſaires pour ces ſortes de productions, n'en a retiré, en aucun tems, au-delà de ce qui ſuffiſoit pour le dédommager de ſa dépenſe. On ſuppoſoit, ce ſemble, dans l'ancienne agriculture, qu'après la vigne, c'étoit un jardin bien arroſé qui, de toutes les autres parties de la ferme, étoit celle qui rendoit le meilleur produit. Mais Démocrite qui a écrit ſur l'agriculture il y a environ deux mille ans, & qui étoit regardé par les anciens comme un des peres de l'art, Démocrite penſoit qu'il n'étoit pas ſage d'enclorre un jardin potager. Sa raiſon étoit que le profit ne compenſeroit pas les frais d'un mur

de pierres, & que les briques (il entendoit, je crois, celles qui ſont cuites au ſoleil) dépériſſant par la pluie & les mauvais tems de l'hyver, avoient continuellement beſoin de réparations. Columelle, qui rapporte ce jugement de Démocrite, ne le conteſte pas; mais il propoſe une méthode fort économe d'enclorre avec des haies d'épines & de ronces qu'il avoit reconnues par expérience pour une clôture également durable & impénétrable, mais qui, ce ſemble, n'étoit guere connue du tems de Démocrite. Palladius adopte l'opinion de Columelle, qui avoit eu auparavant l'approbation de Varron. Il paroît qu'au jugement de ces anciens cultivateurs le produit d'un jardin potager étoit un peu plus que ſuffiſant pour payer la culture extraordinaire & les frais de l'arroſement. Car dans des pays ſi chauds on croyoit alors, comme à préſent, qu'il falloit avoir à ſa diſpoſition un filet d'eau qu'on pût conduire à toutes les planches du jardin. On eſt perſuadé aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Europe, qu'un jardin-potager ne mérite pas une meilleure clôture que celle qu'a recommandée Columelle. Dans la Grande-Breta-

gne & quelques autres pays du Nord, il n'eſt pas poſſible d'amener les plus beaux fruits à leur perfection ſans le ſecours des murs. Leur prix doit donc être ſuffiſant pour bâtir & entretenir ce qui eſt néceſſaire pour les avoir; un potager eſt ſouvent fermé par des murs d'eſpalier, & jouit ainſi du bénéfice d'une clôture qu'on payeroit rarement avec ſon ſeul produit.

Il paroît que l'ancienne agriculture tenoit pour maxime indubitable, comme on le tient encore aujourd'hui dans tous les pays de vignobles, que la vigne plantée dans un terrein convenable & amenée à ſa perfection, étoit la partie de la ferme qui avoit le plus de valeur. Mais c'étoit une queſtion de ſavoir s'il falloit planter de nouvelles vignes. Columelle qui nous l'apprend, décide en véritable amateur de toute belle culture, il prend le parti de l'affirmation, & tâche de montrer, par la comparaiſon du profit & de la dépenſe, que c'eſt le plus avantageux. Cependant ces ſortes de comparaiſons entre le profit & la dépenſe de nouveaux projets ſont communément trompeuſes, ſur-tout en agriculture. Si le gain qu'on faiſoit alors par ces plantations

plantations avoit été communément aussi grand que cet auteur l'imaginoit, il n'auroit pu être matiere à dispute. Il l'est encore souvent aujourd'hui dans les pays de vignobles. Leurs écrivains économiques, zélés partisans de la grande culture, penchent généralement vers le sentiment de Columelle, & sont portés à donner la préférence aux vignes. Ce qui paroît favoriser leur opinion, c'est l'inquiétude qu'ont en France les propriétaires des anciennes vignes, qu'on n'en plante de nouvelles. Car elle semble supposer que l'expérience ne leur laisse aucun doute que cette sorte de culture ne soit la plus profitable de toutes. Mais elle semble indiquer aussi la persuasion que cette supériorité de profit ne pourroit durer si les loix qui restreignent la liberté à cet égard ne subsistoient plus. En 1731, ils obtinrent un arrêt du conseil portant défense de faire de nouveaux plants de vigne, & de renouveller ceux qui avoient été négligés depuis deux ans, sans y être autorisé par une permission particuliere du roi, qui ne seroit accordée que sur une information de l'intendant de la province, où il certifieroit qu'il avoit examiné la ter-

re, & qu'elle ne valoit rien pour toute autre espece de culture. Le prétexte de ces propriétaires étoit la disette des grains & des pâturages, & la surabondance de vin. Mais si cette surabondance avoit été réelle, il ne falloit point d'arrêt du conseil; d'ellemême elle auroit prévenu efficacement de nouvelles plantations de vignes, parce qu'elle auroit réduit infailliblement les profits de cette espece de culture au dessous de leur proportion naturelle avec ceux du bled & des herbages. Quant à la disette de bled, il n'y a point de partie de la France où cette production soit mieux cultivée que dans ses provinces vineuses où les terres sont bonnes pour le grain, témoin la Bourgogne, la Guyenne & le haut Languedoc. La multitude de bras employés dans une espece de culture, encourage nécessairement l'autre, en lui assurant le débit de son produit. Le moyen d'animer à la culture du bled n'est sûrement pas de diminuer le nombre de ceux qui sont en état de le payer. C'est une politique aussi mal raisonnée que celle qui voudroit faire fleurir l'agriculture par le dédommagement des manufactures.

C'eſt donc la rente & le profit du bled & des pâturages qui règlent réellement ceux des productions qui demandent plus de dépenſe, ſoit dans les premieres préparations de la terre qu'on leur deſtine, ſoit dans la culture annuelle, quand la ſupériorité du prix de ces productions ne fait qu'une compenſation pour ces frais extraordinaires.

Mais il arrive quelquefois que la quantité de terre qu'on peut rendre propre à certaines productions, ne ſuffit pas pour fournir à la demande effective. Tout le produit peut être vendu à ceux qui conſentent à en donner quelque choſe de plus que ce qu'il faut pour payer la rente, le ſalaire & les profits ſelon leurs taux naturels, ou ſelon le taux qu'elles ſe payent dans la plus grande partie des autres terres cultivées. Le ſurplus du prix qui reſte, toute la dépenſe d'amendement & de culture défrayée, peut communément dans ce cas, & dans ce ſeul cas, n'avoir pas de proportion réguliere avec le ſurplus correſpondant du prix du bled & des fourrages qu'il excédera toujours plus ou moins, & la plus grande partie de cet excédent ira naturel-

lement à la rente du propriétaire.

Par exemple, la proportion naturelle & ordinaire entre la rente & les profits du vin & ceux du bled & des fourrages, ne doit s'entendre que par rapport aux vignobles qui ne donnent que du bon vin d'ordinaire, tel qu'il en peut croître par-tout dans une terre légere, graveleuſe ou ſablonneuſe, & tel que ſon plus grand mérite conſiſte dans ſa force & ſa ſalubrité. C'eſt avec ces vignobles ſeulement que les autres terres communes du pays peuvent entrer en concurrence, & non avec ceux qui ſont recommandables par une quantité particuliere.

Le ſol influe plus ſur le vin que ſur tout autre fruit de la terre. Au moins ſuppoſe-t-on qu'il reçoit du terroir un goût que tous les ſoins imaginables ne pourroient lui donner ailleurs. Ce fumet, réel & imaginaire, eſt quelquefois particulier à quelques vignes, quelquefois à un petit canton de vignobles, & quelquefois il s'étend dans la majeure partie d'une vaſte province. Tout ce qu'on en met au marché ne remplit pas la demande effective, ou la demande de ceux qui veulent bien payer la rente, le ſalaire & les profits tels qu'on les

paye dans les vignobles ordinaires. Toute la quantité qu'il y en a, peut donc être vendue à ceux qui en veulent donner davantage, ce qui fait monter néceſſairement ſon prix au deſſus du prix du vin commun. La différence plus ou moins grande de ces prix dépend de la vigne & de la rareté du vin qui occaſionnent plus ou moins d'ardeur de la part des concurrens ou des acheteurs. Quelle que ſoit cette différence, elle paſſe pour la plus grande partie au propriétaire. Car quoique ces vignobles ſoient en général cultivés avec plus de ſoin que les autres, le haut prix du vin ſemble être plutôt la cauſe que l'effet de cette culture plus ſoignée. La perte qu'entraîneroit la négligence à l'égard d'une production ſi précieuſe, ſeroit ſi conſidérable, qu'elle force les plus négligens même à y donner leur attention. Ainſi avec une petite partie du haut prix on paye le ſalaire du travail extraordinaire employé à la culture, & les profits des fonds extraordinaires qu'il a fallu pour mettre ce travail en œuvre.

On peut comparer à ces vignobles précieux les ſucreries poſſédées par les nations européennes dans les Indes

occidentales. Tout leur produit se trouve au dessous de la demande effective de l'Europe, & on trouve toujours des gens qui veulent en donner au delà de ce qu'il faut pour payer le total de la rente, des profits, & du salaire nécessaires pour le préparer & le mettre en état de vente. Le plus beau sucre blanc, se vend communément dans la Cochinchine trois piastres le quintal, environ treize schelings & six deniers de notre monnoie, comme nous l'apprend M. Poivre, observateur attentif de l'agriculture de ce pays-là. Ce qu'on y appelle quintal pese de cent cinquante à deux cents livres de Paris, & son poids moyen est de cent soixante-quinze livres ; c'est environ huit sols sterl. (*9 liv. de France*) le cent, poids d'Angleterre, ce qui n'est pas le quart de ce qu'on paye communément les sucres bruns ou moscouades (*a*) que nos colonies nous fournissent, ni le sixieme de ce qu'on paye le plus beau sucre blanc.

(*a*) C'est, je pense, ce qu'on appelle *Barboutes* en terme de rafinerie, c'est-à-dire, de nos pains qui ont besoin d'être clarifiés une seconde fois.

La plus grande partie des terres cultivées dans la Cochinchine, font employées à produire du bled & du riz qui nourriffent le grand corps du peuple. Les prix refpectifs du bled, du riz & du fucre y font probablement dans la proportion naturelle ou dans celle qui s'établit naturellement entre les différentes productions de la plupart des terres en culture, & qui régle auffi exactement qu'il fe peut la récompenfe du propriétaire & du fermier fur la dépenfe qu'il a fallu originairement pour mettre la terre en état, & fur celle qu'il faut tous les ans pour l'y entretenir. On dit communément que le rum & la melaffe défraient de toute la dépenfe de la culture du fucre qui, par ce moyen, eft tout bénéfice pour le propriétaire ou planteur. Si la chofe eft vraie (car je ne prétends pas l'affurer), c'eft comme fi le fermier d'une terre à bled fe rembourfoit de tous les frais de culture avec le produit de la paille, & que tout le grain fût profit pour lui. Nous voyons fouvent des fociétés de marchands de Londres & autres villes commerçantes, acheter dans nos colonies à fucre des vaftes terreins

pour les faire valoir par des facteurs & des agens; & malgré l'éloignement & l'incertitude des retours provenans de l'administration défectueuse de la justice dans ces pays-là, ils ne laissent pas de compter sur un profit. Personne ne s'avisera de faire la même entreprise sur les terres les plus fertiles de l'Ecosse & de l'Irlande, ou sur les terres à bled des provinces de l'Amérique septentrionale, quoique l'administration de la justice y étant plus exacte, on puisse compter sur des retours plus réguliers.

On préfere dans la Virginie & le Maryland la culture du tabac à celle du bled, comme étant d'un meilleur rapport. Le tabac peut être cultivé avantageusement dans la plus grande partie de l'Europe. Mais comme il y est devenu presque par-tout un sujet d'impôt, & qu'on a supposé qu'il étoit plus difficile de lever le droit sur les différentes métairies du pays où cette plante pourroit être cultivée, que sur l'importation qui s'en feroit à la Douane, on y a pris le parti d'en défendre la culture, ce qui est de la plus grande absurdité, puisque c'est en accorder le monopole aux pays auxquels

on la laiſſe; monopole dont la Virginie & le Maryland partagent le bénéfice avec quelques concurrens, & dont ils profitent largement, parce que le tabac croît chez eux en plus grande quantité. Cette culture n'eſt pourtant pas ſi avantageuſe que celle du ſucre. Je n'ai jamais oui dire que des marchands réſidans dans la Grande-Bretagne, aient appliqué leurs fonds à des plantations de tabac; & nous ne voyons point que nos colonies à tabac nous envoient des planteurs auſſi riches qu'il en vient de nos iſles à ſucre. Quoique la préférence que ces colonies donnent au tabac ſur le bled ſemble dénoter qu'il y en a moins qu'on n'en demande en Europe, il eſt probable que la demande effective du ſucre eſt encore moins remplie, & quoique le prix actuel du tabac ſoit vraiſemblablement plus que ſuffiſant pour payer le montant de la rente, du ſalaire & des profits, ſelon le taux ordinaire auquel ils ſe paient pour le bled, le prix actuel du ſucre doit rendre encore au-delà de ce ſurplus. Auſſi nos colonies à tabac ont craint la ſurabondance de cette marchandiſe; comme les propriétaires des vignobles

de France ont craint celle du vin. Par un acte d'aſſemblée elles ont borné ſa culture à ſix mille plantes par Negre, évaluées à un millier de tabac. Ils calculent qu'un Négre peut faire valoir en même tems quatre acres de terre de bled d'Inde; le docteur Douglas, que je ſoupçonne être mal informé, dit que, pour prévenir cette ſurabondance, on brûle tant de tabac par chaque Negre, quand les années ſont trop fertiles; pratique attribuée aux Hollandois par rapport à leurs épices. S'il faut des expédiens auſſi violens pour tenir le tabac à ſon prix actuel, il y a grande apparence que ſa culture ne conſervera pas encore long-tems l'avantage qu'elle peut avoir aujourd'hui ſur celle du bled.

C'eſt ainſi que la rente des terres cultivées dont le produit nourrit l'homme, regle la rente de la plupart des autres terres en culture. Si une production particuliere rapportoit moins, la terre ſeroit auſſi-tôt miſe à un autre uſage; & s'il y en a qui rapportent davantage, c'eſt parce que la quantité de terre qui leur eſt propre n'eſt pas aſſez conſidérable pour fournir à la demande effective.

Le bled faisant la principale production qui sert immédiatement à la nourriture des Européens[1], c'est la rente des terres à bled qui régle celle de toutes les autres terres cultivées, si l'on en excepte certaines situations particulieres. La Grande-Bretagne est dans le cas de n'envier ni les vignobles de France, ni les oliviers d'Italie, dont la valeur est généralement réglée par celle du bled, en quoi sa fertilité ne le céde guere à celle des deux autres.

Si le peuple d'un pays tiroit sa nourriture ordinaire & favorite d'une plante que la terre la plus commune, avec la même ou à-peu-près la même culture que celle du bled, produiroit en beaucoup plus grande abondance que les terres les plus fertiles ne produisent de bled, la rente du propriétaire ou le surplus de la quantité de nourriture qui lui resteroit, le travail payé, & les fonds du fermier remplacés avec leurs profits ordinaires, seroit nécessairement beaucoup plus grand. Quel que fût le taux de la subsistance du travail, il pourroit en faire subsister, & conséquemment en acheter ou en commander davantage. La valeur réelle de sa rente, son pouvoir & son au-

torité réels feroient plus grands; il auroit plus le moyen de fe procurer les befoins & les commodités de la vie, que le travail d'autrui pourroit lui fournir.

Un champ de riz produit beaucoup plus de nourriture que le champ de bled le plus fertile. On dit qu'un acre donne ordinairement par an, en deux récoltes, de trente à foixante boiffeaux. Sa culture demande plus de travail; mais après avoir fait fubfifter tout ce travail, il en refte en plus grande quantité que fi c'étoit du bled, & de ce furplus il en revient une plus groffe part au propriétaire dans les pays où le riz eft la nourriture commune & favorite du peuple, & où il fait la principale fubfiftance des cultivateurs. A la Caroline où les planteurs font généralement fermiers & propriétaires tout enfemble, & où la rente eft par conféquent confondue avec le profit, on trouve que la culture du riz eft plus lucrative que celle du bled, quoique la recolte du riz ne s'y faffe qu'une fois par an, & que le peuple foit trop attaché aux coutumes de l'Europe pour faire de cette plante fa nourriture favorite & ordinaire.

Un bon champ de riz eſt en tout tems une fondriere qui en une ſaiſon ſe couvre d'eau. Il n'eſt propre ni pour le bled, ni pour les pâturages, ni pour la vigne, ni pour aucune autre eſpece de végétaux utiles à l'homme, & les terres bonnes pour eux ne valent rien pour lui. Par conſéquent dans les pays même où croît le riz, la rente des terres qui le portent ne peut regler la rente des autres terres cultivées, dont il eſt impoſſible de faire des rizieres.

Un champ de pommes de terre ne produit pas moins de nourriture qu'un champ de riz, & en produit beaucoup plus qu'un champ de bled froment. Un acre donnera douze mille peſant de pommes de terre contre deux mille peſant de froment. Il eſt vrai que ces deux plantes ne ſont pas également nourriſſantes en proportion du poids, à cauſe de la nature aqueuſe des pommes de terre. Mettons cependant que la moitié du poids de cette racine aille en eau, c'eſt beaucoup; un acre rendra encore ſix milliers peſant de nourriture ſolide, c'eſt-à-dire, le triple de ce qu'en rend un acre de froment. Il en coûte moins de frais pour cultiver l'un que l'autre, le labour qui ſe fait

avec la houe, & les autres travaux extraordinaires qu'exigent les pommes de terre étant plus que compensés par le repos qu'on accorde généralement aux terres à froment avant de les semer.

Si jamais cette racine devenoit la nourriture commune du peuple dans quelque partie de l'Europe, comme le riz l'est dans certains pays; si elle y occupoit autant de terrein qu'en occupent aujourd'hui le froment & les autres grains, la même quantité de terre alimenteroit beaucoup plus de monde; & les laboureurs étant généralement nourris de pommes de terre, ce qui en resteroit, après avoir remplacé tous les fonds & fait subsister tout le travail employé à la culture, seroit plus considérable. De ce surplus il en écherroit aussi une plus grosse part au propriétaire: la population augmenteroit, & les rentes iroient bien plus haut qu'elles ne vont à présent.

Comme le sol propre aux pommes de terre est bon pour presque tous les autres végétaux utiles, si elles occupoient la même quantité de terre qui est aujourd'hui en bled, elles régleroient de même la rente de la plupart des autres terres cultivées.

On m'a dit que dans certaines parties du Lancashirre on prétendoit que le pain de gruau d'avoine étoit une nourriture plus ſubſtantielle pour les gens de peine que le pain de froment; & j'ai ſouvent entendu avancer la même choſe en Ecoſſe. J'ai cependant quelque ſujet de douter qu'elle ſoit vraie. Le menu peuple d'Ecoſſe qui mange du pain de gruau d'avoine, eſt en général moins robuſte & moins beau que le menu peuple d'Angleterre qui mange du pain de froment, & il n'y a pas la même différence entre les gens plus aiſés des deux royaumes; expérience qui ſembleroit prouver que la nourriture du bas peuple en Ecoſſe convient moins à la conſtitution de l'homme que celle de leurs voiſins Anglois du même rang. Mais il n'en eſt pas ainſi des pommes de terre. On dit que les porteurs de chaiſe, les crocheteurs, ceux qui déchargent le charbon, & ces malheureuſes femmes qui vivent de la proſtitution qui nous viennent à Londres, ſont pour la plupart de la lie du peuple d'Irlande qui ſe nourrit de cette racine. Or ils ſont peut-être les hommes les plus vigoureux & les plus belles femmes de l'empire Britan-

nique. C'eſt la preuve la plus déciſive que cet aliment a des ſucs nourriciers, & qu'ils ſont bons pour la conſtitution & la ſanté de l'homme.

Il eſt difficile de garder pendant un an des pommes de terre, & impoſſible d'en faire des magaſins pour deux ou trois ans, comme on en fait de bled. La crainte de ne pouvoir les vendre avant qu'elles ſe gâtent, décourage leur culture; c'eſt peut-être le plus grand obſtacle à ce qu'elles deviennent jamais dans un grand pays celui des végétaux dont les différentes claſſes du peuple tirent leur principale ſubſiſtance, comme on la tire du pain.

PARTIE SECONDE.

Du produit de la terre, qui quelquefois rapporte, & quelquefois ne rapporte pas de rente.

DE toutes les productions de la terre, celles qui nourriſſent l'homme ſont les ſeules qui rapportent conſtamment & néceſſairement une rente au propriétaire. Les autres peuvent le faire ou ne pas le faire ſuivant différentes circonſtances.

Après la nourriture, le vètement & le logement sont les deux grands besoins du genre humain.

La terre, dans son état primitif ou inculte, peut fournir des matieres pour vètir & loger beaucoup plus de monde qu'elle n'en peut nourrir. Dans son état de culture elle peut quelquefois en nourrir beaucoup plus qu'elle n'en peut vètir & loger, du moins comme ils veulent l'ètre, & avec les matieres qu'ils demandent & qu'ils consentent à payer. Dans le premier état il y a donc toujours une surabondance de ces matieres, qui, par cette raison, n'ont que peu ou point de valeur. Dans le second, il y en a souvent disette, ce qui en augmente la valeur; là on en jette la plus grande partie comme inutile, & le prix de ce qu'on en met en usage est regardé uniquement comme l'équivalent du travail & de la dépense qu'il faut pour les mettre en état de servir, d'où il suit qu'elles ne rapportent point de rente au propiétaire; ici, elles sont toutes employées, & souvent on en demande plus qu'il n'y en a. Il se trouve toujours des gens disposés à en donner plus qu'il ne faut pour payer le travail & la dépense qui

les ont mises en état de vente. Ainsi leur prix peut toujours rapporter une rente au propriétaire.

On s'habilloit originairement avec des peaux de bêtes. Parmi les peuples chasseurs & pasteurs qui se nourrissent principalement de la chair de ces bêtes, chaque homme qui pourvoit à sa subsistance acquiert en même tems de quoi faire plus de vêtemens qu'il n'en peut porter. Sans le commerce étranger, ce qui s'en trouve de trop seroit jeté comme ne valant rien. Les peuples chasseurs de l'Amérique septentrionale étoient probablement dans ce cas avant qu'ils fussent découverts par les Européns, avec lesquels ils échangent actuellement le surplus de leur pelleterie pour des couvertures, des armes à feu, & de l'eau-de-vie, ce qui lui donne quelque valeur. Je pense que dans l'état commerçant actuel du monde connu, il n'y a point de nation barbare, où la propriété des terres soit établie, qui n'ait quelque commerce de cette nature, & qui ne trouve chez des voisins plus opulens le débit des matieres du vêtement que ces terres produisent, & qu'elle ne peut ni travailler ni consommer chez

elle, & qui n'en retire au-delà de ce qui lui en coûte pour les y transporter. Or ce surplus fait une rente pour le propriétaire. Lorsque les montagnards consommoient chez eux la plus grande partie de leur bétail, l'exportation des peaux formoit le plus gros article de leur commerce, & ce qu'ils recevoient en échange ajoutoit quelque chose à la rente des biens situés dans ces montagnes. La laine d'Angleterre, que nos ancêtres ne pouvoient ni consommer ni travailler chez eux, trouvoit anciennement un débouché dans la Flandre qui étoit alors un pays plus riche & plus industrieux, & son prix ajoutoit à la rente de la terre qui la produisoit. Dans des pays qui ne seroient pas mieux cultivés que l'Angleterre ne l'étoit alors, ou que les montagnes d'Ecosse ne le sont à présent, les matieres du vêtement seroient si surabondantes, qu'on en jetteroit la plus grande partie comme inutile, s'il n'y avoit point de commerce étranger, & les proprietaires n'en tireroient rien du tout.

Les matieres qui servent à nous loger ne peuvent pas toujours être transportées à une aussi grande distance que

celles qui fervent à nous vêtir, & elles ne font pas fi aifément un objet de commerce étranger. Lorfqu'il y en a trop pour le pays qui les produit, il arrive fouvent, même dans l'état préfent de commerce où eft le monde, qu'elles ne font d'aucune valeur pour le propriétaire. Une bonne carriere de pierre dans le voifinage de Londres feroit d'un revenu confidérable; dans plufieurs parties de l'Ecoffe & du pays de Galles elle ne rapporte rien. Le bois de charpente eft d'une grande valeur dans les endroits peuplés & bien cultivés: au nord de l'Amérique il y a bien des propriétaires qui feroient fort obligés à quiconque voudroit les débarraffer de la plupart de leurs gros arbres. Faute de grands chemins & de rivieres, l'écorce eft la feule partie du bois que certains lieux des montagnes d'Ecoffe puiffent envoyer au marché. On y laiffe le bois de charpente pourrir fur la terre. Quand les matériaux du logement font fi furabondans, ceux dont on fe fert ne coûtent que le travail & la dépenfe néceffaires pour les rendre propres à l'ufage qu'on en fait; ils ne rapportent rien au propriétaire, qui généralement ne fait aucune diffi-

sulté d'en accorder à qui lui en demande; cependant il en tire quelquefois une rente par le besoin qu'en ont des nations plus riches. Le pavé de Londres a valu aux propriétaires de certains rochers stériles sur la côte d'Ecosse une rente à laquelle ils ne songeoient guere. Les bois de Norwege & des côtes de la mer Baltique trouvent dans la Grande-Bretagne un débit qu'ils ne trouveroient pas dans le pays, & parlà ils rapportent une rente à leurs propriétaires.

Un pays est peuplé non en proportion du nombre d'habitans que son produit peut vêtir & loger, mais en proportion de ce qu'il en peut nourrir. Quand on a pourvu à la nourriture, il est aisé de se pourvoir d'habit & de logement : mais quoiqu'on ait sous la main de quoi se couvrir & de quoi se mettre à l'abri des injures de l'air, il peut souvent être difficile d'avoir de quoi vivre. Le travail d'un homme pendant un seul jour suffit pour bâtir ce qu'on appelle une maison, même dans certains endroits de l'empire britannique. La plus simple espece de vêtemens, les peaux des animaux, demandent un peu plus de

travail pour les préparer ; cependant ils n'en exigent pas encore beaucoup. Parmi les nations ſauvages & barbares il ne faut guere que la centieme partie du travail de l'année pour habiller & loger tout le monde, à la ſatisfaction du plus grand nombre. Les quatre-vingt-dix-neuf autres parties ne ſont ſouvent pas de trop pour leur procurer la ſubſiſtance.

Mais lorſque par l'amendement & la culture des terres le travail d'une famille ſuffit pour en nourrir deux, le travail d'une moitié de la ſociété ſuffit pour nourrir le tout. L'autre moitié, ou du moins la plus grande partie de l'autre moitié, peut donc s'occuper d'autre choſe, & travailler pour les autres beſoins & les fantaiſies. Les principaux objets de ces beſoins & de ces fantaiſies ſont le vètement & le logement, l'ameublement & tout l'attirail de la vanité. Le riche ne mange pas plus que le pauvre. La qualité de ſes alimens peut être fort différente ; il faut plus d'art & de travail dans leur choix & leur apprêt. Mais la quantité eſt à peu-près la même. Comparez à préſent le palais ſpacieux & la garderobe de l'un avec la chaumiere & les guenilles

de l'autre, & vous verrez qu'il n'y a pas moins de différence entr'eux pour la quantité que pour la qualité de ce qui compose le logement, le vêtement & l'ameublement. Le desir de manger est borné dans tous les hommes par l'étroite capacité de leur estomac; mais celui des commodités & des ornemens en fait de bâtimens, d'habits, de meubles & de tout le reste de l'équipage semble n'avoir point de limites certaines. Ceux donc qui ont à leur disposition plus d'alimens qu'ils n'en peuvent consommer, ne demandent pas mieux que d'échanger le surplus, ou, ce qui revient au même, le prix du surplus pour ces sortes de jouissances. Le desir borné satisfait, on donne ce qui reste à l'amusement d'autres desirs qui sont insatiables, & qui vont à l'infini. Les pauvres, pour avoir de quoi se nourrir, s'efforcent de contenter les fantaisies des riches; & afin d'y mieux réussir, ils cherchent à l'emporter les uns sur les autres par le bon marché & la perfection de leurs ouvrages. Le nombre des ouvriers augmente avec la quantité de subsistance ou avec les progrès de l'amélioration & de la culture des terres; & comme

la nature de leur besogne est susceptible de toutes les subdivisions possibles du travail, il arrive que la quantité des matieres sur lesquelles il s'exerce augmente encore en plus grande proportion. De-là la demande de toutes les sortes de matieres que l'invention humaine peut employer, soit pour l'utilité, soit pour l'ornement dans les bâtimens, les habits, &c. De-là celle des fossiles & des minéraux enfermés dans les entrailles de la terre, des métaux précieux & des pierres précieuses.

C'est ainsi que la nourriture est non seulement la source originale de la rente, mais que toute autre production de la terre qui vient ensuite à rapporter une rente, tire cette partie de sa valeur du perfectionnement des facultés du travail, à qui l'on doit la multiplication de la nourriture opérée par le moyen de l'amélioration & de la culture des terres.

Cependant ces autres productions qui viennent à rapporter une rente, n'en rapportent pas toujours. La demande qu'on en fait dans les pays même améliorés & cultivés, n'est pas toujours assez forte pour qu'on les vende

de au-delà du prix suffisant pour payer le travail, & remplacer, avec leurs profits ordinaires, les fonds employés à les mettre en état de vente. Savoir si la demande est ou n'est pas telle, c'est ce qui dépend de différentes circonstances.

Savoir, par exemple, si une mine de charbon peut rapporter une rente, c'est ce qui dépend en partie de sa fertilité, & en partie de sa situation.

Une mine quelconque est fertile ou stérile, selon qu'une certaine quantité de travail en tire plus ou moins de minéral qu'on n'en tire de la plupart des autres mines de la même espece, avec la même quantité de travail.

Il y a des mines de charbon avantageusement situées, qu'on ne peut exploiter à cause de leur stérilité. Le produit ne payeroit pas la dépense. Elles ne peuvent rapporter ni profits ni rentes.

Il y en a dont le produit est purement suffisant pour payer le travail, & remplacer, avec leurs profits ordinaires, les fonds qu'on met à les exploiter. Elles rapportent quelque profit à l'entrepreneur, & point de rente au propriétaire, qui est le seul qui puisse

les exploiter avec avantage, parce que, comme entrepreneur, il y gagne le profit ordinaire du capital qu'il y employe. Plusieurs mines de charbon sont exploitées de cette maniere en Ecosse, & ne peuvent l'ètre autrement. Le propriétaire n'en permettroit pas l'exploitation à d'autres, à moins qu'on ne lui payât une rente, & personne ne peut lui en payer.

D'autres mines de charbon du même pays sont assez fécondes, mais trop mal situées. Elles rendroient beaucoup de minéral proportionnellement à la quantité de travail; mais on n'en trouveroit pas le débit.

Le charbon de terre est un chauffage moins agréable que le bois. Par conséquent la dépense du charbon dans les endroits où l'on en consomme, doit être généralement moindre que celle du bois.

Le prix du bois varie avec l'état de l'agriculture, à-peu-près de la même maniere, & exactement par la même raison que celui du bétail. Lorsque l'agriculture ne fait que commencer, la plus grande partie du pays où elle s'introduit est couverte de bois à charge au propriétaire, qui les donneroit vo-

lontiers pour la ſeule peine de les couper. A meſure qu'elle avance ils s'éclairciſſent en partie par les progrès du labourage, & ils dépériſſent en partie par la multiplication des beſtiaux. Quoique celle-ci n'arrive pas dans la même proportion que celle du bled, qui eſt entierement le fruit de l'induſtrie humaine, elle ſe fait cependant par les ſoins & ſous la protection des hommes, qui, dans le tems de l'abondance, amaſſent de quoi les nourrir dans le tems de diſette, qui, durant tout le cours de l'année, leur donnent une ſubſiſtance plus ample que celle que la nature inculte leur fourniroit, & qui, en détruiſant & en extirpant leurs ennemis, leur aſſure la libre jouiſſance de tout ce que la Providence leur envoye. Quoique de nombreux troupeaux, auxquels on permet d'errer dans les bois, ne détruiſent pas les anciens arbres, ils empèchent les jeunes de pouſſer, & par ce moyen une forèt entiere s'en va en ruine au bout d'un ou deux ſiecles. Alors la rareté du bois en fait hauſſer le prix. Il rapporte une bonne rente, & quelquefois le propriétaire trouve qu'à peine y auroit-il un meilleur emploi de ſes terres que celui

d'y faire croître du bois propre à la charpenterie, la grandeur des profits étant souvent capable de compenser la lenteur des retours. On en est là, ce semble, aujourd'hui dans plusieurs parties de la Grande-Bretagne, où le profit des plantations est réputé égal à celui du bled & des pâturages. L'avantage qu'en retire le propriétaire, ne peut excéder, au moins pendant un long terme, la rente qu'il tireroit de ceux-ci; & dans l'intérieur d'un pays en pleine culture, il ne sera guere moindre que cette rente. Dans un pays bien cultivé, bordé par la mer, & qui a commodément du charbon pour son chauffage, il en coûte quelquefois moins pour faire venir sur les côtes du bois de charpente qu'on tire de pays étrangers moins cultivés, que pour en avoir de son propre crû. Il n'y a peut-être pas une piece de bois d'Ecosse dans toute la nouvelle ville d'Edimbourg, bâtie depuis quelques années.

Quel que soit le prix du bois, si celui du charbon est tel que la dépense d'un feu de charbon soit presqu'égale à celle d'un feu de bois, soyez sûr qu'alors le prix du charbon est aussi haut qu'il peut l'être. Il paroît que c'est

le cas de l'intérieur de l'Angleterre, particulierement du comté d'Oxford, où le bas peuple même eſt dans l'uſage de mêler dans ſon feu le charbon & le bois, & où par conſéquent il n'y a pas grande différence entre les prix de ces deux ſortes de chauffage.

Le charbon, dans les pays qui en produiſent, eſt par-tout fort au deſſous de ce haut prix; s'il ne l'étoit pas, il ne pourroit ſupporter la dépenſe du tranſport qui s'en fait au loin par terre ou par eau; l'on ne pourroit en vendre qu'une petite quantité, & les maîtres charbonniers, ainſi que les propriétaires des mines, trouvent mieux leur compte à en vendre beaucoup à un prix médiocre que peu à très-haut prix. Ajoutez que la mine la plus féconde régle le prix du charbon à toutes les mines qui ſont dans ſon voiſinage. Le propriétaire & l'entrepreneur de l'exploitation trouvent, l'un, qu'il peut ſe faire une rente plus forte, l'autre, qu'il peut retirer un plus grand profit en le vendant un peu moins que tous ſes voiſins. Ceux-ci ſur le champ ſont obligés de le donner au même prix, quoiqu'ils ſoient moins en état de le donner, & quoique cette dimi-

nution aille toujours au détriment, quelquefois même à l'anéantiſſement total de leur rente & de leur profit. De là certaines mines ſont abandonnées, tandis que d'autres ne rapportent plus de rente & ne peuvent être exploitées que par le propriétaire.

Le plus bas prix auquel puiſſe être vendu le charbon pendant un tems conſidérable, eſt, comme dans toutes les autres marchandiſes, celui qui ſuffit ſimplement pour remplacer, avec leurs profits ordinaires, les fonds qui doivent être employés à le mettre en état de vente. En général, tel doit être à-peu-près le prix du charbon dans les mines dont le propriétaire ne peut tirer aucune rente, mais qu'il eſt forcé ou d'abandonner entierement ou d'exploiter par lui-même.

La rente, quand le charbon en rapporte une, fait généralement une portion moindre de ſon prix que celle de la plupart des autres productions brutes de la terre. On ſuppoſe que la rente d'un bien au ſoleil ſe monte communément à un tiers du produit total, & en général, c'eſt une rente certaine & indépendante des variations accidentelles dans les récoltes. Un cinquieme

du produit total eſt une forte rente pour une mine de charbon; ſouvent elle n'en eſt que le dixieme, & rarement elle eſt aſſurée, parce qu'elle dépend des variations accidentelles dans le produit. Ces variations ſont ſi conſidérables, que dans un pays où une terre acquiſe moyennant une ſomme égale à trente ans de ſon revenu, paſſe pour être achetée à un prix médiocre, une mine de charbon y eſt regardée comme bien vendue, lorſque la ſomme qu'on en donne eſt égale à ce qu'elle rapporte en dix ans.

La valeur d'une mine de charbon pour le propriétaire dépend ſouvent autant de ſa ſituation que de ſa fertilité. Celle d'une mine métallique dépend plus de ſa fertilité que de ſa ſituation. Les métaux groſſiers, & encore plus les métaux précieux, peuvent généralement ſupporter la dépenſe d'être tranſportés fort loin par terre, & au plus loin par mer. Leur marché n'eſt pas concentré dans le voiſinage de la mine, il s'étend dans le monde entier. Le cuivre du Japon fait un article dans le commerce de l'Europe; le fer d'Eſpagne dans le Chili & le Pérou. L'argent du Pérou va non-ſeulement en Euro-

pe, mais de l'Europe à la Chine.

Le prix du charbon dans le West-Morland ou le Shropshire peut être un peu affecté par celui qu'il se vend à Newcastle, & nullement par celui qu'il se vend dans le Lyonnois. A cette distance, les productions des mines de charbon ne peuvent entrer en concurrence les unes avec les autres; mais celles des mines métalliques les plus éloignées peuvent souvent y entrer & y entrent en effet. Le prix des métaux grossiers, & encore plus des métaux précieux à la mine du monde la plus fertile, doit donc affecter plus ou moins le prix de ceux qui sortent de toutes les autres mines. Le prix du cuivre au Japon doit avoir quelqu'influence sur celui du cuivre que nous tirons de nos mines d'Europe. Le prix de l'argent dans le Pérou, c'est-à-dire, la quantité, soit de travail, soit d'autres marchandises qu'il achete au Pérou, doit influer sur son prix, non-seulement aux mines de l'Europe, mais à celles de la Chine. Après la découverte des mines du Pérou, la plupart des mines d'argent d'Europe ont été abandonnées. La valeur de l'argent fut tellement réduite, que leur produit ne pouvoit plus payer les frais

de l'exploitation, ou remplacer avec un profit la nourriture, le vêtement, le logement, & les autres choses nécessaires consommées dans l'opération. Les mines de Cuba, de Saint-Domingue, & même les anciennes mines du Pérou se sont trouvées dans le même cas après la découverte de celles du Potosi.

Le prix de chaque métal étant donc réglé en quelque sorte par ce qu'il se vend à la mine la plus féconde qui soit actuellement exploitée dans le monde, il ne peut guere faire autre chose dans la plupart des mines que de payer la dépense de l'exploitation, & il est rare qu'il rapporte une forte rente au propriétaire. Aussi la rente paroît n'être dans la plus grande partie des mines qu'une bien petite portion du prix, & cette portion est encore plus petite dans celui des métaux grossiers. Le travail & le profit emportent presque tout.

Les mines d'étain de Cornouailles sont les plus fertiles que l'on connoisse dans le monde. La rente qui en revient, est communement un sixieme du produit, selon le rapport du révérend M. Borlau, vice-gardien de ces mines. Quelques-unes rapportent da-

vantage, & d'autres moins. Un ſixieme du produit total eſt auſſi la rente de diverſes mines abondantes de plomb qui ſe trouvent en Ecoſſe.

Frezier & Ulloa diſent que les propriétaires des mines du Pérou n'exigent d'autre condition de l'entrepreneur de la mine, ſinon qu'il broyera le minéral à leur moulin, en leur payant la mouture ordinaire. Il eſt vrai que la taxe du roi d'Eſpagne ſe monte à un cinquieme de l'argent pur ou au titre; ce qu'on peut regarder comme la rente réelle de la plupart des mines d'argent du Pérou, les plus riches du monde connu. Sans cette taxe le propriétaire auroit naturellement ce cinquieme, & on pourroit exploiter pluſieurs mines dont on ne fait rien à préſent, parce qu'elles ne rendroient pas aſſez pour payer la taxe. On ſuppoſe que la taxe du duc de Cornouailles ſur l'étain ſe monte à plus de cinq pour cent, ou plus du vingtieme de la valeur; & quelle qu'elle ſoit, elle appartiendroit naturellement au propriétaire de la mine, ſi l'étain étoit exempt de droits. Mais ſi vous ajoutez un vingtieme à un ſixieme, vous trouverez que le total de la rente com-

mune des mines d'étain de Cornouailles est au total de la rente des mines d'argent du Pérou comme treize est à douze. La forte taxe sur l'argent donne d'ailleurs plus de tentations de faire la fraude que n'en donne la foible taxe sur l'étain ; & la contrebande est beaucoup plus aisée dans les choses précieuses que dans celles d'un gros volume. Aussi dit-on que la taxe du roi d'Espagne est fort mal payée, & qu'on paye exactement celle du duc de Cornouailles. Il est donc probable que la portion du prix de l'étain, qui fait la rente des mines les plus fertiles de ce métal, est plus forte que celle du prix de l'argent qui fait la rente des mines d'argent les plus riches qu'il y ait au monde. Les fonds mis dans l'exploitation étant remplacés avec leurs profits ordinaires, il semble que la part du propriétaire est meilleure en fait de métaux grossiers qu'en fait de métaux précieux.

Cependant comme le souverain tire une grande partie de son revenu du produit des mines d'argent, les loix au Pérou donnent tout l'encouragement possible à la découverte & à l'exploitation de nouvelles mines. Celui qui en

trouve une, eſt en droit de meſurer & de prendre deux cents quarante-ſix pieds en longueur, ſelon la direction qu'il ſuppoſe à la veine, ſur cent vingt-trois pieds de large. Il devient propriétaire de cette portion de la mine, & peut l'exploiter ſans rien payer au ſeigneur. L'intérêt du duc de Cornouailles a donné occaſion à un pareil réglement dans cet ancien duché. Toute perſonne qui dans un terrein vague & non fermé, découvre une mine d'étain, peut en marquer les limites juſqu'à une certaine étendue; ce qui s'appelle borner une mine. Elle peut l'exploiter elle-même ou l'affermer à un autre ſans le conſentement du ſeigneur de la terre, auquel elle paye cependant un léger droit pour l'exploitation. Dans ces réglemens, les droits ſacrés de la propriété particuliere ont été ſacrifiés aux intérêts ſuppoſés du revenu public.

On donne au Pérou le même encouragement à la découverte & à l'exploitation de nouvelles mines d'or; & la taxe du roi ſur l'or n'eſt que la vingtieme partie de ce métal au titre. Elle étoit autrefois le cinquieme comme ſur l'argent; mais on a trouvé que l'exploitation ne pouvoit la ſupporter. S'il

eſt rare cependant, diſent les mêmes auteurs, Frezier & Ulloa, que quelqu'un faſſe fortune par une mine d'argent, il l'eſt bien davantage que quelqu'un la faſſe par une mine d'or. Cette vingtieme partie ſemble être toute la rente payée par la plupart des mines d'or du Chili & du Pérou. L'or eſt encore beaucoup plus expoſé à la contrebande que l'argent, tant à raiſon de ſa valeur ſupérieure en proportion de ſon volume, qu'à cauſe de la maniere dont la nature le produit. On trouve rarement de l'argent vierge; mais, comme la plupart des autres métaux, il eſt généralement minéraliſé avec quelqu'autre corps dont il eſt impoſſible de le ſéparer, en aſſez grande quantité pour payer la dépenſe, à moins d'une opération difficile & ennuyeuſe, qui ne peut ſe faire que dans des laboratoires conſtruits exprès, & qui ſeroient par conſéquent ſous les yeux des officiers du roi. On trouve au contraire preſque toujours l'or vierge; quelquefois on le trouve en morceaux d'un certain volume, & lors même qu'il eſt mêlé par petites parties preſqu'inſenſibles avec le ſable, la terre & d'autres corps hétérogenes, on peut

l'en séparer par une opération fort courte & fort simple, qui peut se faire dans une maison privée par toute personne qui possede une petite quantité de mercure. Par conséquent si la taxe du roi sur l'argent est mal payée, celle sur l'or doit l'être encore plus mal, & la rente doit être moindre dans le prix de l'or que dans le prix de l'argent.

Le plus bas prix auquel ces précieux métaux puissent être vendus, ou la plus petite quantité d'autres marchandises pour laquelle on puisse les échanger durant un long terme, est réglé par les mêmes principes qui fixent le plus bas prix ordinaire de toutes les autres choses. Il est déterminé par les fonds qui doivent être communément employés, par la nourriture, le vêtement & le logement qu'il en coûte communément pour les apporter de la mine au marché. Il doit être au moins suffisant pour remplacer ces fonds avec leurs profits ordinaires.

Cependant leur plus haut prix actuel ne paroît être nécessairement déterminé que par leur rareté ou leur abondance actuelles. Il ne l'est point par celles d'aucune autre marchandise, comme le prix du charbon l'est par celui

du bois, au dessus duquel il ne peut jamais s'élever. Augmentez la rareté de l'or à un certain degré, & le plus petit morceau de ce métal pourra devenir plus précieux qu'un diamant, & s'échanger contre une plus grande quantité d'autres marchandises.

La demande de ces métaux vient partie de leur utilité, partie de leur beauté. Si vous exceptez le fer, il n'y en a peut-être point de plus utile. Comme ils sont moins sujets à la rouille & aux impuretés, il est plus aisé de les tenir propres; & par cette raison les ustensiles, soit de table, soit de cuisine, qu'on en fait, sont souvent plus agréables. Une cafetiere d'argent est plus propre qu'une de plomb, de cuivre ou d'étain, & cette même qualité fait qu'une cafetiere d'or seroit encore meilleure qu'une d'argent. Cependant leur principal mérite vient de leur beauté, qui les rend propres à faire des ornemens pour l'habillement & pour le meuble. Il n'y a point de vernis ou de teinture qui donne une couleur aussi éclatante que la dorure. Leur rareté fait encore un grand mérite de plus. Chez la plupart des gens riches, la principale jouissance des richesses consiste dans la mon-

tre qu'ils en font, & qu'ils ne trouvent jamais plus belle que quand ils paroissent posséder seuls des marques décisives d'opulence. A leurs yeux rien ne rehausse tant le mérite d'un objet beau ou utile à un certain point que sa rareté, ou le grand travail qu'il faut pour en amasser une certaine quantité; travail qu'ils sont seuls en état de payer. Ils achetent ces sortes d'objets plus cher que d'autres bien plus beaux & plus utiles, mais plus communs. Ces qualités d'utilité, de beauté, de rareté, sont le premier fondement du haut prix de ces métaux, ou de ce qu'on trouve par-tout à les échanger contre une grande quantité d'autres marchandises. Ils avoient cette valeur avant d'être employés comme monnoie, & c'est elle qui les rendoit propres à cet emploi, qui peut ensuite avoir contribué à maintenir & augmenter leur prix, tant parce qu'il en a occasionné une nouvelle demande, que parce qu'il a diminué la quantité qu'on en mettoit à d'autres usages.

Les pierres précieuses ne sont recherchées que pour leur beauté. Elles ne servent que pour l'ornement, & le mérite de leur beauté est fort augmenté

par leur rareté, ou par la difficulté & la dépense de les tirer de la mine. Aussi presque tout leur haut prix s'en va la plupart du tems en salaire & en profits; la rente n'en est souvent qu'une très-petite partie, & les mines les plus fécondes sont les seules dont le propriétaire puisse tirer un gros revenu. Lorsque le jouaillier Tavernier visita les mines de diamans de Golconde & de Visapour, il fut informé que le souverain du pays pour lequel on les exploitoit, avoit donné ordre de les fermer toutes, excepté celles qui rendoient les plus grandes & les plus belles pierres. Il ne gagnoit rien, ce semble, à faire exploiter les autres.

Comme en fait de métaux précieux & de pierres précieuses, c'est la mine la plus féconde de la terre qui décide de leur prix dans toutes les autres mines, la rente qu'une mine de cette espece peut rapporter au propriétaire, est en proportion, non de sa fertilité absolue, mais de ce qu'on peut appeller sa fertilité rélative, ou de sa supériorité sur les autres mines de la même sorte. Si on découvroit de nouvelles mines aussi supérieures à celles du Potosi que celles-ci l'étoient à celles de l'Europe, la

valeur de l'argent pourroit baiſſer au point que les mines même du Potoſi ne vaudroient pas la peine d'être exploitées. Avant la découverte des Indes Occidentales, on pouvoit tirer des mines les plus fertiles de l'Europe une rente auſſi conſidérable que celle que rapportent aujourd'hui les plus riches mines du Pérou. Quoique la quantité d'argent fût moindre, on pouvoit l'échanger contre une égale quantité d'autres marchandiſes, & la portion qui revenoit au propriétaire, pouvoit le mettre en état d'acheter autant de travail ou de marchandiſes qu'on en achete aujourd'hui avec plus d'argent. La valeur, tant du profit que de la rente, le revenu réel qu'en tiroient le public & le propriétaire, pouvoient être les mêmes.

Les mines les plus abondantes de métaux précieux & de pierres précieuſes, ne peuvent pas ajouter grand choſe aux richeſſes du monde. Un produit dont la rareté fait la principale valeur, eſt néceſſairement dégradé par ſon abondance. Le ſeul avantage qu'on pourroit tirer de cette abondance, ſeroit d'avoir pour moins de travail ou de marchandiſes de la vaiſſelle d'or ou d'ar-

gent, ou d'autres ornemens frivoles de l'habillement ou du meuble.

Il n'en eſt pas ainſi des biens qui ſont à la ſurface de la terre. La valeur de leur produit & de leur rente eſt, en proportion de ſa fertilité, non rélative, mais abſolue. La terre qui produit une certaine quantité de matieres pour la nourriture, le vêtement & le logement, peut toujours nourrir, vêtir & loger un certain nombre de gens, & quelle que ſoit la part du propriétaire, elle lui donne toujours un pouvoir proportionné ſur le travail de ces gens-là, & ſur les marchandiſes que ce travail peut lui fournir. La valeur des terres les plus ingrates n'eſt pas diminuée par le voiſinage des plus fertiles. Au contraire, elle en eſt généralement augmentée. La multitude de ceux que nourriſſent les terres fécondes, ouvre un marché à divers produits des terres ſtériles qui n'auroient jamais trouvé de débit parmi ceux qu'elles peuvent faire ſubſiſter.

Tout ce qui augmente la fertilité de la terre dans ſes productions alimenteuſes, augmente non-ſeulement la valeur des terres où ſe fait l'amélioration, mais continue encore à donner

plus de valeur à d'autres terres, en faisant rechercher leur produit. La surabondance de nourriture dont on peut disposer en conséquence de l'amélioration des terres, est la grande cause qui fait demander l'or, l'argent & les diamans, aussi bien que toutes les commodités & tous les autres ornemens du vêtement, du logement, &c. La nourriture ne constitue pas simplement les principales richesses du monde, son abondance donne encore à plusieurs autres especes de richesses leur plus grande valeur. La premiere fois que les pauvres habitans de Cuba & de Saint-Domingue furent découverts par les Espagnols, ils avoient coutume d'orner leurs cheveux & certaines parties de leur habillement avec de petits morceaux d'or. Ils ne paroissoient pas en faire plus de cas que nous n'en ferions de petits cailloux un peu plus beaux que ceux sur lesquels nous marchons, & que nous regarderions comme valant tout juste la peine de les ramasser, & non celle de les refuser à qui nous les demanderoit. Ils les donnoient à leurs nouveaux hôtes dès qu'ils en demandoient, & ils n'avoient point l'air de croire leur faire un grand présent.

Ils voyoient avec étonnement la fureur des Espagnols pour en avoir, & ils n'imaginoient pas qu'il y eût un pays où la nourriture, toujours peu commune chez eux, fût tellement surabondante, que pour acquérir une petite quantité de ces bagatelles brillantes, ils donnassent volontiers de quoi nourrir toute une famille pendant plusieurs années. S'ils avoient pu le concevoir, ils n'auroient pas été surpris de la passion des Espagnols.

PARTIE TROISIEME.

Des variations entre les valeurs respectives du produit qui rapporte toujours une rente, & de celui qui n'en rapporte pas toujours.

LA surabondance de nourriture, qui est une suite de l'amélioration & de la culture des terres, doit nécessairement faire croître la demande de chaque partie du produit de la terre, qui n'est pas faite pour nourrir, & qui peut être appliquée à quelqu'autre usage, soit d'utilité, soit d'ornemens. On peut s'attendre, en partant de-là, qu'il n'y a

qu'une ſeule variation dans les valeurs comparatives de ces deux différentes ſortes de produit, à quelque degré que ſoient l'amélioration & la culture. La valeur de celui qui ne rapporte pas toujours une rente, doit s'élever en proportion de celui qui en rapporte toujours. A meſure que l'art & l'induſtrie font des progrès, les matieres qui ſervent au vêtement & au logement, les foſſiles & les minéraux utiles, les métaux précieux & les pierreries, doivent être recherchés de plus en plus; on doit trouver en échange une plus grande quantité de nourriture, ou en d'autres termes, ils doivent renchérir graduellement de plus en plus. Dans le fait, c'eſt ce qui eſt arrivé la plupart du tems, & ce qui feroit toujours arrivé, ſi des accidens particuliers n'en avoient jamais porté la proviſion ou la fourniture au-delà de ce qu'on en demandoit.

Par exemple, la valeur d'une carriere de pierre de taille augmentera néceſſairement avec l'amélioration & la population du pays d'alentour, ſpécialement s'il n'y en a pas d'autre. Mais la valeur d'une mine d'argent, quand il n'y en auroit pas d'autre à cent mil-

les à la ronde, n'augmentera pas nécessairement, quoique le pays où elle est située se bonifie. Le marché pour le produit d'une carriere de pierre de taille ne peut guere s'étendre plus loin que quelques milles à la ronde, & la demande est généralement proportionnée à l'amélioration & à la population de ce petit district. Mais le marché pour le produit d'une mine d'argent peut s'étendre dans tout le monde connu. A moins que le monde en général n'avance dans la culture & la population, l'amélioration, même d'un grand pays à portée de la mine, ne fera pas demander plus d'argent. Quand même le monde en général iroit de mieux en mieux, si dans le cours de ses progrès on découvroit de nouvelles mines beaucoup plus fertiles qu'aucune de celles qui étoient connues auparavant, quoiqu'on demandât nécessairement plus d'argent, il pourroit y en avoir alors en si grande quantité, que le prix de ce métal tombât de plus en plus; c'est-à-dire, qu'avec une livre pesant, par exemple, on acheteroit une quantité de travail qui iroit toujours en diminuant, ou qu'on n'auroit en échange qu'une moindre & toujours une moin-

dre quantité de bled, qui eſt la principale ſubſiſtance du laboureur.

Le grand marché pour l'argent eſt la partie du monde commerçante & civiliſée.

Si par le progrès général de la culture & de l'amélioration la demande de ce marché venoit à augmenter, & que la quantité de ce métal n'augmentât pas à proportion, la valeur de l'argent croîtroit en proportion de celle du bled. La quantité de bled qu'on acheteroit avec une livre peſant d'argent ſeroit de plus en plus grande, ou, en d'autres termes, le prix commun du bled en argent ſeroit de meilleur en meilleur marché.

S'il arrivoit au contraire que les mines donnaſſent, pendant nombre d'années de ſuite, plus d'argent qu'on n'en demanderoit, ce métal perdroit graduellement de ſon prix, ou, en d'autres termes, le prix du bled en argent deviendroit par degrés de plus en plus cher, malgré tous les progrès de la culture.

Mais ſi, d'un autre côté, la fourniture de ce métal croiſſoit à-peu-près dans la même proportion que la demande, on continueroit d'en acheter

ou

ou d'avoir en échange à-peu-près la même quantité de bled, & le prix commun du bled en argent feroit, en dépit de toutes les améliorations, toujours à-peu-près le même.

Ces trois combinaifons renferment tout ce qui peut arriver à cet égard durant les progrès de la culture & de la population; & fi nous en pouvons juger par la France & la Grande-Bretagne, elles ont eu lieu pendant les quatre derniers fiecles en Europe, & prefque dans le même ordre où je viens de les expofer.

Digreffion fur les variations dans la valeur de l'argent durant le cours des quatre derniers fiecles.

PREMIERE PÉRIODE.

Il paroît qu'en 1350 & quelque tems auparavant, le prix commun de la mefure de huit boiffeaux de froment n'étoit pas eftimé moins de quatre onces d'argent, poids de la Tour, c'eft-à-dire, environ vingt fchelings de notre monnoie. De-là elle femble être tombée par degrés au prix de deux onces, auquel on l'évaluoit au commence-

ment du ſeizieme ſiecle; évaluation qui paroît avoir continué juſqu'en 1570.

L'année 1350, qui étoit la 25e d'Edouard III, on paſſa l'acte appellé le ſtatut des ouvriers. Cet acte ſe plaint dans le préambule, de l'inſolence des domeſtiques qui prétendoient que les maîtres augmentaſſent leurs gages. Il ordonne en conſéquence que tous les domeſtiques & ouvriers ſe contentent déſormais des mêmes gages & livrées (ce mot ſignifioit alors non-ſeulement le vêtement, mais les vivres) qu'ils avoient accoutumé de recevoir la vingtieme année du regne du roi & les quatre années précédentes; que la livrée (ou livraiſon) qu'on leur feroit de froment, ne feroit nulle part eſtimée plus haut que dix deniers le boiſſeau, & qu'il feroit toujours au choix du maître de le donner en nature ou en argent. Par conſéquent dix deniers ou pences le boiſſeau étoient regardés la 25e année du regne d'Edouard III, comme un prix du froment fort modéré, puiſqu'il fallut un ſtatut particulier pour obliger les domeſtiques à l'accepter en échange des livraiſons ordinaires qu'on leur faiſoit; & ce prix

étoit réputé raisonnable dix ans auparavant, ou dans la 16e année du regne du roi; tems auquel renvoie le statut. Mais cette année dix pences contenoient environ une demi-once d'argent, poids de la Tour, & valoient à-peu-près une alvecroun de notre monnoie. Ainsi quatre onces d'argent, poids de la Tour, équivalentes à six schelings & huit pences de la monnoie de ce tems-là, & à près de vingt schelings de la nôtre, étoient regardées alors comme le prix moyen d'une mesure de froment de huit boisseaux.

Ce statut est une indication plus sûre que les prix de quelques années particulieres dont les historiens & d'autres écrivains ont fait mention, parce qu'ils étoient extraordinairement chers ou bon marché, & sur lesquels il est par conséquent difficile de juger quel étoit le prix ordinaire. Il y a d'ailleurs d'autres raisons de croire qu'au commencement du quatorzieme siecle, & quelques années auparavant, le prix commun du froment revenoit à quatre onces d'argent les huit boisseaux, & les autres grains en proportion.

En 1309, Raoul de Born, prieur de saint Augustin de Cantorbéry, donna

le jour de son installation une fête dont Guillaume Torn nous a non-seulement conservé le détail, mais encore les prix de diverses choses. Il y fut consommé 1°. cinquante-trois mesures de froment, chacune de huit boisseaux, qui coûterent dix-neuf livres, ou six schelings & deux pences la mesure, c'est-à-dire, environ vingt schelings & six pences de notre monnoie; 2°. cinquante-huit pareilles mesures de drêche, qui coûterent dix-sept livres dix schelings, ou six schelings la mesure, ce qui fait environ dix-huit schelings de notre monnoie; 3°. vingt-quatre pareilles mesures d'avoine, qui coûtoient quatre livres, ou quatre schelings la mesure, c'est-à-dire, environ douze schelings de notre monnoie. Les prix de la drêche & de l'avoine paroissent ici au dessus de leur proportion ordinaire avec le prix du froment.

Ces prix ne sont point cités comme extraordinaires. L'auteur en parle accidentellement comme de ce qui avoit été payé pour les grandes quantités de grain consommées dans une fête célebre pour sa magnificence.

En 1262, la 51e année du regne d'Henri III, on fit revivre un ancien

ſtatut appellé *l'aſſiette du pain & de l'ale*, qui, dit le roi, avoit été fait dans le tems de ſes peres rois d'Angleterre. Ce ſtatut étoit donc probablement auſſi ancien pour le moins que ſon grand-pere Henri II, & datoit peut-être de la conquête. Il régle le prix du pain ſur ceux qu'il pouvoit arriver qu'on payât le bled, depuis un ſcheling, la meſure de huit boiſſeaux, juſqu'à vingt ſchelings, monnoie de ce tems là. Or on préſume que les ſtatuts de cette eſpece ſont généralement attentifs à pourvoir à toutes les déviations du prix moyen, à celles d'au deſſous comme à celles d'au deſſus. Cela poſé, dix ſchelings, contenant ſix onces d'argent, poids de la Tour, & équivalens à environ trente ſchelings de notre monnoie, doivent avoir été regardés comme le prix moyen de cette meſure de froment, lorſque le ſtatut a paru pour la premiere fois, & a dû l'être encore juſqu'à la 51ᵉ année du regne d'Henri III. Nous ne pouvons donc pas nous tromper de beaucoup en ſuppoſant que le prix moyen n'étoit pas moins que le tiers du plus haut prix auquel ce ſtatut régle le prix du pain, ou que ſix ſchelings huit pences de la monnoie

de ces tems-là, contenant quatre onces d'argent, poids de la Tour.

Il y a, ce semble, quelque raison de conclure de ces différens faits, que vers le milieu du quatorzieme siecle, & long tems auparavant, on supposoit que le prix commun de la mesure de huit boisseaux de froment n'alloit pas à moins de quatre onces d'argent, poids de la Tour.

Depuis le milieu du quatorzieme siecle environ jusqu'au commencement du seizieme, ce qui étoit regardé comme le prix raisonnable & modéré, c'est-à-dire, comme le prix ordinaire ou commun du froment, baissa par degrés de près de la moitié; de maniere qu'à la fin il se réduisit à environ deux onces d'argent, poids de la Tour, équivalentes à dix schelings de notre monnoie. Cette estimation continua jusques vers 1570.

Nous avons deux sortes d'estimations du froment dans le livre de dépense d'Henri I, comte de Northumberland, écrit en 1512. Dans l'une il est à six schelings huit pences, la mesure; dans l'autre il n'est qu'à cinq schelings & huit penses. En 1512, six schelings & huit pences ne contenoient pas plus de deux onces d'argent, poids de la Tour,

& ils étoient à-peu-près égaux à dix ſchelings de notre monnoie.

Il paroît par différens ſtatuts, que de la 25e année du regne d'Edouard III, juſqu'au commencement du regne d'Eliſabeth, ce qui forme un eſpace de plus de deux cents ans, on continua de regarder ſix ſchelings huit pences comme le prix raiſonnable & modéré, c'eſt-à-dire, comme le prix ordinaire ou commun du froment. Cependant la quantité d'argent contenue dans cette ſomme nominale alloit toujours en diminuant par l'altération dans la monnoie. Mais l'augmentation de la valeur de l'argent ſemble avoir tellement compenſé cette diminution, que la législation crut que ce n'étoit pas la peine de faire attention à cette circonſtance.

Ainſi en 1436 l'exportation fut permiſe, & en 1463 l'importation défendue quand le froment ne paſſeroit pas ſix ſchelings huit pences la meſure de huit boiſſeaux. La législation avoit imaginé que le prix étant ſi bas il n'y auroit point d'inconvénient à exporter; mais que quand il ſeroit plus haut, il étoit ſage de permettre l'importation. Ce qu'on appelle le prix raiſonnable & modéré du froment étoit donc évalué

pour lors à ſix ſchelings huit pences, contenant environ la même quantité d'argent que treize ſchelings & quatre pences de notre monnoie, c'eſt-à-dire, un tiers moins que n'en contenoit la même ſomme nominale du tems d'Edouard III.

L'exportation fut prohibée de même en 1554 par des actes de la premiere & ſeconde année du regne de Philippe & de Marie, & en 1558 par un de la premiere du regne d'Eliſabeth, toutes les fois que le prix excéderoit ſix ſchelings huit pences, qui alors ne contenoient que deux ſchelings au-delà de ce que la même ſomme nominale contient à préſent. Mais on s'apperçut bientôt que de ne permettre l'exportation du froment que quand il ſeroit à ſi bas prix, c'étoit, dans la réalité, la défendre entierement. C'eſt pourquoi l'acte de la 5e année du regne d'Eliſabeth permit de la faire de certains ports toutes les fois que le prix n'excéderoit pas dix ſchelings, qui contenoient à-peu-près la même quantité d'argent que pareille ſomme nominale d'aujourd'hui. Ce prix étoit donc conſidéré alors comme le prix raiſonnable & modéré du froment.

Que le prix du grain en France ait

été de même beaucoup plus bas à la fin du quinzieme & au commencement du ſeizieme ſiecles que dans les deux ſiecles précédens, c'eſt ce qu'ont obſervé M. Dupré de Saint-Maur & l'élégant auteur de l'Eſſai ſur la police des grains. Ce prix avoit probablement baiſſé de la même maniere dans la plus grande partie de l'Europe.

On peut attribuer ce hauſſement de la valeur de l'argent en proportion à celle du bled, ou à la ſeule demande qu'on a faite de ce métal, & qui eſt devenue plus conſidérable en conſéquence de l'avancement dans l'amélioration & la culture, la quantité d'argent qu'il y avoit auparavant reſtant la même; ou à la diminution graduelle de cette quantité d'argent, la demande reſtant la même, diminution qui devoit arriver ſi la plupart des mines alors connues dans le monde, ſe trouvant fort épuiſées, ne pouvoient plus ſupporter les frais de l'exploitation; ou bien cet effet venoit partie de l'une & partie de l'autre de ces deux cauſes. A la fin du quinzieme & au commencement du ſeizieme ſiecles l'Europe approchoit d'une forme de gouvernement plus ſtable & plus tranquille que celle qui la

D 5

tourmentoit depuis plusieurs siecles. Il étoit naturel qu'avec plus de sûreté, l'industrie & la culture fissent des progrès, & qu'avec l'accroissement des richesses, on demandât une plus grande quantité de métaux précieux, plus d'objets de luxe & d'ornement. Un plus grand produit annuel avoit besoin d'une plus grande abondance de monnoie pour le faire circuler, & beaucoup de gens riches vouloient avoir plus de vaisselle & de ces ornemens auxquels on employe l'argent. Il est naturel aussi de supposer que plusieurs des mines d'argent qui fournissoient le marché de l'Europe, étoient si épuisées que l'exploitation en étoit trop dispendieuse. Plusieurs étoient fouillées dès le tems des Romains.

Cependant la plupart de ceux qui ont écrit sur le prix des denrées dans les tems anciens, tiennent que la valeur de l'argent a toujours été en diminuant depuis la conquête, peut-être même depuis l'invasion de Jules César, jusqu'à la découverte des mines de l'Amérique. Cette opinion leur est venue en partie des observations qu'ils ont eu occasion de faire sur les prix du bled & des autres productions brutes

de la terre, & en partie de la notion populaire, que comme la quantité d'argent augmente dans un pays à mesure qu'il s'enrichit, de même il diminue en valeur autant qu'il croît en quantité.

Ils ont pu être induits en erreur dans leurs observations par trois causes différentes.

Premierement, on payoit anciennement presque toutes les rentes en nature, en bled, en bétail, en volaille, &c. Il arrivoit cependant quelquefois au propriétaire de se réserver la liberté de demander son payement annuel, ou en nature, ou en argent. On appelle en Ecosse *prix de conversion* la somme qu'on étoit convenu que le tenancier donneroit au lieu du payement en nature. Comme le propriétaire avoit toujours le choix de la production ou du prix, il falloit, pour la sûreté du tenancier, que le prix de conversion ou d'échange fût plutôt au dessous qu'au dessus du prix commun du marché. Aussi ne passoit-il guere la moitié de ce prix en plusieurs endroits. Cette coutume subsiste encore dans la plus grande partie de l'Ecosse par rapport à la volaille, & en quelques lieux par

rapport au bétail. Elle y auroit probablement continué par rapport au bled, sans l'institution des *fiars* publics. Ce sont des évaluations annuelles faites par une assise du prix commun de toutes les différentes sortes de grains, & de leurs différentes qualités, selon le prix actuel du marché dans chaque comté. Par cette institution il fut plus sûr pour le tenancier & plus commode pour le propriétaire, de convertir la rente en bled dans le prix des *fiars* de chaque année que dans aucun autre pays fixe. Mais les écrivains qui ont recueilli les prix du bled dans les anciens tems, semblent avoir souvent confondu ce qu'on appelle en Ecosse le prix du marché. Fletwood reconnoît dans une occasion qu'il est tombé dans cette erreur; cependant, comme il écrivoit son livre pour un but particulier, il n'a jugé à propos de faire cet aveu qu'après avoir transcrit quinze fois ce prix de conversion. Ce prix est de huit schelings la mesure de huit boisseaux. Cette somme en 1423, qui est la premiere année où il la donne, contenoit la même quantité d'argent que seize schelings de notre monnoie; mais en 1562, qui est la derniere an-

née où elle se trouve chez cet auteur, elle ne contenoit pas plus que la même somme nominale ne contient à présent.

Secondement, ils ont été trompés par la négligence avec laquelle quelques anciens statuts d'assise ont été transcrits par de mauvais copistes, & peut-être quelquefois composés par la législation.

Les anciens statuts d'assise semblent avoir toujours commencé par déterminer quel devoit être le prix du pain & de *l'aile* quand les prix du froment & de l'orge étoient au plus bas, après quoi ils procédoient graduellement à déterminer ce qu'il devoit être selon que le prix de ces deux sortes de grains s'élevoit. Mais il paroît que les copistes de ces statuts se contentoient souvent de transcrire les trois ou quatre premiers prix en partant du plus bas. Ils épargnoient ainsi leur peine, & supposoient vraisemblablement qu'il suffisoit de montrer la proportion qu'il falloit observer dans les prix supérieurs.

Ainsi dans l'*assise du pain & de l'aile* faite la 51e. année du regne d'Henri III, le prix du pain fut réglé selon les différens prix du froment, depuis un scheling jusqu'à vingt la mesure de huit

boisseaux. Mais dans les manuscrits sur lesquels ont été données toutes les éditions des statuts qui ont précédé celle de M. Ruffhead, les copistes n'avoient jamais transcrit ce réglement que jusqu'au prix de douze schelings. De-là divers écrivains trompés par cette transcription défectueuse, ont conclu naturellement que le prix moyen ou celui de six schelings la mesure, ou dix-huit schelings de notre monnoie, étoit le prix ordinaire ou le prix commun d'alors.

Dans le statut *de la selle* (a) & du *pilori*, passé vers le même tems, le prix de *l'alle* est réglé sur chaque six pences d'augmentation dans le prix de l'orge, & cela depuis deux schelings la mesure jusqu'à quatre. Or quatre schelings n'étoient pas considérés alors comme le plus haut prix auquel pût s'élever l'orge, & ces prix n'étoient donnés que comme un exemple de la proportion à observer dans tous les autres soit plus hauts soit plus bas. C'est ce

(a) Espece de siege fait pour mettre les femmes querelleuses que la loi punissoit, en les faisant plonger dans l'eau.

qui paroît par les derniers mots du ftatut : " *& fic deinceps crefcetur vel diminueter per fex denarios*" ; l'expreffion eft barbare, mais le fens eft affez clairement, " que le prix de l'aîle doit être „ augmenté ou diminué de la même „ maniere à chaque fois que le prix „ de l'orge hauffera ou baiffera de fix „ pences ou deniers ". La législation paroît avoir été auffi négligente dans la compofition de ce ftatut, que les copiftes l'ont été dans la tranfcription de l'autre.

Dans un vieux manufcrit, qui eft un ancien recueil des loix d'Ecoffe, on trouve un ftatut d'affife où le prix du pain eft réglé fuivant tous les différens prix du froment, depuis dix pences jufqu'à trois fchelings la mefure de quatre boiffeaux. Trois fchelings valoient alors environ neuf fchelings de notre monnoie. M. Rudiman femble conclure de-là, que trois fchelings font le plus haut prix auquel le bled foit monté dans ces tems-là, & que dix pences, un fcheling, ou tout au plus deux fchelings étoient le prix ordinaire. Cependant en confultant le manufcrit, il paroît évidemment que ces prix font mis comme exemples de

la proportion à garder entre les prix respectifs du froment & du pain. Les derniers mots du statut sont: "*reliqua* „ *judicabis secundum præscripta*, *habendo* „ *respectum ad pretium bladi*". "Vous „ jugerez des autres cas selon ce qui „ est marqué ci-dessus, en partant du „ prix du bled ".

Troisiemement, ils semblent avoir été encore trompés par le prix extrêmement bas auquel s'est vendu quelquefois le froment dans les anciens tems; sur quoi ils ont imaginé que comme ce prix étoit fort inférieur à celui des tems qui ont suivi, le prix ordinaire avoit dû l'être aussi. Cependant ils auroient pu s'assurer que le plus haut prix étoit alors autant au dessus de tout ce qu'on a jamais vu dans les tems postérieurs que le plus bas étoit au dessous. Fletwood nous donne deux prix de la mesure de huit boisseaux en 1270. L'un est de quatre livres seize schelings, monnoie de ce tems-là, équivalens à quatorze livres huit schelings de la nôtre. Le second est de six livres huit schelings, somme égale à dix-neuf livres quatre schelings d'àprésent. On ne trouvera rien qui approche de ces prix exorbitans à la fin du

quinzieme ſiecle ou au commencement du ſeizieme. Quoique le prix dû bled ſoit ſujet à varier en tout tems, il ne fait jamais de ſi grands ſauts que dans les tems de trouble & de déſordre, où l'interruption du commerce & de la communication ne permet pas que l'abondance d'une partie du pays ſoulage la diſette d'une autre. Dans l'état de bouleverſement où étoit l'Angleterre ſous les Plantagenetes qui la gouvernerent depuis environ le milieu du douzieme ſiecle juſques vers la fin du quinzieme, un canton pouvoit être dans l'abondance, tandis qu'un autre qui n'en étoit pas bien loin ſouffroit les horreurs de la famine, parce que ſa récolte avoit été détruite, ſoit par un accident du ciel, ſoit par l'incurſion de quelque baron voiſin; & ſi ces deux cantons étoient ſéparés par les terres d'un ſeigneur ennemi, l'un ne pouvoit recevoir aucun ſecours de l'autre. Sous l'adminiſtration vigoureuſe des Tudors qui gouvernerent l'Angleterre ſur la fin du quinzieme & pendant tout le ſeizieme ſiecles, il n'y eut point de baron aſſez puiſſant pour oſer troubler la ſûreté publique.

Le lecteur trouvera à la fin de ce

chapitre tous les prix du froment qui ont été recueillis par Fletwood depuis 1202 jusqu'en 1597, la premiere & la derniere comprises, tous réduits au taux de notre monnoie actuelle, & rangés selon l'ordre des tems en sept divisions de douze années chacune. Il trouvera aussi à la fin de chaque division le prix commun des douze années dont elle est composée. Dans ce long espace de tems, Fletwood n'a pu recueillir que les prix de quatre-vingts années, de maniere qu'il en manque quatre pour compléter les douze dernieres. J'ai ajouté ceux de 1598, 1599, 1600 & 1601, que j'ai pris sur l'état du college d'Eton. C'est la seule addition que j'y aie faite. Le lecteur verra que depuis le commencement du treizieme siecle jusques passé le milieu du seizieme, le prix commun de chaque douzaine d'années baisse toujours par degrés, & que vers la fin du seizieme siecle il commence à remonter. Il est vrai que Fletwood semble avoir ramassé principalement les prix remarquables par la cherté ou le bon marché extraordinaires; & je ne prétends pas qu'on puisse en tirer aucune induction certaine. Mais s'ils sont capables de

prouver quelque chose, ils confirment ce que j'en ai dit. Cependant Fletwood lui-même paroît avoir cru avec plusieurs autres écrivains que durant cette période la valeur de l'argent, à raison de la quantité de ce métal qui augmentoit, alloit toujours en diminuant. Les prix du bled qu'il a recueillis ne s'accordent certainement pas avec cette opinion. Ils s'accordent parfaitement avec celle de M. Dupré de Saint-Maur & la mienne. L'évêque Fletwood & M. Dupré de Saint-Maur sont les deux auteurs qui semblent avoir apporté le plus de diligence & de fidélité à ramasser les prix des choses dans les anciens tems. Il est assez singulier que leurs opinions soient si différentes, tandis que de part & d'autre les faits par rapport au prix du bled se rencontrent si exactement.

C'est cependant moins sur le bas prix du bled que sur celui des autres productions brutes de la terre, que la plupart des écrivains judicieux ont conclu la grande valeur de l'argent dans ces anciens tems. Le bled, a-t-on dit, est une sorte de manufacture, & par cette raison il étoit beaucoup plus cher dans les siecles barbares en proportion de la plupart des autres denrées. Je suppose qu'on entend la plupart des

autres denrées non manufacturées, telles que le bétail, la volaille, le gibier de toute espece, &c. Que dans les tems de pauvreté & de barbarie elles ayent été beaucoup meilleur marché que le bled, c'est un fait indubitable. Mais ce bon marché ne venoit pas de la grande valeur de l'argent, il venoit du peu de valeur de ces denrées. Il ne venoit point de ce que l'argent pouvoit alors acheter ou représenter une plus grande quantité de travail, mais de ce que ces denrées pouvoient en acheter ou en représenter beaucoup moins qu'elles ne font dans des tems où l'on est plus riche & plus civilisé. L'argent doit certainement être meilleur marché dans l'Amérique Espagnole qui le produit, que dans un pays où il en coûte pour l'apporter les frais d'un long transport par mer & par terre, & ceux du fret & de l'assurance. Cependant Ulloa nous dit que le prix d'un bœuf choisi dans un troupeau de trois ou quatre cents, étoit à Buenos-Ayres, il y a quelques années, de vingt pences ou deniers & demi sterl. Au rapport de M. Byron, l'on avoit un cheval dans la capitale du Chili pour seize schelings ou sols st. Dans une contrée naturellement ferti-

le, mais dont la plus grande partie eſt inculte, il faut peu de travail pour avoir des beſtiaux, de la volaille, du gibier, &c. ils ne peuvent donc en acheter ou en commander une grande quantité. Le bas prix auquel ils peuvent être vendus n'eſt donc pas une preuve que la valeur de l'argent y eſt fort haut, mais que la valeur de ces denrées y eſt fort bas.

Il faut toujours ſe ſouvenir que le travail eſt la meſure réelle de la valeur de l'argent & de toute autre marchandiſe.

Comme les beſtiaux, la volaille, le gibier, &c. ſont des productions ſpontanées de la nature, il y a des pays preſque déſerts ou mal peuplés où il s'en trouve beaucoup plus que n'en exige la conſommation des habitans. Alors la fourniture excéde communément la demande. Dans différens états de la ſociété & en différens périodes de ſon avancement, ces ſortes de denrées ſeront donc la repréſentation ou l'équivalent de quantités de travail fort différentes.

Dans tout état de la ſociété & dans tout période de ſon avancement, le bled eſt toujours une production de l'induſtrie humaine. Mais le produit

commun de chaque ſorte d'induſtrie eſt toujours plus ou moins exactement proportionné à la conſommation commune, & la fourniture à la demande. D'ailleurs dans chaque période d'amélioration la production d'une égale quantité de bled dans le même ſol & le même climat, exigera communément des quantités de travail à-peu-près égales, ou, ce qui revient au même, le prix de ces quantités, ce que les facultés productives du travail acquierent par les progrès de la culture étant plus ou moins contrebalancé par l'accroiſſement continuel du prix du bétail qui donne les principaux inſtrumens de l'agriculture. Par toutes ces conſidérations, nous pouvons tenir pour certain que dans tout état de la ſociété & à quelque degré d'avancement qu'on la prenne, le bled ſera plus exactement la repréſentation ou l'équivalent du travail que toute autre production brute de la terre, c'eſt-à-dire, que d'égales quantités de l'un répondront mieux à d'égales quantités de l'autre. Il n'y a par conſéquent point d'époque où l'on ne juge mieux de la valeur réelle de l'argent en la comparant avec le bled qu'en la comparant avec

toute autre marchandiſe ou eſpece de marchandiſe.

D'ailleurs le bled, ou toute autre eſpece de végétaux qui fait la nourriture commune & favorite du peuple, fait, dans chaque pays civiliſé, la principale ſubſiſtance de l'ouvrier. En conſéquence de l'extenſion de l'agriculture, la terre donne beaucoup plus de nourriture du genre végétal que du genre animal, & par-tout l'ouvrier vit principalement des alimens ſains qui ſont à meilleur compte & en plus grande abondance. Il ne mange guere de viande de boucherie, excepté dans les pays qui s'enrichiſſent rapidement, & où le travail eſt le plus amplement récompenſé; à l'égard de la volaille & du gibier, il mange fort peu de l'une & point de l'autre. En France, & en Ecoſſe même où le travail eſt un peu mieux payé qu'en France, le pauvre ouvrier n'a de viande de boucherie que le dimanche & dans les occaſions extraordinaires. Le prix du travail en argent dépend donc beaucoup plus du prix commun pécuniaire du bled que de celui de la viande de boucherie, & de toute autre partie du produit brut de la terre; & par conſéquent la va-

leur réelle de l'or & de l'argent, la quantité réelle du travail qu'ils peuvent acheter ou procurer, dépendent beaucoup plus de la quantité de bled qu'ils peuvent acheter ou procurer, que de celle de la viande de boucherie ou de toute autre partie du produit non manufacturé de la terre.

Il est pourtant probable que ces sortes de petites observations sur les prix du bled ou d'autres marchandises n'auroient point égaré tant d'auteurs intelligens, si elles ne s'étoient accordées avec la notion populaire que comme la quantité d'argent s'accroît naturellement dans un pays avec l'augmentation des richesses, de même sa valeur diminue à mesure que sa quantité augmente. Cette notion paroît cependant absolument destituée de fondement.

La quantité de métaux précieux peut s'accroître dans un pays par deux différentes causes; par l'abondance plus considérable des mines qui le fournissent, & par l'augmentation des richesses du peuple, à raison de celle qui arrive au produit de son travail annuel. La premiere de ces causes est sans doute nécessairement liée avec la diminution

diminution des métaux précieux; mais la ſeconde ne l'eſt pas.

Lorſqu'on découvre des mines plus abondantes, une plus grande quantité de métaux précieux vient au marché, & la quantité des beſoins & des commodités de la vie pour leſquels on les échange étant la même qu'auparavant, avec telle quantité de ces métaux on a moins de marchandiſes qu'on n'en avoit. Ainſi dans ce cas, comme l'augmentation dans la quantité de métaux précieux vient de la plus grande abondance des mines, elle eſt néceſſairement liée avec quelque diminution dans leur valeur.

Lors, au contraire, que la richeſſe d'un pays s'accroît, lorſque le produit de ſon travail augmente d'année en année, il faut une plus grande quantité de monnoie pour faire circuler une plus grande quantité de marchandiſes, & les gens qui ont le moyen, qui ont plus de marchandiſes à donner en échange, acheteront naturellement une plus grande quantité de vaiſſelle. Il y aura plus de monnoie par néceſſité, il y aura plus de vaiſſelle par vanité & par oſtentation, comme il y aura plus de belles ſtatues, de ta-

bleaux & d'autres objets de luxe & de curiofité. Mais comme les ftatuaires & les peintres ne doivent pas être plus mal récompenfés dans des tems d'opulence & de profpérité, de même l'or & l'argent ne doivent pas être plus mal payés.

Non-feulement le prix de l'or & de l'argent, quand ils n'en perdent point par la découverte accidentelle des mines, augmente naturellement avec la richeffe d'un pays, mais, quel que foit l'état des mines, il eft en tout tems naturellement plus haut dans un pays riche que dans un pays pauvre. L'or & l'argent, comme toutes les autres marchandifes, cherchent naturellement le marché où l'on en donne le meilleur prix, & communément on donne le meilleur prix où l'on eft plus en état de le donner. Le travail, il faut s'en fouvenir, eft en derniere analyfe le prix que toutes chofes fe payent; & dans les pays où il eft également bien récompenfé, fon prix en argent fera toujours en proportion avec la fubfiftance de l'ouvrier. Mais l'or & l'argent s'échangeront naturellement contre une plus grande quantité de fubfiftance dans un pays riche que dans un pays

pauvre, dans un pays où elle eſt abondante que dans un pays où elle ne l'eſt pas. Si les deux pays ſont fort éloignés l'un de l'autre, la différence peut être fort grande, parce que quoique les métaux ſe rendent naturellement au marché le plus avantageux, il peut néanmoins être difficile de les tranſporter en aſſez grande quantité pour que leur prix ſoit de niveau dans tous les deux. Si les pays ſont voiſins, la différence ſera moindre, & quelquefois elle peut être preſque imperceptible, parce que le tranſport ſera facile. La Chine eſt un pays beaucoup plus riche qu'aucune partie de l'Europe, & la différence entre le prix de la ſubſiſtance à la Chine & en Europe eſt fort grande. Le riz eſt beaucoup meilleur marché à la Chine que le froment ne l'eſt nulle part en Europe. L'Angleterre eſt un pays plus riche que l'Ecoſſe; mais la différence entre le prix pécuniaire du bled dans ces deux pays eſt beaucoup moindre, & c'eſt tout ce qu'on peut faire que de s'en appercevoir. En proportion de la quantité ou de la meſure, le bled d'Ecoſſe paroît généralement bien meilleur marché que celui d'Angleterre; mais en proportion de ſa qualité il eſt cer-

tainement un peu plus cher. L'Ecoſſe reçoit preſque tous les ans de grandes proviſions de bled d'Angleterre, & communément toute marchandiſe eſt vendue plus cher dans le pays où elle va que dans celui d'où elle vient. Ainſi le bled d'Angleterre doit être plus cher en Ecoſſe qu'en Angleterre; & cependant en proportion de ſa qualité, ou de la quantité & de la bonté de la fleur de farine qu'il peut rendre, il ne peut y être communément vendu à plus haut prix que le bled d'Ecoſſe qui vient au marché concurremment avec lui.

La différence entre le prix pécuniaire du travail à la Chine & celui qu'on le paye en Europe, eſt encore plus grande qu'entre les prix pécuniaires de la ſubſiſtance, parce que la récompenſe réelle du travail eſt plus haut en Europe, la plus grande partie de l'Europe étant dans un état d'avancement, tandis que la Chine paroît ſtationnaire. Le prix du travail en argent eſt plus bas en Ecoſſe qu'en Angleterre, parce que la récompenſe réelle du travail y eſt plus bas, l'Ecoſſe marchant à de plus grandes richeſſes plus lentement que l'Angleterre. Il faut ſe ſouvenir que la récompenſe réelle du travail en différens pays, eſt naturellement réglée

non par leurs richeſſes ou leur pauvreté actuelles, mais par leur état progreſſif, ſtationnaire ou rétrograde.

Comme l'or & l'argent ont naturellement la plus grande valeur chez les nations les plus riches, c'eſt chez les plus pauvres qu'ils en ont le moins. A peine ont-ils aucune valeur chez les Sauvages qui ſont de toutes les nations les plus pauvres.

Le bled eſt toujours plus cher dans les grandes villes que dans les parties reculées de la campagne, ce qui vient non du peu de valeur réelle de l'argent, mais de la cherté réelle du grain. Il n'en coûte pas moins de travail pour porter de l'argent dans les grandes villes que pour le porter dans les campagnes du même pays ; mais il en coûte davantage pour y porter du bled.

Le bled eſt cher dans certains pays riches & commerçans, tels que la Hollande & le territoire de Gênes, par la même raiſon qu'il eſt cher dans les grandes villes. Ils ne produiſent point aſſez pour nourrir leurs habitans. Ils ſont riches de l'induſtrie & de l'intelligence de leurs artiſtes & de leurs manufacturiers. Ils ſont riches dans toutes les eſpeces de machines qui peu-

vent faciliter & abréger le travail, en vaiſſeaux & en toutes ſortes d'inſtrumens & de moyens pour le tranſport & le commerce : mais ils ſont pauvres en bled; & comme il faut leur en apporter de pays éloignés, ce tranſport qu'il faut payer en augmente néceſſairement le prix pour eux. Il n'en coûte pas moins de travail pour porter de l'argent à Amſterdam qu'à Dantzick; mais il en coûte bien plus pour y porter du bled. Le coût réel de l'argent eſt à-peu-près le même dans ces deux villes. Mais celui du bled doit y être fort différent. Diminuez l'opulence réelle de la Hollande ou du territoire de Gènes en y laiſſant le même nombre d'habitans; diminuez leur pouvoir de s'approviſionner au loin, & au lieu de baiſſer avec la diminution dans la quantité d'argent qui feroit la ſuite ou la cauſe d'une pareille décadence, le prix du bled s'élevera juſqu'au taux d'une famine. Quand nous manquons du néceſſaire, nous ſacrifions le ſuperflu dont la valeur tombe dans les tems de pauvreté & de détreſſe, comme elle s'éleve dans ceux d'opulence & de proſpérité. Le prix réel des choſes néceſſaires, la quan-

tité de travail qu'elles peuvent acheter ou mettre à notre diſpoſition s'éleve au contraire dans les tems malheureux, & tombe dans les tems heureux qui ſuppoſent toujours l'abondance, ſans laquelle il n'y a point d'opulence ni de proſpérité. Le bled eſt une choſe de néceſſité; l'argent n'eſt qu'une ſuperfluité.

Ainſi quelle que puiſſe avoir été l'augmentation de la quantité des métaux précieux produite par l'avancement de la richeſſe & de la culture, dans l'intervalle entre le milieu du quatorzieme ſiecle & le milieu du ſeizieme, elle ne pouvoit opérer aucune diminution de leur valeur, ſoit dans la Grande-Bretagne, ſoit dans toute autre partie de l'Europe. Si ceux qui ont recueilli les prix où étoient les choſes dans les anciens tems, n'avoient pas raiſon d'établir la diminution de la valeur de l'argent durant cet intervalle, ſur les obſervations qu'ils ont pu faire ſur les prix du bled ou d'autres marchandiſes, ils étoient donc encore moins fondés à l'inférer de l'avancement des richeſſes & de la culture.

Seconde Période.

Autant il y a de variété dans les opinions des ſavans touchant les progrès de la valeur de l'argent durant cette premiere période, autant il y a d'unanimité touchant ces mêmes progrès durant la ſeconde.

Depuis environ 1570 juſqu'environ 1640, période d'environ ſoixante & dix ans, la variation entre la valeur de l'argent & celle du bled prit un cours tout oppoſé. L'argent baiſſa dans ſa valeur réelle, ou l'on ne put l'échanger que contre une moindre quantité de travail, & le bled hauſſa dans ſon prix nominal. Car au lieu d'être vendu communément environ deux onces d'argent ou environ dix ſchelings de notre monnoie la meſure de huit boiſſeaux, il ſe vendit ſix & huit onces d'argent, ou environ trente & quarante ſchelings d'aujourd'hui.

La découverte des mines abondantes de l'Amérique, ſemble avoir été la ſeule cauſe de cette diminution dans la valeur de l'argent en proportion à celle du bled. A cet égard tout le monde eſt d'accord, & il n'y a jamais eu de

dispute ni sur le fait ni sur la cause. La plus grande partie de l'Europe avançoit alors en industrie & en culture, & par conséquent on demandoit plus d'argent. Mais l'abondance de ce métal excédoit tellement la demande, qu'il perdit beaucoup de sa valeur. Il faut observer que la découverte des mines de l'Amérique ne paroît pas avoir eu d'effet sensible sur le prix des choses en Angleterre jusques passé 1570, c'est-à-dire, plus de trente ans après qu'on eut découvert les mines même du Potosi.

Par les états du college d'Eton, il paroît que depuis 1595 inclusivement jusqu'en 1620 aussi inclusivement, le prix commun du meilleur froment au marché de Windsor étoit à 2 liv. 1 sol 6 den. $\frac{9}{13}$ la mesure de neuf boisseaux. En négligeant la fraction & en ôtant un neuvieme ou 4 s. 7 den. $\frac{1}{3}$, le prix de la mesure de huit boisseaux étoit d'une liv. 16 sols 10 den. $\frac{2}{3}$; & en négligeant la fraction & ôtant pareillement un neuvieme de cette derniere somme pour la différence entre le prix du meilleur & le prix du moyen froment, le prix de ce dernier revenoit à 1 liv.

12 sols 8 den. $\frac{8}{9}$, ou environ 6 onces & $\frac{1}{3}$ d'argent.

Depuis 1621 jusqu'en 1636, y compris la premiere & la derniere année, le prix commun de la même mesure du meilleur froment au même marché paroît avoir été, selon les mêmes états, de 2 liv. 19 sols 6 den. ou environ sept onces deux tiers d'argent.

TROISIEME PÉRIODE.

LA réduction de la valeur de l'argent par les mines de l'Amérique, paroît avoir eu son entier effet de 1630 à 1640, ou environ 1636, & la valeur de ce métal en proportion à celle du bled, semble n'avoir pas baissé depuis. Elle semble même s'être un peu relevée dans le cours de notre siecle, & probablement elle avoit commencé à se faire quelque tems avant la fin du siecle dernier.

Selon les mêmes états du college d'Eton depuis 1637 jusqu'en 1700 inclusivement, c'est-à-dire, pendant les soixante-quatre dernieres années du siecle passé, le prix commun du meilleur froment au marché de Windsor

paroît avoir été de 2 liv. 11 sols 0 d. $\frac{1}{3}$ la mesure de neuf boisseaux, de sorte qu'il étoit seulement 1 sol 0 d. $\frac{1}{3}$ plus cher que les seize années d'auparavant. Mais il arriva dans le cours de ces soixante-quatre années deux événemens qui doivent avoir causé une plus grande rareté de bled que celle qu'on auroit eue par l'influence des saisons, & qui par conséquent sont plus que suffisans pour rendre raison de cette petite augmentation de prix, sans supposer aucune réduction ultérieure dans la valeur de l'argent.

Le premier de ces événemens fut la guerre civile qui, en décourageant l'agriculture & en interrompant le commerce, fit monter le prix du bled beaucoup au-delà de ce qu'il auroit été par la seule influence des saisons. On dut se ressentir plus ou moins de cet effet à tous les différens marchés du royaume, & sur-tout au marché de Londres qui ne peut être fourni qu'en faisant venir du bled de fort loin. Aussi en 1648 le prix du meilleur froment étoit au marché de Windsor, selon les mêmes états, de 4 liv. 5 sols, & en 1649 de 4 liv. la mesure de neuf boisseaux. L'excès de ces deux années

ſur 2 liv. 10 ſ. (prix commun des ſeize années qui précéderent 1637) eſt 3 liv. 5 ſols, qui, répartis ſur les ſoixante-quatre dernieres années du ſiecle paſſé, ſuffiſent à-peu près pour expliquer la petite augmentation de prix qu'on y a remarquée. Ces prix, quoique les plus hauts, ne ſont pourtant pas les ſeuls hauts prix qu'ayent occaſionnés les guerres civiles.

Le ſecond événement fut la gratification ſur l'exportation du bled accordée en 1688. Bien des gens ont penſé que l'encouragement qu'elle donne à l'agriculture peut avoir occaſionné dans une longue ſuite d'années une plus grande abondance, & par conſéquent avoir modéré le prix du bled dans nos marchés; mais de 1688 à 1700, elle n'a pas eu le tems de produire cet effet. Elle a dû, au contraire, faire renchérir le bled en favoriſant l'exportation du ſurplus du produit d'une année, & en nous mettant par-là hors d'état de ſuppléer à la diſette d'une autre année. Quoique la diſette qui a regné en Angleterre depuis 1693 juſqu'en 1699 incluſivement, doive être principalement attribuée aux mauvaiſes récoltes, dont une grande partie

de l'Europe s'eſt ſentie, la gratification y a eu ſans doute quelque part. Auſſi l'exportation fut-elle défendue en 1699 pour neuf mois.

Il y eut un troiſieme événement qui ne pouvoit amener ni la rareté du bled, ni l'augmentation de la quantité réelle d'argent qu'il coûtoit, mais qui néceſſairement occaſionna quelque augmentation dans la ſomme nominale qu'on en donnoit. Ce fut la dégradation de la monnoie d'argent par les rogneurs & le frai. Ce mal avoit commencé ſous le regne de Charles II, & il alla toujours en croiſſant juſqu'en 1695, tems où, comme nous l'apprend M. Lowndes, la monnoie d'argent courante étoit communément de vingt-cinq pour cent au deſſous du poids qu'elle devoit avoir. Mais la ſomme nominale qui fait le prix courant de toute marchandiſe, eſt néceſſairement réglée non pas tant ſur la quantité d'argent qu'elle doit contenir, que ſur celle qu'elle contient réellement. Cette ſomme nominale eſt donc plus forte quand la monnoie ſe trouve uſée & rognée que quand elle ne l'eſt pas.

Dans le cours de ce ſiecle jamais la

monnoie d'argent n'a été plus au dessous de son poids d'étalonnage qu'elle ne l'est à présent. Mais toute dégradée qu'elle est, sa valeur a été soutenue par celle de la monnoie d'or pour laquelle on l'échange. Car quoiqu'avant la derniere refonte la monnoie d'or fût bien effacée, elle l'étoit moins que celle d'argent. En 1695, au contraire, la valeur de la monnoie d'argent n'étoit pas soutenue par la monnoie d'or. On avoit alors communément une guinée pour trente schelings d'argent usé & rogné. Avant la derniere refonte de l'or monnoyé, le prix de l'argent en lingot a été rarement plus haut que cinq schelings & sept pences ou cinq pences l'once au-delà du prix qu'on en donne à l'Hôtel de la Monnoie. Mais en 1695 le prix commun de l'argent en lingot étoit de six schelings & cinq pences l'once, ce qui fait quinze pences de plus qu'on n'en donne à la Monnoie. Avant la derniere refonte, la monnoie d'or & d'argent prise ensemble, comparée avec l'argent en lingot, n'étoit que de huit pour cent au dessous du poids qu'elle devoit avoir: en 1695, au contraire, elle l'étoit de vingt-cinq pour cent. Mais au com-

mencement de notre ſiecle, c'eſt-à-dire, immédiatement avant la grande refonte ſous le roi Guillaume, la plus grande partie de la monnoie d'argent doit avoir été plus près de ſon poids d'étalonnage qu'elle ne l'eſt à préſent. Ajoutez que dans le cours de notre ſiecle il n'y a point eu de calamité puplique, telle qu'une guerre civile, qui pût décourager l'agriculture & interrompre le commerce intérieur; & quoique la gratification qui a eu lieu durant la plus grande partie de notre ſiecle, ait toujours dû tenir le prix du bled un peu plus haut qu'il n'auroit été ſans elle dans l'état actuel de l'agriculture, cependant comme elle a eu tout le tems de produire les bons effets qui lui ſont imputés, je veux dire, d'encourager les laboureurs, & par-là de fournir nos marchés d'une plus grande quantité de bled, on peut ſuppoſer que ſi d'un côté elle a fait quelque choſe pour hauſſer le prix du bled, de l'autre elle a fait auſſi quelque choſe pour le baiſſer. Beaucoup de gens ſuppoſent qu'elle a fait davantage; idée que j'examinerai ci-après. En conſéquence dans les ſoixante-quatre premieres années de notre ſiecle, le

prix commun du meilleur froment au marché de Windsor a été, selon les états du college d'Eton, de 2 liv. 0 s. 6 d. $\frac{19}{32}$ la mesure de neuf boisseaux, ce qui fait environ dix schelings & six pences, ou plus de vingt-cinq pour cent de meilleur marché qu'il n'avoit été pendant les seize ans qui précéderent 1736; tems où l'on peut supposer que la découverte des mines abondantes de l'Amérique avoit produit tout son effet; & environ un scheling de meilleur marché qu'il n'avoit été dans les vingt-six ans qui précéderent 1620, avant que l'effet de cette découverte puisse être censé plein & entier. De ces faits il résulte que le prix commun du moyen froment durant les soixante-quatre premieres années de notre siecle a été d'environ trente-deux schelings la mesure de huit boisseaux.

La valeur de l'argent semble donc avoir un peu haussé en proportion à celle du bled, durant le cours de notre siecle, & probablement elle avoit déja commencé à se relever quelque tems avant la fin du siecle dernier.

En 1687 le prix de la mesure de neuf boisseaux du meilleur froment étoit au marché de Windsor d'une li-

vre 5 sols 2 den., le plus bas prix où il ait jamais été depuis 1595.

En 1688, M. Grégoire Roi, homme fameux par ses connoissances en ce genre, estimoit que le prix commun du froment dans les années médiocres étoit, pour le producteur, 3 s. 6 d. le boisseau ou 28 schelings la mesure. Le prix du producteur est, à ce que j'entends, le même que celui qu'on appelle quelquefois prix de contrat, ou le prix auquel un fermier s'engage à donner au marchand une certaine quantité de bled pendant un certain nombre d'années. Comme un contrat de cette espece épargne au fermier la dépense & la peine d'aller au marché, ce prix est généralement plus bas que le prix courant du marché. Vingt-huit schelings ont été le prix ordinaire de contrat dans toutes les années communes avant la disette occasionnée dernierement par une suite extraordinaire de mauvaises saisons.

La gratification parlementaire sur l'exportation du bled fut accordée en 1688. Les gentilshommes de la campagne qui faisoient alors une partie de la législation, encore plus nombreuse qu'aujourd'hui, sentoient la chûte du

prix du bled en argent. La gratification fut un expédient pour le relever artificiellement jusqu'au degré de cherté où il avoit été vendu souvent du tems de Charles I & de Charles II. C'est pourquoi elle devoit avoir lieu jusqu'à ce que le froment fût monté à quarante-huit schelings la mesure, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il fût de vingt schelings ou $\frac{5}{7}$ plus que M. Roi n'avoit estimé cette année même le prix pour le producteur dans les années d'une abondance médiocre. Si ses calculs méritent une partie de la réputation qu'ils ont généralement acquise, quarante-huit schelings la mesure étoient un prix auquel il ne pouvoit arriver dans ce tems-là sans quelque moyen tel que la gratification, à moins qu'il ne survînt des années extraordinairement stériles. Mais le gouvernement du roi Guillaume n'étoit pas encore bien assuré. Il n'étoit pas en situation de rien refuser aux gentilshommes de la campagne auprès desquels il sollicitoit alors le premier établissement de la taxe annuelle sur les terres.

Ainsi la valeur de l'argent, en proportion à celle du bled, a probablement

un peu remonté avant la fin du dernier ſiecle, & il ſemble qu'elle ait continué de le faire pendant la plus grande partie de notre ſiecle, quoique par l'opération néceſſaire de la gratification cet effet n'ait pu être auſſi ſenſible qu'il l'auroit été ſans elle dans l'état préſent de l'agriculture.

Dans les années d'abondance, la gratification donnant un encouragement extraordinaire à l'exportation, tient le prix plus haut ces mêmes années, qu'il ne l'eût été ſans cela. Le but déclaré de l'inſtitution étoit d'empêcher le prix du bled de baiſſer, même dans les années fertiles, & par-là d'encourager l'agriculture.

Il eſt vrai que la gratification a été généralement ſuſpendue dans les années de grande diſette, mais elle a dû cependant influer encore ſur le prix du bled dans ces tems de cherté, parce que la grande exportation qui ſe fait dans les bonnes années, ne laiſſe pas de quoi ſuppléer à ce qui manque dans les mauvaiſes.

Ainſi la gratification fait monter le prix du bled, en tems d'abondance & en tems de diſette, au-delà de ce qu'il ſeroit naturellement dans l'état actuel

de l'agriculture. Par conséquent, si durant les soixante-quatre premieres années de notre siecle, le prix commun a été plus bas que durant les soixante-quatre dernieres années du siecle passé, il eût encore baissé bien davantage, si la gratification n'y avoit pas mis obstacle.

On peut objecter que sans la gratification, l'agriculture n'eût pas été en si bon état. Lorsque je traiterai ci-après des gratifications, je tâcherai d'expliquer quels effets peut avoir cette institution sur l'agriculture. J'observerai seulement quant à présent que ce surhaussement dans la valeur de l'argent, en proportion à celle du bled, n'a point été particulier à l'Angleterre. Il est arrivé en France, durant le même intervalle, & à-peu-près dans la même proportion, ainsi que l'ont remarqué trois collecteurs fideles, exacts & laborieux, des prix du bled, M. Dupré de Saint-Maur, M. Messance & l'auteur de l'Essai sur la police des grains. Mais l'exportation du grain a été prohibée en France jusqu'en 1764, & il seroit un peu dur de supposer que la même diminution de prix, à peu de chose près, qui est arrivée dans un pays malgré

la défénſe d'exporter, ſoit arrivée dans l'autre par l'encouragement de l'exportation.

Peut-être ſeroit-il plus à propos de conſidérer cette variation dans le prix commun du bled en argent, comme étant plutôt l'effet de quelque ſurhauſſement graduel de la valeur réelle de l'argent dans le marché de l'Europe, que celui d'aucune diminution dans la valeur réelle, & commune du bled. A des périodes de tems éloignées, cette denrée eſt, comme on l'a déja obſervé, une meſure plus exacte de valeur que l'argent, ni même toute autre marchandiſe. Lorſqu'après la découverte des mines abondantes de l'Amérique, le prix monetaire du bled tripla & quadrupla, ce changement fut attribué univerſellement, non à aucune augmentation dans la valeur réelle du bled, mais à la diminution de la valeur réelle de l'argent; par conſéquent, ſi, durant les ſoixante-quatre premieres années de notre ſiecle, le prix commun monetaire du bled eſt tombé un peu au deſſous de ce qu'il avoit été pendant la plus grande partie du ſiecle paſſé, nous devrions imputer de même ce changement, non à aucune diminu-

tion dans la valeur réelle du bled, mais à quelque augmentation arrivée à la valeur réelle de l'argent dans le marché de l'Europe.

Le haut prix du bled, durant les dix ou douze dernieres années que nous venons de passer, a fait naître le soupçon que la valeur réelle de l'argent continuoit de tomber en Europe. Ce haut prix semble pourtant évidemment n'avoir été que l'effet des saisons extrêmement défavorables, & il doit conséquemment être regardé, non comme un effet permanent, mais comme un événement accidentel & passager. Les saisons, pour le tems dont il s'agit, n'ont pas été meilleures dans la plus grande partie de l'Europe, & les troubles de la Pologne ont été cause qu'on s'est ressenti davantage de la disette dans les pays qui s'y fournissoient de bled. Quoiqu'il ne soit pas commun d'essuyer une si longue suite de mauvaises années, ce n'est pourtant pas un événement singulier. Quiconque a recherché avec soin les prix du bled dans les anciens tems, ne sera pas embarrassé de recueillir plusieurs autres exemples pareils. D'ailleurs, dix ans d'une disette extraordinaire ne sont pas plus

étonnans que dix ans d'une abondance extraordinaire. Le bas prix du bled, depuis 1741 inclusivement jusqu'en 1750 aussi inclusivement, peut être justement mis en opposition avec le haut prix qu'il s'est vendu ces huit ou dix dernieres années consécutives. Depuis 1741 jusqu'en 1750, le prix commun du meilleur froment n'étoit, selon les états du college d'Eton, que d'une liv. 13 sols 9 den. $\frac{4}{5}$ la mesure de neuf boisseaux, c'est-à-dire, qu'il étoit de près de 6 schelings 3 pences au dessous du prix commun des soixante-quatre premieres années de notre siecle. Il suit de-là que le prix commun du moyen froment n'étoit, durant ces dix années, que d'une liv. 6 s. 8 d. la mesure de huit boisseaux.

La gratification a dû cependant empêcher que le prix du bled ne descendît aussi bas entre 1741 & 1750 qu'il auroit fait sans cela. Il paroît par les livres de la douane, que la quantité de toutes les sortes de grains, exportée durant ces dix années, n'alloit pas à moins de huit millions, vingt-neuf mille cent cinquante-six mesures de huit boisseaux. La gratification payée pour cette quantité se montoit à un

million, cinq cents quatorze mille neuf cents ſoixante-deux liv. dix-ſept ſols quatre deniers ſt. En conſéquence M. Pelham, premier miniſtre en 1749, obſerva cette même année à la chambre des communes, que les trois années précédentes il avoit été payé une ſomme exorbitante en gratifications pour l'exportation du bled. Il avoit bien raiſon de faire cette obſervation, & l'année ſuivante il en auroit eu encore davantage, puiſque les gratifications pour cette ſeule année monterent à trois cents vingt-quatre mille cent ſoixante-ſeize liv. dix ſols ſix deniers ſt. Chacun voit combien cette exportation forcée dut faire hauſſer le prix du bled dans nos marchés, au-delà de ce qu'il auroit coûté naturellement.

Le lecteur trouvera à la fin de ce chapitre un état particulier & ſéparé de ces dix années. Il y trouvera encore un état des dix années précédentes, dont le prix commun eſt pareillement inférieur, quoiqu'il le ſoit moins, au prix commun général des ſoixante-quatre premieres années de ce ſiecle. Cependant 1740 fut une année de diſette extraordinaire. Ces vingt années qui ont précédé 1750, peuvent fort bien être miſes

ſes en oppoſition avec les vingt ſuivantes. Comme les premieres étoient aſſez au deſſous du prix commun général du ſiecle, quoique coupées par une ou deux années de cherté, de même les dernieres ont été aſſez au deſſus, quoique coupées par une ou deux années de bon marché, comme, par exemple, 1739. Si les premieres ne ſont pas autant inférieures au prix commun général que les dernieres lui ſont ſupérieures, il eſt probable que c'eſt la gratification qui en eſt cauſe. Le changement a été manifeſtement trop ſubit, pour qu'on l'attribue au déclin de la valeur de l'argent, qui eſt toujours lent & graduel. Un effet ſoudain doit être expliqué par une cauſe qui agit ſubitement, & cette cauſe ne peut être ici que la variation accidentelle des ſaiſons.

Le prix du travail en argent paroît avoir augmenté dans la Grande-Bretagne, pendant le cours de ce ſiecle-ci. Mais ce n'eſt pas que la valeur de l'argent ait diminué en Europe, c'eſt que la grande & preſque univerſelle proſpérité du pays lui a fait demander plus de travail. En France, où la proſpérité n'eſt pas tout-à-fait ſi grande,

on a obſervé que depuis le milieu du dernier ſiecle, le prix du travail en argent a baiſſé par degrés avec le prix commun du bled en argent. On dit que dans le dernier ſiecle & dans celui où nous ſommes, les journées des ouvriers ordinaires y ont été uniformément environ la vingtieme partie du prix commun du ſetier de froment, meſure qui contient un peu plus de quatre boiſſeaux de Winchester. Nous avons déja montré que la récompenſe réelle du travail, ou la quantité des choſes néceſſaires & commodes, qu'il procure à l'ouvrier, eſt conſidérablement augmentée dans la Grande-Bretagne, durant le cours de ce ſiecle-ci. L'augmentation de ſon prix en argent ſemble venir, non de ce que la valeur de ce métal dans le marché de l'Europe eſt tombée, mais de ce que le prix réel du travail s'eſt élevé dans le marché particulier de la Grande-Bretagne, par les heureuſes circonſtances où elle s'eſt trouvée.

Pendant quelque tems, après la premiere découverte de l'Amérique, l'argent a dû continuer de ſe vendre ſon ancien prix ou guere moins. Alors les profits de l'exploitation des mines de-

voient être fort au deſſus de leur taux naturel. Cependant les importateurs de ce métal en Europe ont dû s'appercevoir bientôt qu'ils ne pouvoient placer à ſi haut prix toute leur importation annuelle. Il a donc fallu le donner pour une quantité de marchandiſes, qui, par degrés, a toujours été en diminuant juſqu'à ce que ſon prix ait été réduit au taux naturel, ou à ce qui ſuffiſoit juſte pour payer, ſelon leurs taux naturels, le ſalaire du travail, les profits des fonds & la rente de la terre, qu'il faut payer pour que l'argent vienne du fonds de la mine au marché. Nous avons déja obſervé que dans la plupart des mines du Pérou, la taxe du roi d'Eſpagne abſorbe toute la rente de la terre. Cette taxe étoit originairement une moitié; bientôt elle ne fut qu'un tiers, & enſuite un cinquieme, ce qu'elle eſt encore aujourd'hui. Elle eſt, ce ſemble, dans la plus grande partie de ces mines, tout ce qui reſte après le remplacement des fonds de l'entrepreneur avec leurs profits ordinaires; & on convient généralement que ces profits, autrefois conſidérables, ſont aujourd'hui ſi médiocres, que s'ils venoient à décheoir en-

core, il ne se trouveroit plus personne qui voulût exploiter les mines.

La réduction de la taxe du roi d'Espagne, à un cinquieme de l'argent enregistré, se fit en 1504, trente-un ans avant 1535, époque de la découverte des mines du Potosi. Ces mines, les plus fertiles de l'Amérique, ont eu dans le cours d'un siecle, ou avant 1636, tout le tems de produire leur effet, & de réduire en Europe la valeur de l'argent aussi bas qu'il pouvoit être en continuant de payer cette taxe au roi d'Espagne. Il n'y a point de marchandise, ôtez-en le monopole, qui, au bout de cent ans, n'arrive à son prix naturel, ou au plus bas prix auquel elle puisse être vendue long-tems de suite, en payant une taxe particuliere.

Peut-être que la valeur de l'argent seroit tombée encore davantage en Europe, & que le roi d'Espagne auroit été dans l'alternative ou de modérer la taxe actuelle, ou de voir la plupart de ses mines abandonnées, si l'on n'avoit pas demandé plus d'argent, ou que le marché pour le produit des mines de l'Amérique ne se fût pas aggrandi par degrés. Cette cause paroît avoir

non-ſeulement ſoutenu la valeur de ce métal, mais l'avoir même un peu relevée au deſſus de ce qu'elle étoit vers le milieu du dernier ſiecle.

Depuis la premiere découverte de l'Amérique, le marché pour le produit des mines d'argent s'eſt étendu de plus en plus.

1°. La choſe eſt d'abord certaine par rapport au marché de l'Europe, dont la plus grande partie s'eſt beaucoup améliorée depuis la découverte de l'Amérique. L'Angleterre, la Hollande, la France & l'Allemagne, la Suede même, le Danemarck & la Ruſſie, ont toutes fait de grands progrès dans l'agriculture & les manufactures. L'Italie ne ſemble pas avoir rétrogradé. Sa chûte a précédé la conquête du Pérou; depuis ce tems, elle ſemble plutôt avoir un peu regagné que perdu. On ſuppoſe, il eſt vrai, que l'Eſpagne & le Portugal vont en décadence. Mais le Portugal n'eſt qu'une très-petite partie de l'Europe; & le déclin de l'Eſpagne eſt peut-être moins grand qu'on ne l'imagine. C'étoit au commencement du ſixieme ſiecle un pays fort pauvre en comparaiſon même de la France, qui s'eſt ſi fort enrichie depuis. On ſait le

mot de Charles V, qui avoit ſi ſouvent voyagé dans l'une & dans l'autre, & qui diſoit que tout abondoit en France, & que tout manquoit en Eſpagne. Le produit de l'agriculture & des manufactures devenant de jour en jour plus conſidérable en Europe, il falloit néceſſairement une plus grande quantité d'argent pour le faire circuler, & le nombre des individus opulens augmentant également, il falloit auſſi plus d'argent pour leur vaiſſelle & pour d'autres ornemens.

2°. L'Amérique eſt elle-même un nouveau marché pour le produit de ſes mines d'argent, & comme ſes progrès dans l'agriculture, l'induſtrie & la population ſont bien plus rapides que ceux d'aucun des pays de l'Europe qui acquierent le plus, la demande qu'elle fait de l'argent y croît auſſi bien plus rapidement. Les colonies angloiſes ſont abſolument un nouveau marché qui, tant pour la monnoie que pour la vaiſſelle, met dans le cas de fournir tous les jours plus d'argent à un vaſte continent qui n'en demandoit pas auparavant. La plupart des colonies eſpagnoles & portugaiſes ſont auſſi des marchés tout nouveaux. La Nouvelle-

Grenade, l'Yucatan, le Paraguai, le Bréſil, avant d'être découverts, étoient habités par des nations ſauvages qui ne connoiſſoient ni les arts ni l'agriculture. A préſent ils les connoiſſent en grande partie. Le Mexique même & le Pérou, quoiqu'on ne puiſſe les regarder comme des marchés entierement nouveaux, ſont cependant des marchés beaucoup plus étendus qu'ils ne l'étoient. Après tous les contes merveilleux qu'on a publiés ſur l'état de ſplendeur où étoient anciennement ces pays-là, tout homme ſenſé qui lira l'hiſtoire de la découverte & de la conquète qui en ont été faites, conclura ſans difficulté que leurs habitans étoient beaucoup plus ignorans dans l'agriculture, les arts & le commerce, que ne le ſont à préſent les Tartares de l'Ukraine. Les Péruviens même, la plus civiliſée de ces deux nations, n'avoient aucune monnoie, quoiqu'ils ſe ſerviſſent de l'or & de l'argent pour ornement. Tout leur commerce ſe faiſoit par échange ou brocantage, & en conſéquence à peine y avoit-il parmi eux aucune diviſion de travail. Ceux qui cultivoient la terre, étoient obligés de bâtir leurs maiſons eux-mêmes, de

faire leurs meubles, leurs habits, leurs souliers, leurs instrumens d'agriculure. On dit que le peu d'artisans qu'il y avoit parmi eux, étoient entretenus par le souverain, les nobles & les prêtres, dont ils étoient probablement les domestiques ou les esclaves. Tous les anciens arts du Mexique ou du Pérou n'ont jamais donné une seule manufacture à l'Europe. Les armées espagnoles qui étoient rarement de plus de cinq cents hommes, & qui souvent n'alloient pas à la moitié de ce nombre, avoient par-tout beaucoup de peine à subsister. Les famines qu'on dit qu'ils ont occasionnées par-tout où ils portoient leurs pas, & cela dans des pays qu'on représente en même tems comme bien peuplés & bien cultivés, démontrent assez que l'histoire de cette population & de cette culture est en grande partie fabuleuse. Les colonies espagnoles vivent sous un gouvernement qui, à bien des égards, est moins favorable à l'agriculture, à l'industrie & à la population, que celui des colonies angloises. Dans un sol fertile & un climat heureux, la grande fécondité de la terre & le peu qu'elle coûte, circonstance commune à toutes les co-

lonies nouvelles, eſt, ce ſemble, un ſi grand avantage, qu'il peut compenſer bien des défauts dans le gouvernement civil. Frezier, qui fut au Pérou en 1713, repréſente Lima comme contenant vingt-cinq à vingt-huit mille habitans. Ulloa, qui réſidoit dans le même pays entre 1740 & 1746, la repréſente comme contenant plus de cinquante mille habitans. La différence de leurs rapports, touchant la population de pluſieurs autres des principales villes du Chili & du Pérou, eſt à-peu-près la même; & comme il n'y a point de raiſon de douter que l'un & l'autre ayent été bien informés, on peut en conclure un accroiſſement qui ne le céde guere à celui des colonies angloiſes. L'Amérique eſt donc un nouveau marché pour le produit de ſes propres mines, & un marché dont la demande s'accroît bien plus vîte que celle des pays de l'Europe qui proſperent le plus.

3°. Les Indes Orientales ſont un autre marché pour les mines d'argent de l'Amérique, & un marché qui, depuis la découverte de ces mines, en a continuellement enlevé de plus en plus une grande quantité. Depuis lors

le commerce direct entre l'Amérique & les Indes Orientales, qui se fait par les vaisseaux d'Acapulco, a toujours été en augmentant, & celui qui se fait indirectement par la voie de l'Europe, s'est encore augmenté en plus grande proportion. Durant le seizieme siecle, les Portugais étoient la seule nation de l'Europe, qui avoit quelque commerce régulier avec les Indes Orientales. A la fin de ce même siecle, les Hollandois commencerent à s'emparer de ce monopole, & en peu d'années ils les chasserent de leurs principaux établissemens dans l'Inde. Ces deux nations ont partagé entr'elles, durant la majeure partie du dernier siecle, la partie la plus considérable du commerce de l'Inde, celui des Hollandois se fortifiant plus que celui des Portugais ne s'affoiblissoit. Les Anglois & les François y ont fait aussi quelque commerce dans le dernier siecle, & ils l'ont beaucoup étendu dans celui-ci. Les Suédois & les Danois y commercent aussi de plus fraiche date, & les Moscovites même ont un commerce régulier avec la Chine par une sorte de caravanne, qui, en traversant la Sibérie & la Tartarie, va par terre à

Pékin. Le commerce de toutes ces nations aux Indes Orientales, a toujours été en croiſſant, excepté pourtant celui des François que la derniere guerre a preſqu'anéanti. La conſommation des marchandiſes de l'Inde en Europe eſt telle que, plus nous allons en avant, plus il lui en faut de toutes les eſpeces. Le thé, par exemple, eſt une drogue dont on faiſoit peu d'uſage en Europe avant le milieu du dernier ſiecle. La valeur de celui qu'importe à préſent la compagnie des Indes Orientales pour l'uſage de ſes compatriotes, ſe monte à plus d'un million & demi ſt. par an; & ce n'eſt pas tout; la quantité venant en fraude par les ports de Hollande, de Gottenbourg en Suede, & des côtes de France, du moins tant que la compagnie des Indes françoiſe proſpéroit, étoit beaucoup plus conſidérable. La conſommation de la porcelaine de la Chine, des épiceries des Moluques, des pieces de mouſſeline du Bengale, & d'autres articles ſans nombre, s'eſt accrue à-peu-près dans la même proportion. Le tonnage de tous les vaiſſeaux de l'Europe qui faiſoient à la fois le commerce des Indes Orientales dans le dernier ſiecle, n'étoit peut-

être pas beaucoup plus grand que celui des seuls vaisseaux de la compagnie des Indes angloises avant la derniere réduction qu'on en a faite.

Mais la valeur des métaux précieux étoit beaucoup plus haut dans les Indes Orientales, particulierement à la Chine & dans l'Indostan, lorsque les Européens y ont commencé leur commerce, & actuellement elle y est encore plus haut qu'en Europe. Comme les pays à riz donnent généralement deux, quelquefois trois récoltes par an, chacune plus abondante qu'aucune récolte ordinaire en bled, il s'y trouve beaucoup plus de nourriture que dans les pays à bled d'une égale étendue. En conséquence ils sont beaucoup plus peuplés. Comme les riches y ont un surabondant de nourriture beaucoup plus considérable, dont ils peuvent disposer, ils peuvent acheter une plus grande quantité du travail d'autrui. Aussi la suite d'un grand de la Chine & de l'Indostan est-elle bien plus nombreuse & bien plus magnifique que celle des plus riches sujets de l'Europe. Cette même surabondance de nourriture, dont ils disposent à leur gré, les met en état de donner une plus grande quan-

tité de subsistance pour toutes ces productions rares & singulieres dont la nature est avare, telles que les métaux précieux & les pierres précieuses, les grands objets de la concurrence des riches. Ainsi quand les mines, qui fournissoient le marché de l'Inde, auroient été aussi abondantes que celles qui fournissoient le marché d'Europe, on devoit y avoir naturellement en échange de ces marchandises une plus grande quantité de subsistance. Mais les mines qui fournissoient le marché de l'Inde de métaux précieux, semblent avoir été bien moins abondantes, & celles qui le fournissoient de pierres précieuses, semblent l'avoir été bien davantage que celles qui fournissoient le marché de l'Europe. Les métaux précieux devoient donc s'échanger naturellement dans l'Inde pour une plus grande quantité de pierres précieuses, & pour une beaucoup plus grande quantité de nourriture. Le prix pécuniaire des diamans, qui font la plus grande des superfluités, devoit être un peu plus bas, & celui de la nourriture, qui est de premiere nécessité, beaucoup plus bas dans un pays que dans l'autre. Mais le prix réel du travail, la quantité réelle des cho-

ſes néceſſaires qu'on donne à l'ouvrier, eſt, ainſi que nous l'avons déja dit, plus bas à la Chine & dans l'Indoſtan, les deux grands marchés de l'Inde, que dans la plus grande partie de l'Europe. L'ouvrier ne peut y acheter avec ſon ſalaire qu'une moindre quantité de nourriture, & comme le prix de la nourriture en argent eſt beaucoup plus bas dans l'Inde qu'en Europe, le prix du travail y eſt plus bas à raiſon de la petite quantité de nourriture qu'il peut procurer, & à raiſon du bon marché de cette nourriture. Or, dans les pays où l'art & l'induſtrie ſont au même degré, le prix monétaire de la plus grande partie des manufactures ſera en proportion avec le prix du travail en argent; & en fait de manufactures & d'induſtrie, la Chine & l'Indoſtan ne le cédent pas beaucoup à une petite partie de l'Europe. Le prix pécuniaire des manufactures ſera donc naturellement beaucoup plus bas dans ces grands empires, qu'il ne l'eſt nulle part en Europe. D'ailleurs la dépenſe du tranſport augmente beaucoup, dans la plus grande partie de l'Europe, le prix réel & nominal de la plupart des manufactures. Il en coûte plus de travail, & par

conféquent plus d'argent pour porter d'abord les matieres & enfuite les matieres manufacturées au marché. L'étendue & la variété de la navigation intérieure à la Chine & dans l'Indoftan, y épargnent la plus grande partie de ce travail & par conféquent de cet argent, & réduifent par-là encore davantage le prix réel & nominal de la plupart de leurs manufactures. Par toutes ces raifons, les métaux précieux font une marchandife qu'il a toujours été, & qu'il eft encore extrêmement avantageux de porter dans l'Inde. A peine y en a-t-il une dont on y trouve un meilleur prix, ou qui, en proportion du travail & des marchandifes qu'elle coûte en Europe, achete ou commande une plus grande quantité de travail & de marchandife dans l'Inde. Il eft plus avantageux d'y porter de l'argent que de l'or, parce qu'à la Chine & dans la plupart des autres marchés de l'Inde, la proportion entre l'argent & l'or fins n'eft que de dix à un, au lieu qu'en Europe elle eft de quatorze ou quinze à un. Là, pour dix onces d'argent on a une once d'or, qui en coûte en Europe quatorze ou quinze. C'eft pourquoi dans les cargaifons de la plupart

que la conſommation de ces métaux, dans quelques manufactures particulieres, priſe dans le total, n'aille peut-être pas plus loin, elle eſt cependant beaucoup plus ſenſible, parce qu'elle eſt beaucoup plus rapide. On dit que la quantité d'or & d'argent employée dans les ſeules manufactures de Birmingham à dorer & argenter, & qui par-là ne peut jamais reparoître enſuite ſous la forme de ces métaux, ſe monte à plus de 50000 liv. ſt. Nous pouvons nous former là deſſus quelqu'idée de ce que doit être la grandeur de la conſommation annuelle dans toutes les différentes parties du monde, ſoit en manufactures de la même eſpece que celles de Birmingham, ſoit en galons, broderies, étoffes d'or & d'argent, reliures de livres, meubles, &c. Il doit s'en perdre encore beaucoup dans le tranſport par mer & par terre. D'ailleurs, dans la plupart des gouvernemens d'Aſie, c'eſt une coutume preſque générale de cacher dans les entrailles de la terre des tréſors, dont la connoiſſance meurt ſouvent avec la perſonne qui les enterre, & on ſent quelle perte d'argent peut être occaſionnée par cette malheu-

reuse nécessité de cacher son bien pour le soustraire à la tyrannie.

Selon les rapports les plus exacts, la quantité d'or & d'argent importée à Cadix & à Lisbonne, en payant les droits, ou en fraude, se monte à environ six millions sterl. par an.

Suivant M. Meggens, l'importation annuelle des métaux précieux en Espagne, se montoit bon an, mal an, pendant six ans, c'est-à-dire, depuis 1748 jusqu'en 1753 inclusivement, & en Portugal, bon an, mal an, pendant sept ans, savoir, depuis 1747 jusqu'en 1753 inclusivement, à 1, 101, 107 livres pesant d'argent, & à 49, 940 livres pesant d'or. L'argent à soixante-deux schelings la livre de Troyes, se monte à 3, 413, 431 liv. 10 sols st. L'or à quarante-quatre guinées & demie la livre de Troyes, se monte à 2, 333, 446 l. 14 s. st.; le tout ensemble à 5, 746, 874 liv. 4 sols st. Il nous assure que le compte de l'or & de l'argent enregistré, est exact. Il nous donne le détail des endroits d'où ils venoient, & de la quantité particuliere que chacun d'eux avoit fournie, selon le registre. Il tient compte de la quantité de chaque métal qu'il suppose avoir

paſſé en contrebande. La grande expérience de ce judicieux négociant donne beaucoup de poids à ſon opinion.

Suivant l'auteur éloquent & quelquefois bien informé de l'hiſtoire philoſophique & politique de l'établiſſement des Européens dans les deux Indes, l'importation annuelle qui s'eſt faite en Eſpagne de l'or & de l'argent enregiſtrés pendant onze ans, ſavoir, depuis 1754 juſqu'en 1764 incluſivement, ſe monte à 13, 984, 185 $\frac{3}{4}$ piaſtres de dix réaux. En y ajoutant ce qui peut s'être coulé en fraude, il ſuppoſe que le tout peut ſe monter à dix-ſept millions de piaſtres, qui, à 4 ſols 6 den. la piaſtre, font 3, 825, 000 liv. ſt. Il donne auſſi le détail des endroits d'où l'or & l'argent ont été tirés, & de la quantité que chacun en a fourni ſelon les regiſtres. Il nous apprend encore qu'à juger de la quantité qui s'importe annuellement du Bréſil à Lisbonne par la taxe payée au roi du Portugal, taxe qui paroît être le cinquieme du métal au titre, on peut l'évaluer à huit millions de cruzades ou quarante-cinq millions de livres de France, qui font environ deux mille livres ſt. En y ajou-

tant un huitieme ou 250,000 liv. ſt. pour celui qui paſſe en fraude, le total ſe monte à 2, 250, 000 liv. ſt.; par conſéquent, ſuivant ce rapport, toute l'importation annuelle des métaux précieux dans l'Eſpagne & le Portugal, ſe monte environ à 6, 273, 000 livres ſterling.

On m'a aſſuré que divers autres expoſés bien authentiques s'accordoient à faire monter, bon an, mal an, le total de cette importation annuelle à environ ſi millions ſterlings tantôt plus, tantôt moins.

Tout le produit des mines de l'Amérique ne va pas à Cadix & à Lisbonne. Manille en reçoit une partie par les vaiſſeaux d'Acapulco; une autre ſert à la contrebande que les colonies eſpagnoles font avec les autres nations européennes, & il en reſte ſans doute une certaine quantité dans le pays. D'ailleurs ces mines ne ſont pas les ſeules qu'il y ait dans le monde. Elles ſont cependant ſans comparaiſon les plus abondantes. Tout le monde en convient, & reconnoît en même tems que la plus grande partie de leur produit s'importe annuellement à Cadix & à Lisbonne. Mais la conſommation ſeu-

le de Birmingham, 50000 liv. ſt. par an, emporte la cent vingtieme partie de l'importation totale de ſix millions par an. Le total de la conſommation annuelle de l'or & de l'argent dans tous les pays où l'on en fait uſage, peut donc être à-peu-près égal à tout le produit annuel des mines. Ce qui en reſte au-delà peut n'être que ce qu'il faut pour fournir à la demande des pays qui s'enrichiſſent, & qui en veulent toujours de plus en plus. Il peut même ſe trouver aſſez au deſſous de cette demande, pour que leur prix s'éleve un peu dans le marché de l'Europe.

On tire des mines infiniment plus de cuivre & de fer que d'or & d'argent. On ne peut imaginer là deſſus que ces métaux groſſiers ſe multiplient au-delà de la demande, ou qu'ils deviennent de meilleur en meilleur marché. Pourquoi donc l'imaginerions-nous des métaux précieux? Il eſt vrai que les premiers ſont employés à des uſages beaucoup plus rudes, & que comme ils n'ont pas tant de valeur, on prend moins de ſoin de les conſerver. Cependant les autres ne ſont pas néceſſairement plus indeſtructibles; ils ſont expoſés à être

perdus, à dépérir, & à se consumer de bien des manieres.

Le prix de tous les métaux, quoique sujets à des variations lentes & graduelles, varie moins d'une année à l'autre que presque toutes les autres productions brutes de la terre, & le prix des métaux précieux est moins sujet à des variations subites que celui des métaux grossiers. Leur durabilité est le fondement de cette stabilité extraordinaire de prix. Le bled porté au marché l'année derniere sera entierement ou presqu'entierement consommé avant la fin de cette année. Mais une partie du fer tiré des mines il y a deux ou trois cents ans, & peut-être une partie de l'or qu'on en a tiré il y a deux ou trois mille ans, peuvent encore servir. Les différentes masses de bled, qui en différentes années doivent fournir à la consommation du monde, sont toujours à peu de choses près en proportion avec le produit respectif de ces différentes années. Mais la proportion entre les différentes masses de fer qui peuvent être employées en deux ans de tems, n'est guere affectée par les différences accidentelles de ce qu'on tire des mines de fer en deux ans, &

celle des masses d'or le sera encore moins par une pareille différence du produit de ces mines. Ainsi quoique le produit des mines métalliques varie peut-être encore plus d'une année à l'autre que celui de la plupart des champs de bled, ces variations n'ont pas le même effet sur le prix d'une de ces marchandises que sur celui de l'autre.

Variations dans la proportion entre les valeurs respectives de l'or & de l'argent.

AVANT la découverte des mines de l'Amérique, la valeur de l'or pur par rapport à l'argent pur étoit réglée dans les différentes Monnoies entre les proportions d'un à dix, & d'un à douze, c'est-à-dire, qu'une once d'or étoit supposée valoir de dix à douze onces d'argent. Vers le milieu du dernier siecle, il vint à être réglé entre les proportions d'un à quatorze & d'un à quinze, c'est-à-dire, qu'une once d'or pur étoit supposée valoir entre quatorze & quinze onces d'argent. L'or augmenta dans sa valeur nominale ou dans la quantité d'argent qu'on donnoit en échange. Les deux métaux perdirent de leur valeur réelle;

ils ne pouvoient plus acheter la même quantité de travail; mais l'argent en perdit plus que l'or. Quoique les mines d'or & d'argent de l'Amérique surpassassent en fertilité toutes celles qui avoient jamais été connues, la fécondité dans celles d'argent paroît avoir été encore plus grande en proportion que dans celles de l'or.

Les grandes quantités d'argent transportées annuellement de l'Europe dans l'Inde, ont réduit par degrés dans quelques établissemens anglois la valeur de ce métal en proportion à celle de l'or. A la Monnoie de Calicut une once d'or est supposée valoir quinze onces d'argent, comme en Europe. Peut-être est-elle estimée trop haut à la Monnoie par rapport à la valeur qu'elle a dans le marché de Bengale. A la Chine la proportion de l'or à l'argent continue d'être sur le pied d'un à dix. On dit qu'au Japon elle est d'un à huit.

La proportion entre les quantités d'or & d'argent importées annuellement en Europe est, selon le calcul de M. Meggens, à-peu-près comme un à vingt-deux, c'est-à-dire, que pour une once d'or on n'y apporte guere moins de vingt-deux onces d'argent.

Il

Il suppose que la quantité d'argent qui passe annuellement dans les Indes Orientales réduit ce qui reste de ces métaux en Europe à la proportion de leur valeur. Il paroît croire qu'il doit y avoir nécessairement la même proportion entre leurs valeurs qu'entre leurs quantités, & qu'elle seroit par conséquent comme un à vingt-deux sans cette exportation de l'argent dans l'Inde.

Mais la proportion ordinaire entre les valeurs respectives de deux marchandises, n'est pas nécessairement la même qu'entre les quantités qu'on en met en vente. Le prix d'un bœuf estimé dix guinées est environ soixante fois le prix d'un agneau estimé 3 sols 6 deniers. Cependant il seroit absurde d'inférer de là qu'il y a communément au marché soixante agneaux contre un bœuf; & de ce qu'une once d'or vaudra quatorze ou quinze onces d'argent, il seroit tout aussi absurde d'en conclure qu'il n'y a communément au marché que quatorze ou quinze onces d'argent contre une once d'or.

Il est probable que la quantité d'argent qui est communément au marché est beaucoup plus grande en proportion de celle de l'or, que ne l'est la valeur

d'une certaine quantité d'or en proportion de celle d'une égale quantité d'argent. La quantité totale d'une marchandise peu coûteuse qu'on met au marché est communément non seulement plus grande, mais d'une plus grande valeur que la quantité totale d'une autre qui est chere. On ne vend pas seulement par an plus de pain que de viande de boucherie; mais le total de ce qu'on vend de l'un a plus de valeur que le total de ce qu'on vend de l'autre. On en peut dire autant de la viande de boucherie par rapport à la volaille, & de la volaille par rapport aux oiseaux sauvages. Le nombre des acheteurs d'une marchandise qui coûte peu, surpasse tellement le nombre de ceux qui achetent une marchandise chere, que non seulement il se débite beaucoup plus de la premiere, mais qu'il s'en débite pour une plus grande valeur. Lorsque nous comparons les métaux précieux ensemble, l'argent est une marchandise qui coûte peu en comparaison de celle de l'or. Nous devons par conséquent nous attendre naturellement qu'il y aura plus d'argent que d'or au marché, & qu'il y en aura pour une plus grande valeur. Qu'un

homme qui n'en manque pas en vaisselle compare ce qu'il a de l'un avec ce qu'il a de l'autre, il trouvera probablement qu'il a non seulement plus du premier, mais qu'il en a pour une bien plus grande valeur. Bien des gens d'ailleurs, ont de la vaisselle d'argent & n'en ont point d'or. On se contente généralement d'une montre d'or, d'une tabatiere d'or, & d'autres bijoux en or qui rarement se montent à une grande somme. Il est vrai que le total de la monnoie d'or en Angleterre l'emporte beaucoup en valeur sur le total de la monnoie d'argent; mais il n'en est pas ainsi dans tous les pays. Il y en a où la valeur de ces deux métaux est à-peu-près égale dans la monnoie. En Ecosse, avant l'union, l'or n'étoit prépondérant à l'argent que de fort peu, comme il paroît par les états de la Monnoie. L'argent l'emporte dans la monnoie de plusieurs pays. En France, les plus grosses sommes sont communément payées en argent, & on y trouve difficilement plus d'or qu'on n'en a besoin pour porter dans sa poche. L'excès qu'on voit par-tout de la vaisselle d'argent sur la vaisselle d'or fait, sans doute, plus que compenser la prépon-

dérance de l'or ſur l'argent qu'on voit dans certains pays.

Quoiqu'en un ſens l'argent ait été & doive être probablement toujours beaucoup moins cher que l'or, peut-être peut-on dire dans un autre ſens, que dans l'état préſent du marché de l'Europe l'or eſt un peu moins coûteux que l'argent. On peut dire qu'une marchandiſe eſt chere ou n'eſt pas chere non ſeulement ſuivant la grandeur & la petiteſſe abſolue de ſon prix ordinaire, mais ſuivant que ce prix eſt plus ou moins au deſſus du plus bas prix auquel il eſt poſſible de la vendre long-tems de ſuite. Ce plus bas prix eſt celui qui ne fait que remplacer, avec un profit médiocre, le fonds qui a dû être employé pour la mettre en état de vente. C'eſt celui qui ne rapporte rien au propriétaire, celui dont la rente ne fait point partie, & qui ſe réſout tout entier en ſalaire & en profit. Or dans l'état préſent du marché de l'Europe, l'or approche certainement un peu plus de ce bas prix que l'argent. La taxe du roi d'Eſpagne ſur l'or n'eſt qu'un vingtiéme de ce métal au titre, ou cinq pour cent; au lieu que ſa taxe ſur l'argent ſe monte à un cinquieme ou à

vingt pour cent. Ajoutez que, comme nous l'avons déjà obſervé, ces taxes font toute la rente de la plupart des mines d'or & d'argent de l'Amérique Eſpagnole, & que celle qui eſt établie ſur l'or eſt encore plus mal payée que l'autre. D'ailleurs comme les entrepreneurs des mines d'or font plus rarement une fortune que ceux des mines d'argent, il faut, généralement parlant, que leurs profits ſoient encore plus médiocres. Ainſi l'or de l'Eſpagne rapportant moins de rente & de profits, il doit approcher davantage dans le marché de l'Europe du plus bas prix auquel il peut y être importé. Véritablement la taxe du roi de Portugal ſur l'or du Bréſil eſt la même que celle du roi d'Eſpagne ſur l'argent du Mexique & du Pérou, c'eſt-à-dire, le cinquieme de l'or au titre. Néanmoins il peut être encore vrai que l'or de l'Amérique revient au marché de l'Europe à un prix qui s'éloigne moins que l'argent du plus bas prix, c'eſt-à-dire, du prix auquel il eſt poſſible de l'y mettre en vente. Toutes les dépenſes défalquées, il paroît qu'on y diſpoſeroit plus avantageuſement de toute la maſſe de cet argent que de toute celle de l'or.

Peut-être que le prix des diamans & des pierres précieuses approche encore plus de ce bas prix que celui de l'or.

Si le roi d'Espagne renonçoit à sa taxe sur l'argent, le prix de ce métal pourroit bien ne pas tomber tout de suite dans le marché de l'Europe. Tant qu'on y en apporteroit la même quantité, il continueroit d'y être vendu le même prix. L'effet premier & immédiat de ce changement seroit d'augmenter les profits de l'exploitation, & de faire gagner à l'entrepreneur de la mine ce qui se payoit auparavant au roi. La grandeur des profits tenteroit bientôt un grand nombre de gens d'entreprendre l'exploitation de nouvelles mines; on en exploiteroit plusieurs qui sont aujourd'hui abandonnées, parce qu'elles ne peuvent fournir de quoi payer cette taxe; & il viendroit probablement en peu d'années une si grande quantité d'argent au marché, que son prix baisseroit d'un cinquieme environ au dessous de ce qu'il est à présent. Cette diminution dans sa valeur réduiroit de nouveau les profits de l'exploitation au taux où ils sont aujourd'hui.

Il n'eſt nullement vraiſemblable que le roi d'Eſpagne ſe relâche ſur une taxe d'un revenu ſi important & qui porte ſur les objets qu'il eſt le plus raiſonnable de taxer. Il la percevra ſans doute auſſi long-tems qu'on pourra la payer. Mais l'impoſſibilité de la payer peut le mettre dans la néceſſité de la modérer, comme il a déja été forcé de diminuer la taxe ſur l'or. Tous ceux qui ont examiné l'état des mines d'argent de l'Amérique conviennent que, de même que toutes les autres, elles deviennent par degrés plus diſpendieuſes, parce qu'il faut les fouiller à une plus grande profondeur, & qu'en conſéquence il en coûte davantage pour en tirer l'eau & y renouveller l'air.

Ces cauſes ſont équivalentes à une diſette d'argent qui ſe forme. Car on peut dire qu'une marchandiſe devient plus rare, quand il devient plus difficile & plus diſpendieux d'en avoir une certaine quantité. Il doit arriver de là tôt ou tard, que l'augmentation de la dépenſe ſoit compenſée ou par une augmentation proportionnée dans le prix de ce métal, ou par une diminution proportionnée de la taxe établie ſur lui, ou par ces deux moyens réu-

nis. Ce dernier événement eſt très-poſſible. Comme le prix de l'or s'eſt élevé en proportion à l'argent, malgré la grande diminution de la taxe ſur l'or, de même le prix de l'argent peut s'élever par proportion au travail & aux marchandiſes, quand il y auroit une égale diminution de la taxe ſur l'argent.

Les faits & les raiſons que j'ai allégués me diſpoſent à croire que pendant le cours de notre ſiecle, l'argent a commencé à hauſſer un peu de valeur dans le marché de l'Europe. Il eſt vrai que ce ſurhauſſement eſt encore ſi peu de choſe, qu'après tout ce que j'ai dit, bien des gens ne laiſſeront peut-être pas de douter non ſeulement que ſa valeur ſoit augmentée, mais qu'elle ne continue pas de baiſſer en Europe.

Fondemens du ſoupçon que la valeur de l'argent continue de baiſſer.

Ce qui peut donner lieu à cette opinion, c'eſt premierement, l'accroiſſement de richeſſes en Europe joint à la notion populaire, que comme la quantité de métaux précieux s'accroît naturellement dans un pays à meſure qu'il s'enrichit, de même ſa valeur diminue à meſure que ſa quantité augmente;

ſecondement, c'eſt de voir le prix de pluſieurs parties du produit brut de la terre s'augmenter encore par degrés.

J'ai déja tâché de montrer qu'une plus grande abondance d'argent ne tend point à en diminuer la valeur dans un pays qui s'enrichit. L'or & l'argent ſe rendent naturellement dans un pays riche par la même raiſon que s'y rendent tous les objets de luxe & de curioſité; non parce qu'ils y ſont à meilleur marché que dans un pays pauvre, mais parce qu'ils y ſont plus chers, ou parce qu'on y en donne un meilleur prix. C'eſt la ſupériorité du prix qui les attire, & dès qu'elle ceſſe on ne les y porte plus.

J'ai tâché de montrer auſſi qu'excepté le bled & d'autres végétaux ſemblables, dont la production eſt entiérement due à l'humaine induſtrie, toutes les autres ſortes de produits bruts, le bétail, la volaille, le gibier de toute eſpece, les foſſiles & les minéraux utiles, renchériſſent naturellement à meſure que la ſociété avance & s'enrichit. Ainſi quoique ces ſortes de marchandiſes viennent à s'échanger contre une plus grande quantité d'argent, il ne s'enſuit pas que l'argent ſoit à meilleur compte, ou qu'il achetera moins de

travail qu'auparavant. Ce n'est point leur prix nominal seul, mais leur prix réel qui augmente dans les progrès de la société; leur prix nominal augmente parce que leur prix réel augmente, & non parce que la valeur de l'argent décheoit.

Differens effets des progrès de l'avancement de la société sur trois sortes de produits bruts.

Ces différentes sortes de produits bruts peuvent être divisées en trois classes. La premiere comprend celles à la multiplication desquelles toute l'industrie des hommes ne peut rien, ou presque rien; la seconde, celles que l'industrie peut multiplier en proportion de la demande; la troisieme, celles où l'opération de l'industrie humaine est ou bornée ou incertaine. Dans l'état progressif de la société, le prix réel de la premiere sorte peut s'élever à tous les progrés d'excès, & il paroît n'avoir aucune borne certaine. La seconde peut s'élever à un prix fort haut, mais qui a des bornes au-delà desquelles il ne peut aller. Quoique le prix de la troisieme tende naturellement à s'élever dans la prospérité d'un pays, cepen-

dant il peut arriver qu'au même degré d'avancement il vienne à tomber, à se soutenir, à monter plus ou moins, selon que différens accidens rendent les efforts de l'induſtrie humaine plus ou moins heureux dans leur application à multiplier cette ſorte de produit.

Premiere ſorte.

La premiere ſorte de produit brut dont le prix augmente à meſure que la ſociété avance, eſt celle qui ne dépend point ou preſque point de l'induſtrie des hommes. Elle conſiſte dans ces choſes que la nature ne produit qu'en certaines quantités, & qu'on ne peut accumuler pour les garder pluſieurs années, parce que de leur nature elles périſſent trop aiſément. Tels ſont la plupart des oiſeaux & des poiſſons rares & ſinguliers, différentes eſpeces de gibier, preſque tous les oiſeaux ſauvages, & en particulier tous les oiſeaux de paſſage, &c. Ces denrées ſont d'autant plus recherchées, que l'opulence & le luxe qui l'accompagne croiſſent davantage, & il n'y a point d'effort de l'induſtrie humaine qui puiſſe en faire trouver beaucoup plus qu'il

n'y en avoit avant que la demande fût plus forte. Ainsi, la quantité de ces denrées demeurant la même ou à-peu-près la même, lorsque la concurrence de ceux qui en veulent augmente continuellement, leur prix peut monter à tous les degrés d'excès, &, ce semble, à l'infini. Quand les bécasses deviendroient assez à la mode pour être vendues vingt guinées la piece, toute l'industrie humaine s'efforceroit vainement de les rendre beaucoup plus communes qu'elles ne le sont à présent. On conçoit aisément par-là comment les Romains, à l'apogée de leur grandeur, payoient un prix fou des oiseaux & des poissons rares. Ce prix n'étoit point l'effet du peu de valeur de l'argent, mais de la grande valeur de ces choses rares & curieuses que les hommes ne peuvent multiplier selon leur bon plaisir. La valeur de l'argent étoit plus haut à Rome quelque tems avant & après la chûte de la république, qu'il n'est aujourd'hui dans la plus grande partie de l'Europe. Trois sesterces, équivalens à environ six deniers sterl. étoient le prix que payoit la république pour un modius ou picotin de froment de dixme, que lui fournissoit la Sicile.

Cependant il eſt probable que ce prix étoit au-deſſous du prix courant ordinaire, l'obligation de fournir leur bled à ce taux étant regardée comme une impoſition ſur les fermiers de la Sicile. En conſéquence, lorſque les Romains en demandoient au-delà de la dixme, ils étoient tenus par une capitulation de payer le ſurplus quatre ſeſterces, ou huit deniers ſterl. le modius; ce qui étoit vraiſemblablement réputé alors le prix modéré & raiſonnable, c'eſt-à-dire, le prix commun ou ordinaire de contract. Or ſur le pied de quatre ſeſterces, le froment leur revenoit à vingt-un ſchelings la meſure de huit boiſſeaux; & avant les dernieres années de diſſette, le prix ordinaire de contract du froment anglois étoit à vingt-huit ſchelings la même meſure, quoiqu'il ſoit inférieur au bled de Sicile, & que généralement il ſe vende moins cher en Europe. La valeur de l'argent dans ces anciens tems étoit donc à ſa valeur actuelle comme l'inverſe de trois à quatre, c'eſt-à-dire, qu'on avoit autant de travail & de marchandiſes pour trois onces d'argent que nous en avons pour quatre. Ainſi quand nous liſons dans Pline que Seïus acheta ſix mille ſeſter-

ces (environ cinquante livres ſterlings) un roſſignol blanc pour en faire préſent à l'impératrice Agrippine, & qu'Aſinius Celer acheta un ſurmulet huit mille ſeſterces (environ 66 liv. 13 ſ. 4 den. ſterl.), quelque étonnement que nous cauſe l'extravagance de ces prix, elle eſt d'un tiers plus forte que nous ne la croyons ordinairement: le prix réel, la quantité de travail & de ſubſiſtance que ces raretés coûtoient, va environ à un tiers de plus que leur prix nominal ne nous le repréſente aujourd'hui. Seïus donna pour le roſſignol la diſpoſition d'une quantité de travail & de ſubſiſtance égale à ce que 66 liv. 13 ſ. 4 d. ſterl. pourroient en acheter à préſent, & Aſinius Celer donna pour le ſurmulet la diſpoſition d'une quantité égale à ce qu'en acheteroient aujourd'hui 88 liv. 17 ſ. 9 $\frac{1}{3}$ d. ſt. L'extravagance de ces prix foux venoit moins de l'abondance de l'argent que de l'abondance de travail & de ſubſiſtance dont ces Romains pouvoient diſpoſer au-delà de ce qui étoit néceſſaire pour leur uſage. Ils avoient moins d'argent que la même quantité de travail & de ſubſiſtance n'en procure à préſent.

Seconde ſorte.

La ſeconde ſorte de produit brut dont le prix s'éleve lorſque la ſociété s'enrichit, eſt celle que l'induſtrie des hommes peut multiplier en proportion de la demande. Elle conſiſte dans ces plantes & ces animaux utiles que la nature produit d'elle-même avec tant de prodigalité en certains pays, qu'ils n'ont que peu ou point de valeur, & que dans les progrès de la culture ils ſont forcés de faire place à des choſes plus avantageuſes. Alors leur quantité va toujours en diminuant pendant longtems, quoiqu'on en demande toujours de plus en plus. Ainſi leur valeur réelle, la quantité réelle de travail qu'ils peuvent acheter ou procurer augmente par degrés juſqu'à ce qu'elle arrive au point d'en faire un produit auſſi lucratif qu'aucun autre que l'induſtrie humaine puiſſe faire venir ſur les terres les plus fertiles & les mieux cultivées. Quand ils en ſont là, ils ne peuvent aller plus haut; car s'ils paſſoient ce taux, on employeroit auſſi-tôt plus de terrein & d'induſtrie pour en augmenter la quantité.

Lorſque le prix du bétail, par exemple, eſt aſſez haut pour qu'il y ait au-

tant de bénéfice à mettre une terre en pâturages qu'à la mettre en bled, il ne peut aller plus haut. S'il montoit encore au-de là, il y auroit bientôt plus de terres à bled qui seroient converties en pâturages. En diminuant la quantité de prairies naturelles, le labourage diminue la quantité de viande de boucherie que le pays produit naturellement sans travail & sans culture; & en augmentant le nombre de ceux qui ont du bled, ou, ce qui revient au même, le prix du bled à donner en échange, elle fait qu'on en demande davantage. Par ce moyen le prix de la viande de boucherie, & conséquemment du bétail, doit s'élever graduellement pour qu'il soit aussi avantageux de mettre les terres les plus fertiles & les plus cultivées en pâturages qu'en bled. Mais ce n'est que bien tard dans l'avancement de la société, que le labourage s'étend assez pour porter le prix du bétail aussi haut, & si la société est dans un état progressif, il doit continuellement s'élever jusqu'à ce qu'il y arrive. Il y a peut-être quelques parties de l'Europe où il n'y est point encore arrivé. Il ne l'étoit pas en Ecosse avant l'union. Si le bétail n'y avoit pas

eu d'autre marché que celui du pays, comme la quantité de terres qui ne peut servir uniquement qu'à la nourriture des bestiaux y est fort considérable, en proportion de celle qu'on peut employer à d'autres usages, peut-être eût-il été comme impossible que le prix des bêtes à laine & des bêtes à corne se fût jamais élevé assez haut, pour qu'il devînt avantageux de donner à la terre cette espece de culture dont le produit sert à les nourrir. En Angleterre, comme nous l'avons déja observé, le prix du bétail semble avoir atteint ce *non plus ultra* dans le voisinage de Londres, vers le commencement du dernier siecle. Mais il a été probablement bien plus long-tems à y parvenir dans les provinces éloignées, & peut-être qu'il en est encore où il n'y est point parvenu. Cependant de toutes les différentes substances qui composent cette seconde sorte de produit, le bétail est peut-être celle dont le prix s'éleve le plutôt si haut dans le cours des progrès d'une société qui marche en avant.

Jusqu'à ce qu'il en soit venu là, il paroît presque impossible que la plus grande partie des terres, même qui sont susceptibles de la plus grande culture,

ſoit parfaitement cultivée. Dans toutes les fermes trop éloignées des villes pour en tirer le fumier, c'eſt-à-dire, dans la plupart de celles de tout pays vaſte ou étendu, la quantité de terres bien cultivées eſt en proportion de la quantité d'engrais que la ferme même produit, & l'engrais eſt en proportion du fonds de bétail qu'elle entretient. On engraiſſe la terre, ou en y faiſant paître le bétail, ou en y tranſportant le fumier du bétail qu'on nourrit dans l'étable. Mais à moins que le prix du bétail ne ſuffiſe pour payer la rente & le profit de la terre cultivée, le fermier n'eſt pas en état de l'y faire paître, encore moins de le nourrir dans l'étable. Il ne peut le nourrir chez lui qu'avec le ſeul produit des terres amendées & cultivées. Il faudroit trop de travail & de dépenſe, pour ramaſſer le produit maigre & épars de terres vagues & incultes. Si donc le prix du bétail ne ſuffit pas pour payer le produit de terres amendées & cultivées, quand il s'en nourrit ſur le lieu même, à plus forte raiſon ne payeroit-il pas ce qu'on ramaſſeroit avec beaucoup plus de peine pour le nourrir dans l'étable. Dans ce cas, il n'y a donc de profit à nourrir chez

ſoi que le bétail néceſſaire au labour. Mais celui-ci ne donne jamais aſſez d'engrais pour tenir conſtamment dans le meilleur rapport toutes les terres qu'il eſt capable de cultiver. Leur fumier ne ſuffiſant pas pour toute la ferme, on le reſervera naturellement pour les terres où il peut être employé le plus avantageuſement ou le plus convenablement, c'eſt-à-dire, pour les plus fertiles ou celles qui ſont les plus voiſines de la baſſe-cour. Ainſi elles ſeront toujours en bon état & propres pour le labour. Mais on laiſſera la plus grande partie des autres ſans culture, & il arrivera qu'elles ne produiront preſque rien qu'une chétive pâture où une petite quantité de mauvais bétail trouvera tout juſte de quoi ne pas mourir de faim, la ferme, quoique fort dégarnie en proportion de ce qui lui ſeroit néceſſaire pour une culture complette, ſe trouvant ſouvent trop garnie en proportion de ſon produit actuel. Cependant au bout de ſix à ſept ans qu'une portion de ces terres incultes aura été pâturée de cette maniere par de pauvres beſtiaux, elle pourra être labourée & donner peut-être une ou deux maigres récoltes de mauvaiſe avoine ou d'autre

menu grain; après quoi, se trouvant absolument épuisée, il faudra la laisser reposer & l'abandonner comme auparavant à un malheureux bétail, tandis qu'on labourera une autre portion des mêmes terres qu'on épuisera & qu'on laissera reposer de même à son tour. Telle étoit la pratique générale dans la basse Ecosse avant l'union. Les terres bien engraissées & bien tenues y faisoient rarement plus du tiers ou du quart de la ferme, & quelquefois elles n'en étoient que la cinquieme ou la sixieme partie. Jamais on n'amendoit le reste; mais on cultivoit régulierement & on en épuisoit différentes portions chacune à son tour. Il est évident qu'avec un pareil systême la partie des terres susceptibles d'une bonne culture ne pouvoit être que de peu de rapport, en comparaison de ce qu'une plus grande amélioration en auroit tiré. Mais quelque désavantageux que puisse paroître ce systême, le bon marché du bétail avant l'union semble l'avoir rendu presque nécessaire. Si, malgré l'augmentation du prix des bestiaux, il prévaut encore dans une grande partie du pays, c'est sans doute l'ignorance & l'attachement aux vieilles coutumes qui en

ſont la cauſe, en certains endroits; & en d'autres, ce ſont les obſtacles inévitables qu'oppoſe le cours naturel des choſes à l'établiſſement prompt & immédiat d'un meilleur ſyſtème. Ces cauſes ſont, 1°. que les tenanciers ſont pauvres, & qu'ils n'ont pas encore eu le tems d'acquérir un fonds ſuffiſant de beſtiaux pour mieux cultiver les terres, l'accroiſſement de prix qui leur feroit tirer plus d'avantage du bétail étant précisément ce qui en rend l'acquiſition plus difficile pour eux; 2°. qu'ils n'ont pas eu encore aſſez de tems pour mettre leurs terres en état d'entretenir convenablement ce fonds plus conſidérable, quand même ils auroient eu le moyen de l'acquérir; l'augmentation du fonds & l'amélioration de la terre ſont deux événemens qui vont néceſſairement enſemble, & dont l'un ne peut jamais arriver beaucoup avant l'autre. Si le fonds n'augmente point, il eſt difficile que la terre devienne meilleure; mais il ne peut augmenter conſidérablement, ſi la terre n'eſt fort améliorée, parce qu'autrement la terre ne pourroit pas s'entretenir. Pour vaincre ces obſtacles naturels à l'établiſſement d'un meilleur ſyſtème, il faut

une longue ſuite d'économie & d'induſtrie; & peut-être que c'eſt encore l'affaire d'un demi-ſiecle ou d'un ſiecle que l'abolition totale de l'ancien ſyſtême qui perd tous les jours du terrein. Cependant de tous les avantages que l'Ecoſſe a retirés de ſon union avec l'Angleterre, le plus grand eſt peut-être cette augmentation dans le prix du bétail. Elle n'a pas ſeulement fait hauſſer la valeur des biens dans la haute Ecoſſe, mais la baſſe lui doit principalement ſon avancement.

Le bétail ſe multiplie extrêmement vîte dans les nouvelles Colonies, où l'on ne peut employer qu'à le nourrir la grande quantité de terres qui ne peuvent être cultivées. Or en toutes choſes le bon marché eſt la conſéquence néceſſaire de l'abondance. Quoique tout le bétail des colonies européennes de l'Amérique leur ſoit venu originairement de l'Europe, il y a tellement multiplié & baiſſé de valeur en peu de tems qu'on y laiſſe les chevaux même errer dans les bois ſans qu'aucun propriétaire ſonge que c'eſt la peine de les réclamer. Ce ne peut-être que long-tems après le premier établiſſement que ces colonies trouvent de l'avantage à nour-

rir le bétail du produit des terres cultivées. Ainsi les mêmes causes, le manque d'engrais & la disproportion entre le fonds employé à la culture & la terre qu'il est destiné à cultiver, doivent introduire chez elles un système à-peu-près semblable à celui qu'on suit encore dans une grande partie de l'Ecosse. Aussi quand M. Kalm, voyageur suédois, nous rend compte de l'agriculture de quelques colonies angloises de l'Amérique septentrionale, telle qu'il l'a vue en 1749, il dit qu'il a eu bien de la peine à y reconnoître le caractere de la nation angloise qui est si savante dans toutes les branches de l'agriculture. Leurs champs, dit-il, ne sont presque point engraissés; mais quand une piece de terre est épuisée par la continuité des récoltes, ils en défrichent & en cultivent une seconde, & ensuite une troisieme. Ils laissent errer leurs bestiaux dans les bois & les terres incultes où ils sont à demi-affamés, parce que les pâturages se trouvent aujourd'hui ruinés par les fenaisons prématurées que les habitans ont faites depuis long-tems au printems, avant que l'herbe ait pu pousser fleur & jeter sa semence. Ces prés naturels étoient les meilleurs de

l'Amérique ſeptentrionale, & l'herbe y croiſſoit drue juſqu'à la hauteur de trois ou quatre pieds, lorſque les Européens s'y établirent. On aſſura ce voyageur qu'une piece de terre qui, au tems qu'il écrivoit, ne pouvoit nourrir une vache, en nourriſſoit anciennement juſqu'à quatre dont chacune donnoit quatre fois plus de lait que cette ſeule n'en pouvoit donner. La maigreur des pâturages a occaſionné, ſelon lui, la dégradation du bétail qui dégénéroit ſenſiblement d'une génération à l'autre. Il reſſembloit probablement à cette race rabougrie qu'on voyoit communément dans toute l'Ecoſſe il y a trente ou quarante ans, & qui s'eſt ſi bien relevée aujourd'hui dans la plus grande partie de la baſſe Ecoſſe, moins par le changement de race, expédient qu'on a tenté en quelques endroits, que par une plus grande abondance de nourriture.

Ainſi, quoique dans les progrès de la ſociété le prix du bétail n'arrive que tard au point qu'il ſoit avantageux de cultiver la terre pour le nourrir, cependant de tout ce qui compoſe cette ſeconde ſorte, il eſt peut être la premiere choſe qui en vienne-là, parce qu'avant

vant qu'il y arrive il paroît impossible que la société atteigne ce degré d'amélioration où elle est parvenue dans plusieurs parties de l'Europe.

Comme le bétail est une des premieres, le gibier est peut-être une des dernieres choses dans cette classe qui rapporte ce prix. Quelqu'exorbitant que puisse paroître le prix de la venaison dans la Grande-Bretagne, il ne suffit pas à beaucoup près pour indemniser des frais d'un parc de bêtes fauves, comme le savent tous ceux qui ont quelque expérience dans l'art de les nourrir. S'il en étoit autrement, la nourriture des bêtes fauves deviendroit bientôt un article de fermage ordinaire, comme l'étoit parmi les Romains celle des petits oiseaux appellés *turdi*. Varron & Columelle nous assurent que c'étoit le plus lucratif. On dit qu'en certains endroits de la France c'en est un d'engraisser les ortolans, espece d'oiseaux de passage qui arrivent maigres dans le pays. Si la venaison continue d'être à la mode parmi nous, & que le luxe de la Grande-Bretagne aille en croissant, comme il a fait depuis quelque tems, elle sera probablement

encore plus chere qu'elle n'est à présent.

Entre le période d'avancement qui porte au plus haut le prix d'un article aussi nécessaire que le bétail, & le période qui y fait monter le prix d'une superfluité, telle que la venaison, il y a un long intervalle, pendant lequel plusieurs autres sortes de produit brut arrivent graduellement à ce même point, les unes plutôt, les autres plus tard, ce qui dépend de différentes circonstances.

Ainsi dans une ferme, les rebûts de la grange & des étables entretiendront une certaine quantité de volailles. Comme elles vivent de ce qui autrement seroit perdu, & qu'elles ne coûtent presque rien au fermier, il peut les donner à grand marché. Tout est gain pour lui dans cette vente, & quelque bas que soit le prix de la marchandise, il est difficile qu'il s'en dégoûte au point de n'en pas tenir. Mais dans les pays mal cultivés, & par conséquent clairsemés d'habitans, les volailles qu'on éleve ainsi sans frais sont souvent en assez grand nombre pour fournir amplement à la demande. Pour lors elles ne sont pas plus cheres que

la viande de boucherie ou toute autre espece de chair dont l'homme se nourrit. Mais une ferme produit beaucoup moins de volaille que de viande de boucherie, & dans les tems d'opulence & de luxe, à mérite à-peu-près égal, ce qui est rare a toujours la préférence sur ce qui est commun. L'opulence & le luxe faisant donc de nouveaux progrès à mésure que le pays devient meilleur & se trouve mieux cultivé, le prix de la volaille s'éleve par degrés au-dessus de celui de la viande de boucherie, jusqu'à ce qu'enfin il monte assez haut pour qu'il soit avantageux de cultiver la terre en vue de faire des éleves dans ce genre & de les nourrir. Quand la volaille est à ce prix, elle ne peut aller plus haut. Si elle le passoit, on mettroit aussi-tôt plus de terres à cet usage. Dans plusieurs provinces de France on regarde la nourriture de la volaille comme un article important de l'économie rurale, & comme assez avantageux pour encourager le fermier à semer beaucoup de bled d'Inde & de bled Sarrazin. Un moyen fermier y a quelquefois dans sa basse-cour quatre cents volailles. Il paroît qu'en Angleterre on n'attache pas

encore la même importance à cet objet. La volaille cependant y eſt certainement plus chere qu'en France, puiſqu'elle en tire beaucoup de ce royaume. Dans les progrès de l'avancement le période où chaque eſpece de nourriture animale eſt la plus chere, doit être naturellement celui qui précede immédiatement la pratique générale de cultiver la terre pour élever les animaux qui la fourniſſent. Car il faut néceſſairement que la rareté en augmente le prix quelque tems auparavant que cette pratique ſe répande. Quand elle eſt devenue générale, on trouve communément de nouvelles méthodes qui mettent le fermier en état d'en faire ou d'en nourrir davantage avec la même quantité de terrein. Alors non-ſeulement l'abondance l'oblige à les vendre meilleur marché, mais il peut le faire en conſéquence de la facilité qu'il a par les nouvelles méthodes; & s'il ne le pouvoit pas, l'abondance ne dureroit pas long-tems. C'eſt probablement ainſi que l'uſage du trefle, des navets, des carottes, des choux, &c. qu'on donne aux beſtiaux, a contribué à faire deſcendre le prix commun de la viande de boucherie

dans le marché de Londres au deſſous de ce qu'il étoit vers le commencement du dernier ſiecle.

Le cochon qui vit dans l'ordure, & qui ſe repaît avidement de pluſieurs choſes que rejettent les autres animaux utiles, doit être originairement au même rang que la volaille. Tant que le nombre de ces animaux qui ne coûtent rien ou preſque rien ſuffit pour ſatisfaire pleinement à la demande, cette ſorte de viande de boucherie ſe vend bien meilleur marché que les autres. Mais quand la demande excéde la quantité qu'il y en a; quand il devient néceſſaire de ſe procurer des alimens pour nourrir & engraiſſer les cochons, comme pour nourrir & engraiſſer d'autre bétail, leur prix augmente néceſſairement, & il monte ou deſcend proportionnellement plus haut ou plus bas que celui de l'autre viande de boucherie, ſelon que la nature du pays & l'état de ſon agriculture rendent la ſubſiſtance des cochons plus ou moins diſpendieuſe que celle de l'autre bétail. Selon M. de Buffon, la chair de porc eſt aujourd'hui en France à-peu-près au même prix que celle du bœuf. Dans la plus grande partie

de la Grande-Bretagne elle eſt actuellement un peu plus haut.

Le hauſſement conſidérable dans le prix du cochon & de la volaille a été ſouvent attribué parmi nous à la diminution du nombre des petits métayers ou tenanciers; événement qui dans toute l'Europe a été l'avant-coureur immédiat d'un meilleur tems & d'une meilleure culture, mais qui peut auſſi avoir contribué à faire renchérir plutôt & plus vîte ces deux articles. Comme la plus pauvre famille peut ſouvent nourrir un chat ou un chien ſans aucune dépenſe, de même les plus pauvres tenanciers peuvent communément nourrir quelques volailles ou une truye avec quelques petits, ſans qu'il leur en coûte preſque rien. Les reſtes de leur table, leur lait caillé, leur lait beurré, ſervent en partie à la ſubſiſtance de ces animaux qui trouvent le reſte dans des champs voiſins ſans faire aucun tort ſenſible à perſonne. La diminution du nombre de ces petits agriculteurs a donc entraîné de toute néceſſité celle de cette eſpece de denrées qui ne coûtoient rien ou preſque rien à leurs propriétaires; & conſéquemment le prix de ces denrées a

dû s'élever plutôt & plus vîte qu'il n'auroit fait ſans cela. Mais pour qu'il ſe ſoit élevé de meilleure heure ou plus tard dans le cours des progrès & de l'enrichiſſement de la ſociété, il a fallu qu'il montât au plus haut point où il eſt capable d'arriver, c'eſt-à-dire, au point où il rapporte de quoi payer le travail & les frais de la culture deſtinée aux productions qui les multiplient, comme ils ſe paient dans la plupart des autres terres cultivées.

Il en eſt de la laiterie dans l'origine comme de la nourriture de la volaille & des cochons. Elle s'eſt établie d'abord pour qu'il n'y eût rien de perdu. Le bétail néceſſaire à une ferme donne plus de lait qu'il n'en faut pour les petits & pour la conſommation de la famille du fermier, & il y a une ſaiſon particuliere où il en donne le plus. Mais de toutes les productions de la terre le lait eſt peut-être celle qui ſe conſerve le moins. Dans les tems de chaleur, où il eſt le plus abondant, à peine ſe gardera-t-il vingt-quatre heures. En beurre frais il dure une ſemaine, en beurre ſalé il dure une année, & en fromage il en dure pluſieurs. Le fermier fait du beurre frais avec la

plus petite partie, & la plus grande va en fromage. Il en réserve pour l'usage de sa famille, & envoie le reste au marché pour y être vendu le meilleur prix qu'il se peut, & ce prix n'est guere assez bas pour le dégoûter de vendre ce qu'il en a de trop. S'il est effectivement bien bas, sa laiterie sera conduite avec beaucoup de négligence & de malpropreté, & peut-être trouvera-t-il que ce n'est pas la peine d'avoir un endroit ou un bâtiment exprès, & qu'il laissera faire tout ce qui concerne le laitage au milieu de la fumée, de la mauvaise odeur & de la saleté de sa cuisine. Tel étoit le cas où se trouvoient, il y a trente ou quarante ans, les laiteries des fermiers de toute l'Ecosse, & où la plupart sont encore à présent. Les mêmes causes qui font monter graduellement le prix de la viande de boucherie, je veux dire, la demande qui augmente, & la quantité de ce qu'on nourrissoit, à peu ou point de frais, qui diminue en conséquence de l'amélioration du pays; ces causes font hausser de même le prix du produit d'une laiterie qui est naturellement lié avec celui de la viande de boucherie ou avec la dépense

qu'il faut pour nourrir le bétail. Ce prix augmentant, le fermier eſt en état de payer plus de travail, de ſoins & de propreté, la laiterie devient plus digne de ſon attention, & la qualité de ſon produit ſe bonifie de plus en plus. Le prix à la fin va ſi haut, qu'on ne dédaigne pas d'employer les terres les meilleures & les plus fertiles à produire de quoi nourrir les vaches pour en avoir du lait, & parvenu là, il s'y arrête néceſſairement, ſans quoi l'on verroit auſſi-tôt cultiver une plus grande quantité de terres en vue du laitage. Il paroît que la choſe en eſt là dans la plus grande partie de l'Angleterre, où il eſt commun de voir de très bonnes terres employées à cet uſage. Si on excepte le voiſinage de quelques grandes villes, on n'en peut pas dire autant de l'Ecoſſe, où le commun des fermiers n'emploie guere de bonnes terres en vue de nourrir des beſtiaux pour avoir du laitage. Quoiqu'il ſe vende bien plus cher depuis quelques années, probablement il ne rapporte pas encore aſſez pour que cet emploi ſoit avantageux. Il eſt vrai que le produit des laiteries écoſſoiſes n'eſt pas moins inférieur à celui des laite-

ries angloises pour la qualité que pour le prix. Mais peut-être que cette infériorité en qualité est plutôt l'effet du bas prix qu'elle n'en est la cause. Quand la qualité seroit beaucoup meilleure, je crois que dans l'état présent du pays il ne se vendroit guere plus cher, & que le prix ne payeroit pas la dépense de la terre & du travail nécessaires pour le rendre meilleur. Malgré la supériorité du prix du laitage en Angleterre, on n'y regarde pas l'emploi qu'on fait de la terre à dessein d'en avoir, comme plus avantageux que celui de faire venir du bled ou d'engraisser le bétail, deux choses qui sont les deux grands objets de l'agriculture. Il n'est donc pas possible qu'on y trouve le même avantage en Ecosse.

Il est évident que les terres d'un pays ne peuvent être complettement amendées & cultivées jusqu'à ce que le prix de chaque produit que l'industrie humaine leur demande, soit assez fort pour payer la dépense d'une amélioration & d'une culture complettes. Afin que cela soit, le prix de chaque produit particulier doit être suffisant, premierement, pour payer la rente d'une bonne terre à bled, parce que

c'eſt elle qui régle la rente de la plus grande partie des autres terres cultivées ; & ſecondement, pour payer le travail & la dépenſe du fermier, comme on la paye communément ſur une bonne terre à bled ; ou, en d'autres termes, pour faire rentrer avec les profits ordinaires les fonds qu'il y emploie. Ce taux dans le prix de chaque produit particulier doit manifeſtement précéder l'amendement & la culture de la terre deſtinée à le faire venir. Le gain eſt toujours la fin qu'on ſe propoſe dans toute amélioration, & tout ce qui eſt néceſſairement ſuivi d'une perte ne mérite pas ce nom ; or la perte eſt une ſuite néceſſaire du travail & de l'amélioration faits ſur une terre pour en tirer un produit dont le prix ne pourroit jamais faire rentrer les frais. Si, comme on n'en peut pas douter, l'amélioration & la culture complette des terres d'un pays eſt le plus grand de tous les avantages publics, au lieu de conſidérer ce haut prix de toutes les différentes ſortes de produits bruts comme une calamité, il faut le regarder comme l'avant-coureur & la ſuite du plus grand de tous les biens.

Cette augmentation dans le prix nominal ou monétaire de toutes les différentes sortes de produits bruts, a été pareillement l'effet non d'aucune dégradation dans la valeur de l'argent, mais d'une crue dans leur prix réel. Ces produits ont valu non-seulement une plus grande quantité d'argent qu'auparavant, mais encore une plus grande quantité de travail & de subsistance. Comme il en coûte plus de travail & de subsistance pour les mettre en état de vente, quand ils y sont, ils en représentent davantage, ou en sont l'équivalent.

Troisieme Sorte.

La troisieme & derniere sorte de produit brut dont le prix s'éleve naturellement dans l'état progressif de la société, est celle où les efforts de l'industrie humaine pour en augmenter la quantité sont ou bornés ou d'un succès douteux. Quoique le prix réel de cette espece de produit tende naturellement à s'élever dans le cours des progrès, cependant comme il dépend de différens accidens qui favorisent ou traversent plus ou moins les efforts

que fait l'induſtrie humaine pour en augmenter la quantité, il peut quelquefois tomber ou ſe ſoutenir à des périodes d'avancement fort différens, & s'élever plus ou moins dans le même période.

Il y a telle ſorte de produit brut que la nature a mis dans la dépendance de tel autre, de maniere que la quantité de l'un que fournit le pays eſt néceſſairement limitée par celle de l'autre. La quantité de laine ou de peaux crues, par exemple, que donne un pays eſt néceſſairement limitée par le nombre de gros & menu bétail qu'on y entretient. Ce nombre, à ſon tour, eſt néceſſairement déterminé par l'état d'amélioration & de culture où ſe trouve actuellement le pays.

On pourroit croire que les mêmes cauſes qui, dans l'état progreſſif de la ſociété, font monter graduellement le prix de la viande de boucherie, doivent avoir le même effet ſur le prix des laines & des peaux crues, & les faire monter en proportion. La choſe arriveroit probablement ſi dans les premiers tems où la ſociété commence à acquérir, ces différentes marchandi-

ſes avoient la même étendue de marché, ce qui n'eſt pas.

Le marché pour la viande de boucherie eſt preſque par-tout confiné dans le pays qui la produit. L'Irlande & quelque partie de l'Amérique Angloiſe font un commerce conſidérable de proviſions ſalées; mais elles ſont, je crois, les ſeules qui le faſſent ou qui exportent dans d'autres pays une grande quantité de leur viande de boucherie.

Le marché pour les laines & les peaux crues, ne ſe borne guere, dans la naiſſance des progrès de la ſociété, au pays qui les produit. On peut tranſporter facilement dans des pays éloignés, les laines, telles qu'elles ſont, & les peaux crues avec fort peu d'apprêt; & comme elles ſont les matieres de pluſieurs manufactures, l'induſtrie des autres pays peut en faire demander, quand celle du pays même n'en auroit pas beſoin.

Dans les pays mal cultivés, & par conſéquent mal peuplés, il y a toujours beaucoup plus de proportion entre le prix de la laine & des peaux crues & celui de la bête entiere, qu'il n'y en a dans les pays où la culture & la po-

pulation étant plus avancées, la consommation de viande de boucherie est plus forte. M. Hume observe que dans le tems des Saxons, la toison d'une brebis étoit estimée les deux cinquiemes de la valeur de la brebis, & que c'étoit beaucoup plus qu'on ne l'estime aujourd'hui. On m'a assuré que dans quelques provinces d'Espagne, on tuoit souvent une brebis uniquement pour en avoir la toison & le suif. On y laisse souvent pourrir le reste sur la terre ou bien il devient la pâture des bêtes & des oiseaux de proie. Ce qu'on voit quelquefois à cet égard en Espagne même arrive presque toujours au Chili, à Buenos-Ayres, & dans plusieurs autres parties de l'Amérique Espagnole, où l'on tue communément les bêtes à corne pour en avoir la peau & le suif. C'étoit aussi l'usage constant de l'isle espagnole quand elle étoit infestée par les boucanniers, & avant que l'établissement, les progrès & la population des colonies françoises (qui occupent aujourd'hui presque la moitié des côtes occidentales de l'isle) eussent donné quelque valeur au bétail des Espagnols qui possedent encore non-seulement

la partie orientale de la côte, mais tout l'intérieur & les montagnes du pays.

Quoique dans les progrès de la culture & de la population le prix de toute la bête à corne ou à laine augmente néceſſairement, il eſt cependant tout ſimple que l'augmentation tombe plus ſur le corps de la bête que ſur la laine ou la peau. Le marché pour le corps de la bête étant toujours borné au pays qui le produit tant que la ſociété eſt barbare, il doit s'étendre néceſſairement à meſure que la culture & la population augmentent. Mais le marché pour la laine & les peaux, même celles que produit un pays barbare, s'étendant toujours dans tout le monde commerçant, il n'eſt guere poſſible qu'il s'aggrandiſſe dans la même proportion. L'amélioration d'un pays particulier peut rarement affecter beaucoup l'état du monde commerçant tout entier, & le marché pour ces ſortes de marchandiſes peut reſter après cet événement le même ou à-peu-près le même qu'il étoit auparavant. Après tout, ſelon le cours naturel des choſes, il devroit cependant s'étendre un peu ſur le tout. C'eſt ce qui arrive-

roit particulierement si les manufactures auxquelles ces marchandises fournissent des matieres, venoient à fleurir dans le pays qui s'est bonifié ; car quand le marché n'en seroit pas fort aggrandi, au moins il se rapprocheroit davantage de la source ou du lieu qui produit ces matieres, & leur prix pourroit au moins augmenter de ce qu'il en coûtoit pour les transporter dans des pays éloignés. Ainsi quand ce prix ne hausseroit pas dans la même proportion que celui de la viande de boucherie, du moins il hausseroit quelque peu, & certainement il ne baisseroit pas.

Cependant malgré l'état florissant des manufactures de laine en Angleterre, le prix des laines y est tombé considérablement depuis le tems d'Edouard III. Plusieurs monumens authentiques démontrent que durant le regne de ce Prince (vers le milieu du 14e siecle, ou environ 1339) vingt-huit livres pesant de laines angloises, à un prix modéré & raisonnable, ne valoient pas moins de dix schelings argent de ce tems-là, qui, à vingt deniers ou pences l'once, contenoient six onces d'argent, poids de la Tour,

c'eſt-à-dire, environ trente ſchelings de notre monnoie. Actuellement la même quantité de bonne laine angloiſe ſe vend à un bon prix quand elle ſe vend vingt ſchelings. Ainſi le prix monétaire de la laine au tems d'Edouard III, étoit à celui d'à préſent comme dix à ſept. La ſupériorité du prix réel étoit encore plus grande. A ſix ſchelings huit pences le quartier (ou meſure de huit boiſſeaux), on avoit alors pour dix ſchelings douze boiſſeaux de froment : à vingt-huit ſchelings le quartier, avec vingt-un ſchelings on n'a aujourd'hui que ſix boiſſeaux. La proportion entre les prix réels des tems anciens & modernes eſt donc comme douze à ſix, ou comme deux à un. Anciennement avec une balle de laine de vingt-huit livres on auroit acheté le double de ſubſiſtance, & par conſéquent le double de la quantité de travail, ſi la récompenſe réelle du travail avoit été la même qu'elle eſt à préſent.

Ce n'eſt point en conſéquence du cours naturel des choſes que cette dégradation dans le prix réel & nominal de la laine pouvoit arriver. Auſſi a-t-elle été l'effet de la violence & de l'ar-

tificé, 1°. de la prohibition abſolue d'exporter les laines d'Angleterre ; 2°. de la permiſſion d'y importer, franches de droits, les laines de tout autre pays; 3°. de la défenſe d'exporter celles d'Irlande ailleurs qu'en Angleterre. En conſéquence de ces réglemens, le marché pour les laines angloiſes, au lieu de s'étendre un peu, comme il auroit dû faire par une ſuite de l'amélioration du pays, s'eſt trouvé concentré dans le pays même où toutes les laines étrangeres ont la permiſſion & où celles d'Irlande ſont forcées d'entrer en concurrence avec elles. Ajoutez que comme les manufactures de laine en Irlande ſont auſſi découragées qu'elles peuvent l'être ſans bleſſer la juſtice & la bonne foi, les Irlandois ne peuvent travailler chez eux qu'une petite partie de leurs laines, & ſont par conſéquent obligés d'en envoyer la plus groſſe part en Angleterre, le ſeul marché qui leur ſoit ouvert.

Je n'ai rien pu trouver de certain ſur le prix des peaux crues dans les anciens tems. La laine étoit communément payée au roi comme ſubſide, & ſon évaluation dans ce ſubſide nous

fait voir en quelque ſorte quel étoit ſon prix ordinaire. Mais il ne paroit point que les peaux crues aient été dans le même cas. Cependant Fletwood ſur un compte de 1425 entre le prieur de Burceſter Oxford & un de de ſes chanoines, donne leur prix, au moins tel qu'il étoit arrêté dans cette occaſion particuliere, ſavoir, douze ſchelings pour cinq peaux de bœufs; ſept ſchelings & trois pences pour cinq peaux de vaches, neuf ſchelings pour trente-ſix peaux de brebis âgées de deux ans, & deux ſchelings pour ſeize peaux de veaux. En 1425 douze ſchelings contenoient autant d'argent à-peu-près qu'en contiennent vingt-quatre ſchelings de notre monnoie actuelle. Ainſi une peau de bœuf étoit eſtimée ſelon ce compte la même quantité d'argent qu'il y en a dans quatre ſchelings $\frac{4}{5}$ de notre monnoie. Son prix nominal étoit bien plus bas qu'il ne l'eſt à préſent. Mais à ſix ſchelings & huit pences le quartier de bled froment, douze ſchelings en auroient acheté alors quatorze boiſſeaux & $\frac{4}{5}$ d'un boiſſeau, qui, à trois ſchelings & ſix pences le boiſſeau, coûteroient aujourd'hui cinquante-un ſchelings quatre pences.

Une peau de bœuf auroit donc acheté autant de bled dans ce tems-là qu'on en auroit aujourd'hui avec dix ſchelings & trois pences. Sa valeur réelle étoit égale à cette ſomme. Comme les beſtiaux étoient alors à demi-affamés pendant une grande partie de l'hyver, nous pouvons ſuppoſer qu'ils n'étoient pas d'une fort grande taille. Une peau de bœuf qui peſe quatre ſtones de ſeize livres (à 16 onces), ne paſſe pas pour mauvaiſe à préſent, & probablement elle eût paſſé dans ce tems-là pour très-bonne. Or au prix du ſtone en ce moment (Février 1773), prix qu'on m'aſſure être une alve crone, elle ne coûteroit aujourd'hui que dix ſchelings. Ainſi quoique ſon prix nominal ſoit plus haut qu'il ne l'étoit anciennement, la quantité de ſubſiſtance qu'il acheteroit, ſeroit un peu moindre. Le prix des peaux de vaches, ſelon le compte ci-deſſus, eſt à-peu-près dans la proportion ordinaire avec celles de bœufs. Celui des peaux de brebis ne laiſſe pas d'être aſſez ſupérieur; probablement elles avoient été vendues avec la laine. Celui des peaux de veaux, au contraire, eſt fort au deſſous. Dans les pays où le prix des

bestiaux est fort bas, on tue généralement de bonne heure les veaux qu'on n'a pas intention d'élever pour entretenir le fonds de bétail. C'est ce qu'on faisoit en Ecosse il y a vingt à trente ans. On épargne ainsi du lait dont on ne seroit pas indemnisé par le prix qu'on les vendroit. C'est pourquoi leurs peaux communément ne sont pas bonnes à grand chose.

Le prix des peaux crues ne laisse pas d'avoir tombé depuis quelques années, ce qui vient probablement de la suppression de l'impôt sur la marque des cuirs, & de la permission accordée pour un tems limité d'importer, franches de droits, des peaux crues d'Irlande & des plantations, ce qui est arrivé en 1769. En faisant le dépouillement de tout notre siecle on trouvera que leur prix réel a été vraisemblablement un peu plus haut que dans ces anciens tems. Par sa nature cette marchandise n'est pas aussi propre à être transportée au loin que la laine. Elle souffre d'être gardée. Une peau salée n'est pas réputée aussi bonne, & se vend moins qu'une peau fraîche. Cette circonstance tend nécessairement à baisser le prix des peaux crues que

produit un pays qui ne les manufacture point, mais qui eſt obligé de les exporter, comme elle tend à faire monter par comparaiſon le prix de celles d'un pays où elles ſont en même tems produites & manufacturées. Elle doit avoir quelque influence pour tenir le prix bas dans un pays barbare, & pour le hauſſer dans un pays civiliſé & manufacturier. Par conſéquent elle doit l'avoir fait baiſſer dans les anciens tems, & l'avoir élevé dans les tems modernes. D'ailleurs nos tanneurs n'ont pas été tout-à-fait auſſi heureux que nos marchands drapiers à perſuader à la ſageſſe de la nation que la ſûreté de la république dépendoit de la proſpérité de leur manufacture. En conſéquence ils ont été moins favoriſés. Il eſt vrai que l'exportation des peaux crues a été défendue & déclarée nuiſible ; mais leur importation des pays étrangers a été ſoumiſe à un droit; & quoique ce droit ait été ſupprimé à l'égard de l'Irlande & des plantations (pour cinq ans ſeulement), cependant on n'a point ôté à l'Irlande la liberté de porter ailleurs que dans la Grande-Bretagne le ſurplus de ſes peaux, ou ce qu'elle n'en manufacture point. Ce n'eſt que depuis quelques années qu'on

a mis les peaux du bétail ordinaire parmi les marchandiſes que les plantations ne peuvent envoyer à d'autres qu'à la mere patrie, & juſqu'ici on n'a point encore opprimé le commerce d'Irlande pour ſoutenir les manufactures de la Grande-Bretagne.

Tous les réglemens qui, dans un pays civiliſé & cultivé, tendent à baiſſer le prix des laines ou des peaux crues, doivent tendre à faire hauſſer celui de la viande de boucherie. Le prix du gros & du menu bétail qu'on nourrit ſur une terre améliorée & cultivée doit être aſſez fort pour payer la rente du propriétaire & le profit qu'un fermier a droit d'attendre d'une terre amendée & cultivée. S'il ne l'eſt pas, on ceſſera bientôt de les nourrir. Il faut donc que la partie de ce prix qui n'eſt point payée par la laine & la peau, le ſoit par le corps de la bête. Moins on paye pour l'un, plus on doit payer pour l'autre. Il eſt indifférent aux propriétaires & aux fermiers de quelle maniere ſe fait la répartition de ce prix ſur les différentes parties de la bête pourvu qu'ils l'ayent en entier. Ainſi dans un pays amélioré & cultivé, leur intérêt, comme propriétaires

&

& comme fermiers, ne peut guere être affecté par ces sortes de réglemens, quoique leur intérêt, comme consommateurs, puisse l'être par l'augmentation du prix des denrées. Il en seroit tout autrement dans un pays barbare & inculte où la plus grande partie des terres ne pourroit servir qu'à nourrir le bétail, & où la laine & la peau feroient la principale partie du prix de la bête. Comme propriétaires & fermiers ils souffriroient beaucoup de pareils réglemens, & très-peu comme consommateurs. La chûte des laines & des peaux en ce cas ne feroit pas monter le prix du corps de la bête, parce que la plus grande partie des terres du pays ne pouvant servir qu'à nourrir le bétail, on en nourriroit toujours la même quantité. Il y auroit conséquemment la même quantité de viande de boucherie, sans que la demande en augmentât, & le prix en seroit le même qu'auparavant. Le prix total des bestiaux tomberoit, & avec lui la rente & les profits de toutes les terres dont le bétail seroit le principal produit, c'est-à-dire, de la plus grande partie des terres du pays. La défense faite à perpétuité d'expor-

ter les laines, défenſe attribuée communément, mais fauſſement, à Edouard III, auroit été le réglement le plus deſtructif qu'on auroit pu imaginer dans les circonſtances d'alors. Non-ſeulement elle auroit réduit la valeur actuelle de la plus grande partie des terres du royaume, mais en réduiſant le prix de l'eſpece la plus importante du menu bétail, elle auroit conſidérablement retardé ſon amélioration ſubſéquente.

L'union de l'Ecoſſe avec l'Angleterre ayant occaſionné l'excluſion des laines écoſſoiſes du grand marché de l'Europe, & les ayant confinées au marché de l'Angleterre, elles ont perdu depuis ce tems beaucoup de leur prix. La valeur de la plus grande partie des terres dans les comtés méridionaux de l'Ecoſſe, qui ſont des terres à troupeaux de brebis, auroit conſidérablement ſouffert de cet événement, ſi l'augmentation du prix de la viande de boucherie n'avoit pleinement compenſé la chûte du prix des laines.

L'effet de l'induſtrie humaine dans la multiplication des laines & des peaux crues, a ſes bornes, en tant qu'elle dépend du produit du pays où elle s'exer-

ce ; & il eſt incertain, en tant qu'elle dépend du produit des autres pays. Elle dépend, à cet égard, non tant de la quantité qu'ils en produiſent, que de celle qu'ils n'employent pas dans leurs manufactures, & des entraves qu'ils jugent à propos de mettre ou de ne pas mettre ſur l'exportation de ce produit. Comme ces circonſtances ſont indépendantes de l'induſtrie du dedans, elles rendent le ſuccès de ſes efforts plus ou moins incertain. La multiplication de cette ſorte de produit brut eſt donc un objet où l'induſtrie humaine eſt non-ſeulement bornée, mais encore d'un ſuccès douteux.

Elle ne l'eſt pas moins dans la multiplication d'une autre importante eſpece de produit brut, celle du poiſſon qu'on met en vente. Elle eſt limitée par la ſituation ou le local du pays, par la proximité ou la diſtance de ſes différentes provinces par rapport à la mer, par le nombre de ſes lacs & de ſes rivieres, & par ce qu'on peut appeller la fécondité & l'infécondité de ces mers, lacs ou rivieres dans ce genre de produit. Comme la population s'accroît à meſure que le produit annuel des terres & du travail augmente, il

se trouve dans le pays plus de gens qui achetent du poisson, & ces acheteurs ont eux-mêmes une plus grande quantité & une plus grande variété d'autres marchandises en nature ou autrement, pour donner en échange. Mais en général, il sera impossible de fournir un marché vaste & étendu, sans qu'il en coûte une plus grande quantité de travail, en proportion de celui qu'il en coûtoit pour fournir un petit marché borné. Un marché qui étoit suffisamment garni avec mille tonnes de poisson, & qui ne peut plus l'être à moins de dix mille, ne sera pas fourni, généralement parlant, si l'on n'employe dix fois plus de travail qu'il n'en falloit auparavant. Il faut aller chercher le poisson à une plus grande distance, avoir de plus grands vaisseaux & toutes sortes de machines plus dispendieuses. Le prix réel de cette marchandise doit donc naturellement s'élever, quand le pays devient meilleur, & c'est, je pense, ce qu'on a vu partout plus ou moins.

Quoique le succès d'un jour particulier de pèche puisse être une affaire incertaine, cependant la situation locale du pays supposée, on peut compter

que dans le cours d'une année, ou de plusieurs années ensemble, il arrive au marché une certaine quantité de poisson. A cet égard, l'effet de l'industrie humaine n'est pas douteux. Mais comme il dépend plus du local du pays que de sa richesse & de son industrie, comme, par cette raison, il peut être le même en différens pays, à des degrés d'avancement fort différens, & fort différens au même degré, sa liaison avec l'état progressif d'une société, est incertaine, & c'est de cette espece d'incertitude que je parle ici.

Par rapport à l'augmentation de la quantité des différens minéraux & métaux, sur-tout des plus précieux, l'effet de l'industrie des hommes paroît n'être pas limité, mais il paroît absolument incertain.

La quantité des métaux précieux n'est pas limitée dans un pays par les particularités du local, telles que l'abondance ou la stérilité des mines qui s'y trouvent. Celui qui n'a point de mines, a souvent beaucoup de ces métaux. Leur quantité dans chaque pays, semble dépendre de deux différentes circonstances, 1°. du pouvoir qu'il a d'acheter, de l'état de son industrie,

du produit annuel de ses terres & de son travail, qui lui donnent le moyen d'employer plus ou moins de travail & de subsistance à tirer de ses propres mines ou acheter des nations qui ont des mines des superfluités, telles que l'or & l'argent; 2°. de la fécondité ou de la stérilité des mines qui, dans un tems particulier, fournissent de ces métaux au monde commerçant. Cette fécondité ou stérilité doit influer plus ou moins sur la quantité de ces métaux que possèdent les pays les plus éloignés des mines. La raison en est la facilité & le bon marché du transport de cette marchandise, son peu de volume, & sa grande valeur. La Chine & l'Indostan ont dû se ressentir plus ou moins de l'abondance des mines de l'Amérique.

A considérer la quantité de métaux précieux, dans un pays particulier, comme dépendante de la premiere circonstance (le pouvoir d'acheter), leur prix réel, ainsi que celui de toutes les autres superfluités ou choses de luxe, doit s'élever quand le pays s'améliore & s'enrichit, & tomber quand le pays se dégrade & s'appauvrit. Les pays qui ont une grande quantité de travail & de subsistance de reste, peuvent en don-

ner davantage pour une quantité particuliere de ces métaux, & ils ſont plus en état de ſe la procurer que ceux qui en ont moins.

A conſidérer la quantité de métaux précieux dans un pays particulier, comme dépendante de la derniere circonſtance (la fertilité ou la ſtérilité des mines qui en fourniſſent au monde commerçant), leur prix réel, la quantité réelle de travail & de ſubſiſtance qu'on pourra ſe procurer en échange, diminuera certainement plus ou moins, en proportion de la fécondité, & augmentera en proportion de la ſtérilité de ces mines.

Cependant il eſt évident que la fécondité ou la ſtérilité des mines qui fourniſſent l'or & l'argent, eſt une circonſtance qui n'a aucune connexion avec l'état de l'induſtrie dans un pays particulier. Elle ne paroît pas même en avoir davantage avec celle du monde en général. Il eſt vrai que comme les arts & le commerce ſe répandent de plus en plus ſur la terre, il y a quelque apparence que la recherche de nouvelles mines s'étendant ſur une plus grande ſurface, elle aura plus de ſuccès que ſi elle étoit renfermée dans des

bornes plus étroites. Cependant rien de plus incertain que la découverte de nouvelles mines, quand les anciennes viennent à s'épuiſer, & c'eſt choſe dont toute la ſcience & l'induſttie des hommes ne peuvent pas répondre. Il eſt reconnu que toutes les indications en ſont équivoques, & il n'y a que la découverte & l'exploitation actuelles d'une nouvelle mine qui puiſſent en conſtater la valeur ou même l'exiſtance. Il paroît que dans cette recherche, le bon ou mauvais ſuccès poſſible de l'induſtrie n'a point de bornes certaines. Il ſe peut que dans le cours d'un ſiecle ou deux, on découvre de nouvelles mines plus fécondes que toutes celles qui ont été connues jusqu'à préſent; & il eſt également poſſible que la plus féconde de celles que nous connoiſſons, devienne auſſi ſtérile qu'aucune de celles qu'on a exploitées avant la découverte de l'Amérique. Qu'il arrive l'un ou l'autre de ces événemens, c'eſt ce qui n'importe que fort peu à la richeſſe réelle & à la proſpérité du monde, à la valeur réelle du produit annuel des terres & du travail du genre humain. Sa valeur nominale, ou la quantité d'or & d'argent par laquelle ce pro-

duit pourroit être exprimé, ou représenté, seroit, sans contredit, fort différente; mais sa valeur réelle, la quantité réelle du travail qu'il pourroit acheter ou avoir à commandement, seroit précisément la même. Un scheling, dans le premier cas, ne représenteroit pas plus de travail qu'un penny ne fait à présent, & un penny, dans le second cas, en représenteroit autant qu'un scheling en représente aujourd'hui. Mais, dans le premier cas, celui qui auroit un scheling dans sa poche, ne seroit pas plus riche que celui qui de nos jours a un penny; & dans l'autre, celui qui auroit un penny, seroit tout aussi riche que celui qui a actuellement un scheling. Le bon marché & l'abondance de la vaisselle d'or & d'argent seroient le seul avantage que le monde retireroit du premier de ces événemens, & la cherté & la rareté de ces frivoles superfluités seroient le seul inconvénient qu'il souffriroit du dernier.

Conclusion de la digréssion sur les variations dans la valeur de l'or & de l'argent.

La plupart des écrivains qui ont recueilli le prix des choses en argent dans

les anciens tems, semblent avoir considéré le bas prix du bled en argent, ou celui des marchandises en général, c'est-à-dire, en d'autres termes, la grande valeur de l'or & de l'argent, comme une preuve non-seulement de la rareté de ces métaux, mais encore de la pauvreté & de la barbarie d'un pays, dans le tems où ils étoient rares. Cette notion est liée avec le systême d'économie politique, qui représente la richesse nationale comme consistant dans l'abondance, & la pauvreté nationale comme consistant dans la disette d'or & d'argent; systême que je tâcherai d'expliquer fort au long dans le quatrieme livre de cet ouvrage. Je me contenterai d'observer pour le présent, que la grande valeur des métaux précieux, qui a lieu dans un pays particulier, ne prouve point du tout qu'il soit pauvre ni barbare, mais seulement la stérilité des mines qui en fournissent au monde commerçant. Il est également impossible à un pays pauvre, & d'acheter plus d'or & d'argent, & de le payer plus cher que ne le fait un pays riche; & par conséquent la valeur de ces métaux ne sera pas plus haut dans le pauvre que dans le riche.

Cette valeur eſt beaucoup plus haut à la Chine que dans aucune partie de l'Europe, & cependant la Chine eſt beaucoup plus riche. Il eſt vrai que, comme l'Europe a conſidérablement augmenté ſa richeſſe depuis la découverte des mines de l'Amérique, de même la valeur de l'or & de l'argent y a ſouffert une diminution graduelle. Mais cette diminution ne vient pas de l'augmentation de la richeſſe réelle de l'Europe, du produit annuel de ſes terres & de ſon travail; elle vient de la découverte accidentelle des mines plus abondantes qu'aucune de celles qui étoient connues auparavant. L'augmentation de la quantité d'or & d'argent en Europe, & les progrès de ſes manufactures & de ſon agriculture ſont deux événemens qui, quoiqu'arrivés à-peu-près dans le même tems, ont des cauſes fort différentes, & qui n'ont preſqu'aucun rapport l'un avec l'autre. Le premier eſt l'effet d'un pur haſard, d'un accident où la prudence & la politique n'ont eu & ne pouvoient avoir la moindre part: l'autre eſt arrivé par la chûte du ſyſtême féodal & par l'établiſſement d'un gouvernement qui donnoit à l'induſtrie le ſeul encouragement

qu'elle demande, l'assurance passable de jouir du fruit de ses travaux. La Pologne, où regna encore le système féodal, est aussi pauvre qu'elle l'étoit avant la découverte de l'Amérique. Le prix du bled en argent y a monté, & la valeur réelle des métaux précieux y est tombée, comme dans tout le reste de l'Europe. Il faut donc que leur quantité y soit augmentée comme ailleurs, & à-peu-près dans la même proportion que le produit annuel de ses terres & de son travail. Mais il paroît qu'une plus grande quantité de ces métaux n'a point augmenté ce produit annuel, ni avancé les manufactures & l'agriculture du pays, ni amélioré la condition de ses habitans. L'Espagne & le Portugal, qui possédent des mines, sont, peut-être, après la Pologne, les deux plus misérables nations de l'Europe. Cependant la valeur des métaux précieux doit être plus bas en Espagne & en Portugal que dans le reste de l'Europe, où ils arrivent de-là chargés, non-seulement du fret & de l'assurance, mais des frais, de la fraude, leur exportation étant prohibée ou sujette à un impôt. La quantité de ces métaux, en proportion des terres & du travail,

doit donc être plus considérable dans ces deux royaumes que dans aucune autre partie de l'Europe, & cependant ils sont plus pauvres. C'est que le système féodal y a été remplacé par un autre gouvernement qui ne vaut guere mieux.

Ainsi, comme le peu de valeur de l'or & de l'argent n'est pas une preuve de la richesse & de l'état florissant du pays où elle existe, de même la grande valeur ou le bas prix monétaire des marchandises en général, ou du bled en particulier, ne prouve pas sa pauvreté ou sa barbarie.

Ce qui les prouve bien plus décisivement, c'est le bas prix en argent de certaines especes de marchandises, telles que les bestiaux, la volaille & toutes les sortes de gibier, en proportion de celui du bled. Car ce prix rélatif démontre clairement, 1°. la grande abondance de ces denrées, en proportion à celle du bled, & conséquemment la grande étendue de terres qu'elles occupoient en proportion de celles qu'occupoit le bled; 2°. le peu de valeur de ces terres en proportion de celle des terres à bled, & par conséquent l'état inculte & vague de la plus

grande partie des terres du pays. Il démontre clairement que les fonds & la population du pays n'ont pas avec l'étendue de son territoire la même proportion qui se trouve chez les nations civilisées, & que la société n'étoit que dans l'enfance. Du haut ou bas prix en argent, soit des marchandises en général, soit du bled en particulier, nous pouvons conclure seulement la fécondité ou l'infécondité des mines à telle époque & pour tel pays; mais nous ne pouvons en inférer que le pays ait été alors riche ou pauvre. Mais du haut ou du bas prix en argent de certaines sortes de marchandises en proportion à celui du bled, nous pouvons inférer avec un degré de probabilité qui approche de la certitude, que le pays étoit riche ou pauvre, que la plus grande partie de ses terres étoit inculte ou cultivée, & qu'il étoit dans un état plus ou moins barbare ou plus ou moins civilisé.

Toute augmentation du prix des marchandises en argent, qui procéde uniquement de la dégradation de la valeur de l'argent, tomberoit également sur toutes les marchandises, & hausseroit universellement leur prix d'un

tiers, d'un quart ou d'un cinquieme, selon que l'argent perdroit un tiers, un quart ou un cinquieme de la valeur qu'il avoit auparavant. Mais l'augmentation dans le prix des denrées, qui a donné matiere à tant de raisonnemens & de discours, ne tombe pas également sur toutes les sortes de denrées. Ceux même qui rendent raison de l'augmentation du prix du bled par la diminution de la valeur de l'argent, reconnoissent que le prix commun du bled, à le prendre dans tout le cours de notre siecle, n'a pas été si haut que celui de quelques autres denrées. L'augmentation du prix de celles-ci ne vient donc pas entierement de la dégradation de la valeur de l'argent. Il faut recourir à d'autres causes; & celles qui ont été assignées ci devant, suffiront peut-être, sans le secours de la diminution supposée de la valeur de l'argent, pour expliquer cette révolution dans cette sorte de denrée, dont le prix s'est élevé actuellement en proportion à celui du bled.

Quant au prix du bled même, il est certain que durant les soixante-quatre premieres années de notre siecle, & avant la derniere suite extraordinaire

de mauvaises années, il a été un peu plus bas que durant les soixante-quatre dernieres années du siecle passé. Le fait est attesté, non-seulement par les états du marché de Windsor, mais par les *fiars* publics de tous les différens comtés d'Ecosse, & par les états de plusieurs marchés de France, qui ont été recueillis avec beaucoup de soin & d'exactitude par M. Messance & M. Dupré de Saint-Maur. L'évidence est plus complette qu'on ne pouvoit raisonnablement l'espérer dans une matiere où il est si difficile de s'assurer du vrai.

A l'égard du haut prix du bled pendant ces dix ou douze dernieres années, il peut s'expliquer suffisamment par les mauvaises saisons, sans supposer aucune dégradation dans la valeur de l'argent.

L'opinion que la valeur de l'argent baisse continuellement, ne paroît donc fondée sur aucune bonne observation faite sur les prix du bled ou sur ceux des autres denrées.

On dira peut-être que, selon le compte même que nous venons de rendre ici, l'on aura pour la même quantité d'argent, moins de diverses sortes de denrées qu'on n'en auroit eu dans

certaine partie du dernier ſiecle; mais, que de conſtater ſi ce changement vient d'une augmentation dans la valeur de ces marchandiſes, ou d'une diminution dans la valeur de l'argent, c'eſt établir une diſtinction vaine & inutile, qui ne peut ſervir de rien à un homme qui n'a qu'une certaine quantité d'argent pour aller au marché, ou qu'un certain revenu fixe en eſpeces. Je ne prétends certainement pas que cette diſtinction mettra perſonne en état d'acheter meilleur marché. Elle peut cependant n'être pas d'ailleurs tout-à-fait oiſeuſe.

Premierement, en ce qu'elle fournit une preuve aiſée de la proſpérité du pays. Si l'augmentation du prix de certaines ſortes de denrées eſt due à la chûte de la valeur de l'argent, elle eſt due à une circonſtance dont on ne peut rien conclure, que la fécondité des mines de l'Amérique. La richeſſe réelle du pays, le produit annuel de ſes terres & de ſon travail peut, nonobſtant cette circonſtance, aller en déclinant, comme en Portugal & en Pologne, ou, en avançant, comme dans la plus grande partie de l'Europe. Mais ſi cette augmentation dans le prix de certaines ſor-

tes de denrées vient d'une augmentation dans la valeur réelle des terres qui les produiſent, de leur plus grande fertilité, ou de ce qu'en conſéquence d'une amélioration & d'une bonne culture qui ſe ſont étendues, elles ſont devenues propres à la production du bled, pour lors, elle vient d'une circonſtance qui marque de la maniere la plus claire l'état de proſpérité & d'avancement dans le pays. Les terres conſtituent, ſans comparaiſon, la plus grande, la plus importante & la plus durable partie de la richeſſe de tout pays étendu. Or le public peut tirer quelqu'utilité, ou du moins quelque ſatisfaction, d'avoir une preuve ſi déciſive de l'accroiſſement que prend la valeur de la plus grande, la plus importante & la plus ſolide partie de ſa richeſſe.

Secondement, l'établiſſement de cette diſtinction peut être auſſi de quelque utilité au public, pour régler la récompenſe pécuniaire d'une partie de ceux qui le ſervent dans les claſſes inférieures. Si le prix de certaines ſortes de denrées a monté parce que la valeur de l'argent a baiſſé, leur récompenſe pécuniaire, à moins qu'elle n'ait été

trop forte auparavant, doit certainement être augmentée en proportion de ce que l'argent a perdu de ſa valeur, ſans quoi elle ſera évidemment diminuée d'autant. Mais ſi leur prix a monté, parce que leur valeur eſt augmentée en conſéquence de l'amélioration & de la culture des terres qui les produiſent, c'eſt pour lors une affaire plus délicate que de juger en quelle proportion doit être augmentée une récompenſe pécuniaire, ou même ſi elle doit l'être. Comme les progrès de l'amélioration & de la culture qui s'étendent, font hauſſer plus ou moins le prix de tous les animaux dont l'homme ſe nourrit, en proportion de celui du bled, de même ils font, à ce que je crois, néceſſairement baiſſer le prix de tous les végétaux qui ſervent de nourriture. Ils font hauſſer l'un, parce qu'une grande partie des terres qui produiſent la nourriture animale étant devenue propre à la production du bled, il faut qu'elles rapportent au propriétaire & au fermier la même rente & le même profit qu'une terre à bled. Ils font baiſſer l'autre, parce qu'en augmentant la fertilité des terres, qui produiſent les nourritures végétales, ils en augmentent

l'abondance. D'ailleurs les progrès de l'agriculture introduisent plusieurs sortes de nourritures végétales qui, exigeant moins de terrein & ne demandant pas plus de travail que les terres à bled, reviennent à bien meilleur marché. Telles sont les pommes de terre & le maïs, ou ce qu'on appelle *bled d'Inde*, les deux plus importantes acquisitions que l'agriculture de l'Europe, & peut-être que l'Europe ait faites en conséquence de la grande étendue qu'elle a donnée à son commerce & à sa navigation. Ajoutez que plusieurs sortes de nourritures végétales, telles que les navets, les carottes, les choux, &c. qui, dans l'état grossier de l'agriculture, étoient confinées dans les potagers, & qu'on ne faisoit venir qu'avec la bèche, viennent aujourd'hui en plein champ, & par le moyen de la charrue. Si donc le prix réel d'une espece d'alimens augmente nécessairement par les progrès de la culture, il y a en revanche d'autres especes d'alimens dont le prix baisse nécessairement, & c'est une affaire assez délicate que de juger jusqu'où l'augmentation de l'un peut être compensée par la diminution de l'autre. Quand le prix réel de la viande

de boucherie, eſt une fois parvenu à ſon taux (ce qui eſt arrivé depuis plus d'un ſiecle dans la plus grande partie de la Grande-Bretagne, excepté, peut-être, pour la chair de cochon), l'augmentation du prix de toute autre ſorte de nourriture animale, ne peut guere influer ſur le bien-être des rangs inférieurs du peuple.

Dans la diſette actuelle, le haut prix du bled met certainement le peuple mal à ſon aiſe; mais il ne peut ſouffrir beaucoup de la cherté des autres ſortes de produits bruts dans les années d'une médiocre abondance, où le bled ſe vend au prix ordinaire. Il ſouffre peut-être davantage du ſurhauſſement artificiel occaſionné par les taxes dans le prix de certaines marchandiſes manufacturées, telles que le ſel, le ſavon, le cuir, la chandelle, la drèche, la biere, l'ail, &c.

Effets des progrès de l'avancement d'une ſociété ſur le prix réel des manufactures.

L'effet naturel de l'avancement d'une ſociété, eſt cependant de diminuer graduellement le prix réel de preſque

toutes les manufactures. Celui de la main-d'œuvre diminue peut-être dans toutes, ſans exception. De meilleures machines, une plus grande adreſſe, & une diviſion & diſtribution plus convenable de l'ouvrage, qui ſont l'effet naturel des progrès de la ſociété, ſont cauſe qu'il faut beaucoup moins de travail pour exécuter chaque morceau particulier de l'ouvrage; & quoique l'augmentation du prix réel du travail ſoit une ſuite de l'état floriſſant d'une nation, cependant la grande diminution de la quantité qu'il en falloit, fera généralement plus que la compenſation de ce qu'il coûtera de plus.

Il y a véritablement quelques manufactures, où l'augmentation qui arrive néceſſairement au prix réel des matieres brutes, fera plus que compenſer tous les avantages que les progrès de l'induſtrie ont apportés dans l'exécution de l'ouvrage. Dans la charpenterie, la menuiſerie, & l'eſpece la plus groſſiere des ouvrages du tourneur, il arrive néceſſairement par l'extenſion de l'agriculture, une augmentation dans le prix des matieres, qui eſt ſupérieure à tous les avantages qu'on peut tirer des meilleures machines, de la plus grande adreſſe, &

de la division & distribution les plus convenables de l'ouvrage.

Mais dans tous les cas où le prix réel des matieres brutes n'augmente pas ou n'augmente guere, celui des marchandises manufacturées baisse considérablement.

Il n'y a point de manufactures où cette diminution de prix ait été aussi remarquable durant le cours de notre siecle & du précédent, que celles dont les matieres sont les métaux grossiers. On auroit aujourd'hui pour vingt schelings, un meilleur mouvement de montre qu'on ne l'auroit eu pour vingt livres sterlings vers le milieu du dernier siecle. Tous les ouvrages de coutellerie & de serrurerie, tous les bijoux faits avec des métaux grossiers, & toutes les marchandises connues sous le nom de *quinquailleries de Birmingham & de Sheffield* ont éprouvé pendant la même période une grande réduction de prix. Quoique moindre que celle des ouvrages d'horlogerie, elle n'a pas laissé d'étonner tous les autres ouvriers de l'Europe, qui, dans plusieurs occasions, avouent qu'ils ne pourroient rien faire d'aussi bon pour le double ou même le triple du prix.

De toutes les manufactures, celles qui tirent leurs matieres des métaux grossiers sont peut-être celles où la division du travail peut être poussée plus loin, & où les machines employées sont plus susceptibles d'une grande variété dans les moyens qui peuvent les perfectionner.

Les manufactures de draps n'ont pas éprouvé une réduction si sensible pendant le même intervalle. On m'assure, au contraire, que depuis vingt-cinq à trente ans, le prix du drap superfin est monté en proportion de sa qualité, ce qui vient, dit-on, de ce que le prix des matieres qui consistent toutes en laines d'Espagne est fort renchéri. On ajoute que celui des draps d'Yorck-Shire, entierement fabriqués avec de la laine angloise, n'a pas peu baissé dans le cours de notre siecle en proportion de sa qualité. Cependant la qualité est une chose si sujette à dispute, que je ne fais pas grand fonds sur toutes les observations de ce genre. Dans les manufactures de draps, la division du travail est à-peu-près la même qu'elle étoit il y a cent ans, & les machines qu'on y emploie ne sont pas fort différentes. Quelques changemens

en

en mieux dans les deux objets peuvent cependant avoir occaſionné quelque réduction du prix.

La réduction paroîtra beaucoup plus ſenſible & plus inconteſtable, ſi nous comparons le prix de cette manufacture tel qu'il eſt de nos jours, avec ce qu'il étoit bien avant nous, vers la fin du quinzieme ſiecle, où le travail étoit] probablement beaucoup moins ſubdiviſé, & où les machines employées étoient beaucoup plus imparfaites qu'à préſent.

En 1487, qui étoit la quatrieme année d'Henri VII, il fut ſtatué que „ quiconque vendroit en détail une „ aune de large de la plus fine écar- „ late grainée, croiſée, ou d'autre „ drap croiſé de la plus belle fabrica- „ tion au delà de ſeize ſchelings, paye- „ roit une amende de quarante ſche- „ lings pour chaque aune qu'il auroit „ ainſi vendue „. Ainſi on regardoit alors ſeize ſchelings, qui en feroient environ vingt-quatre d'aujourd'hui, comme un prix raiſonnable pour une aune du plus fin drap; & comme cette loi étoit ſomptuaire, il eſt probable que ces ſortes de draps ſe vendoient communément un peu plus cher. Une

guinée est le plus haut prix qu'ils coûtent à présent. En supposant donc la même qualité dans ces anciens draps & dans les modernes qui vraisemblablement sont fort supérieurs aux anciens, le prix des draps fins ne laisseroit pas de paroître considérablement diminué depuis la fin du quinzieme siecle. Mais leur prix réel est encore beaucoup plus réduit. Six schelings & huit pences étoient réputés alors, & long-tems après, le prix commun d'un quartier de bled froment. Ainsi seize schelings étoient le prix de deux quartiers & plus de trois boisseaux. En évaluant aujourd'hui un quartier de bled froment à vingt-huit schelings, le prix réel d'une aune de fin drap doit avoir été pour le moins égal alors à trois livres six schelings & six pences de notre monnoie. Il falloit que l'homme qui en achetoit renonçât à la disposition d'une quantité de subsistance & de travail égale à ce que cette somme en procureroit à présent.

Quoique la réduction dans le prix des manufactures grossieres ait été considérable, elle l'a été moins que dans les autres.

En 1463, la troisieme année du re-

gne d'Edouard IV, il fut ordonné que "les domeſtiques des fermes, les „ gens de peine & ceux au ſervice des „ artiſans qui demeuroient hors des „ villes ou bourgs, ne s'habilleroient „ point d'une étoffe qui coûtât plus „ de deux ſchelings l'aune ". Deux ſchelings contenoient alors à-peu-près la même quantité d'argent que quatre d'aujourd'hui. Mais le drap d'Yorckshire qui ſe vend à préſent quatre ſchelings l'aune, eſt probablement fort ſupérieur à tous ceux qu'on faiſoit dans ces tems-là pour l'uſage des plus pauvres domeſtiques. Ainſi le drap que porte aujourd'hui cette claſſe d'hommes peut être un peu meilleur marché en raiſon de ſa qualité. Le prix réel en eſt certainement bien au deſſous. Car le boiſſeau de froment valoit alors dix pences. C'étoit le prix raiſonnable & modéré. Par conſéquent deux ſchelings étoient le prix de deux boiſſeaux & environ deux picotins, qui, à trois ſchelings & ſix pences le boiſſeau, vaudroient huit ſchelings & neuf pences. Pour avoir une aune de cette étoffe, il falloit donc que le pauvre domeſtique ſe privât de la faculté d'acheter une quantité de ſubſiſtance éga-

le à celle que huit ſchelings neuf pences acheteroient aujourd'hui. D'ailleurs c'eſt une loi ſomptuaire faite pour arrêter le luxe & l'extravagance des pauvres. Ainſi communément il leur en coûtoit bien davantage pour s'habiller.

La même loi leur défend de porter des bas à plus de quatorze pences la paire, c'eſt-à-dire, près de vingt huit pences de notre monnoie. Mais quatorze pences étoient alors le prix d'un boiſſeau & près de deux picotins de froment, qui, au prix actuel de trois ſchelings ſix pences le boiſſeau, reviendroit à cinq ſchelings trois pences. Des bas à ce prix pour un domeſtique de la plus pauvre & la derniere claſſe, nous paroîtroient fort chers. Il falloit pourtant qu'il les payât réellement l'équivalent de ce prix-là.

L'art de tricoter les bas étoit probablement inconnu dans toute l'Europe au tems d'Edouard IV. Ils étoient de drap ordinaire, ce qui peut avoir été une des cauſes de leur cherté. On dit que c'eſt la reine Eliſabeth qui, en Angleterre, porta la premiere des bas tricotés dont l'Ambaſſadeur d'Eſpagne lui avoit fait préſent.

Les machines employées dans les manufactures de gros & de fin drap étoient beaucoup plus imparfaites dans les anciens tems qu'elles ne le sont aujourd'hui. Elles ont été perfectionnées dans trois points essentiels, & vraisemblablement dans plusieurs autres moins capitaux dont il ne seroit pas aisé de constater le nombre & l'importance. Les trois points essentiels sont, 1°. le rouet substitué à la quenouille & au fuseau, ce qui produit le double d'ouvrage avec la même quantité de travail; 2°. l'usage de diverses machines ingénieuses qui facilitent & abrégent encore davantage l'opération de devider les laines filées, ou l'arrangement convenable de la chaîne & de la trame avant qu'elles soient mises dans le métier; opération qui, avant l'invention de ces machines, devoit être extrêmement ennuyeuse & incommode; 3°. l'usage des moulins à foulon pour fouler le drap, au lieu de le fouler dans l'eau. Jusqu'au commencement du seizieme siecle, on ne connoissoit ni moulins à vent, ni moulins à eau en Angleterre, ni, que je sache, en aucune autre partie de l'Eu-

rope en deçà des Alpes. Ils se sont introduits en Italie quelque tems auparavant.

Ces circonstances peuvent nous expliquer en quelque maniere pourquoi le prix réel des manufactures de gros & de fin drap étoit anciennement si supérieur à celui d'aujourd'hui. Comme il en coûtoit plus de travail pour mettre ces marchandises en état de vente, il falloit qu'elles fussent vendues ou échangées pour le prix d'une plus grande quantité.

Les manufactures grossieres se fabriquoient dans ces anciens tems en Angleterre comme elles se fabriquent toujours dans les pays où les arts & l'industrie sont dans leur enfance. L'ouvrage se faisoit dans la maison aux heures perdues par presque tous les membres de la famille, & ce n'étoit pas leur principale occupation, ni celle d'où ils attendoient la plus grande partie de leur subsistance. On a déja observé que l'ouvrage qui se fait ainsi n'est jamais si cher que celui sur lequel un ouvrier compte pour vivre. D'un autre côté, les belles fabriques n'étoient point alors en Angleterre, mais dans le pays riche & commerçant de la Flandre, où elles

faisoient toute ou presque toute la subsistance de ceux qui y travailloient. D'ailleurs, en qualité de manufactures étrangeres, elles devoient payer quelque droit au roi, du moins celui de tonnage & de pondage qui est fort ancien. Ce droit, à la vérité, n'étoit pas fort considérable. La politique de l'Europe n'étoit pas alors de mettre des entraves à l'importation des manufactures étrangeres, mais plutôt de l'encourager, pour que les marchands pussent fournir les grands au meilleur marché possible des objets de luxe & de commodité dont ils avoient besoin, & qu'ils ne trouvoient pas dans l'industrie de leur propre pays.

Peut-être que ces circonstances aideront à nous faire concevoir pourquoi le prix réel des manufactures grossieres étoit anciennement si inférieur en proportion des autres à ce qu'il est aujourd'hui.

Conclusion du chapitre.

Je conclurai ce très-long chapitre en observant que toute amélioration dans la fortune de la société, tend directement ou indirectement à faire monter

la rente réelle de la terre, à augmenter la richesse réelle du propriétaire, son pouvoir d'acheter le travail ou le produit du travail d'autrui.

Les progrès de l'amendement & de la culture des terres y tendent directement. La part du produit qui revient au propriétaire augmente nécessairement avec ce produit.

Cette augmentation dans le prix réel de ces parties du produit brut, qui est d'abord l'effet des progrès de l'amendement & de la culture, & ensuite la cause de ce qu'ils s'étendent encore davantage, par exemple, l'augmentation dans le prix du bétail, tend de même directement à faire monter la rente de la terre, & à la faire monter en proportion encore plus haut. Non-seulement la valeur réelle de la portion du propriétaire, c'est-à-dire, son pouvoir sur le travail d'autrui, augmente avec la valeur réelle du produit, mais la proportion de sa portion au produit total augmente aussi. Lorsque le prix réel de ce produit est devenu plus considérable, il n'en coûte pas plus de travail pour le recueillir. Il ne faudra donc en proportion qu'une moindre quantité de ce produit pour remplacer avec leurs profits ordinaires les fonds em-

ployés à ce travail. Il en reviendra donc davantage au propriétaire.

Toutes les améliorations dans les facultés productives du travail qui tendent directement à réduire le prix réel des manufactures, tendent indirectement à faire monter la rente réelle de la terre. Le propriétaire échange cette partie de son produit brut qu'il ne peut consommer, contre du produit manufacturé. Tout ce qui réduit le prix réel du dernier fait hausser celui du premier. Une quantité donnée du premier devient par-là équivalente à une plus grande quantité du dernier, & le propriétaire se trouve en état d'acheter une plus grande quantité d'objets de commodité, d'ornement ou de luxe.

Tout accroissement dans la richesse réelle de la société, toute augmentation dans la quantité de travail utile qu'elle emploie, tend directement à faire hausser la rente réelle des terres. Une certaine proportion de ce travail s'en va naturellement à la terre; on emploie plus de bras & de bestiaux à la cultiver, le produit croît avec les fonds qu'on y met, & la rente s'accroît avec le produit.

Les circonstances contraires, l'amen-

dement & la culture négligée, la chûte du prix réel de quelque partie du produit brut de la terre, l'augmentation dans le prix des manufactures par la décadence des arts & de l'industrie, la diminution dans la richesse réelle de la société, tout cela tend, d'un autre côté, à faire baisser la rente réelle des terres, à ôter au propriétaire une partie de sa richesse réelle, à diminuer le pouvoir qu'il a d'acheter le travail ou le produit du travail d'autrui.

Tout le produit annuel des terres & du travail de chaque pays, ou, ce qui revient au même, tout le prix de ce produit annuel se divise naturellement, comme on l'a déja remarqué, en trois parties; la rente de la terre, le salaire du travail, & les profits des fonds; & il constitue le revenu de trois différens ordres d'hommes, de ceux qui vivent de leurs rentes, de ceux qui vivent de leur salaire & de ceux qui vivent de leurs profits. Voilà les trois grands ordres fondamentaux & constitutifs de toute société civilisée, du revenu desquels tout autre ordre tire le sien en derniere analyse.

Il paroît par ce que nous venons de dire, que l'intérêt du premier de ces

trois grands ordres eſt étroitement & inſéparablement lié avec l'intérêt général de la ſociété. Tout ce qui eſt favorable ou nuiſible à l'un eſt néceſſairement avantageux ou nuiſible à l'autre. Lorſque le public délibere ſur quelque réglement du commerce ou de police, les propriétaires des terres ne peuvent jamais donner dans l'erreur, quand ils ont en vue l'avantage de leur ordre particulier, du moins s'ils ſont un peu éclairés ſur leur intérêt. Malheureuſement ils le ſont rarement. Des trois ordres ils ſont le ſeul à qui le revenu vient, pour ainſi dire, tout ſeul, ſans lui coûter ni travail ni ſoin, & ſans qu'il ait beſoin de former aucun plan ni aucun projet. Cette indolence, qui eſt l'effet naturel de l'aiſance & de la ſécurité, les rend ſouvent non-ſeulement ignorans, mais incapables de cette application d'eſprit qui eſt néceſſaire pour prévoir & pénétrer les conſéquences de quelque réglement public.

L'intérêt du ſecond ordre, celui des gens qui vivent de leurs ſalaires, n'eſt pas moins intimément uni avec celui de la ſociété. Le ſalaire de l'ouvrier n'eſt jamais ſi haut, comme on l'a dé-

ja montré, que quand on demande continuellement plus de travail, ou quand la quantité qu'on en met en œuvre augmente tous les ans considérablement. Lorsque cette richesse réelle de la société s'arrète dans son cours, le salaire est aussi-tôt réduit à ce qui est simplement suffisant pour élever les familles & perpétuer la race des ouvriers. Si la société décline, il tombe encore au dessous. Si cet ordre gagne moins que celui des propriétaires à la prospérité du pays, il n'y en a point qui souffre si cruellement de sa décadence. Mais quoique l'intérèt des ouvriers soit étroitement lié avec celui de la société, ils ne sont pas capables d'y rien entendre. Leur condition ne leur laisse pas le tems de recevoir les instructions nécessaires, & quand ils seroient pleinement instruits, leur éducation & leurs habitudes sont communément telles qu'elles ne leur permettent pas de juger. Aussi leur voix n'est guere écoutée, encore moins considérée dans les délibérations publiques, excepté dans certaines occasions particulieres où ceux qui les emploient animent, font valoir & soutiennent leurs cris, non pour leur faire du bien,

mais pour s'en faire à eux-mêmes.

Ce ſont ceux qui les emploient qui conſtituent le troiſieme ordre composé de gens qui vivent de leurs profits. Ce ſont les fonds employés en vue du profit qui mettent en mouvement la plus grande partie du travail utile de chaque ſociété. Les plans & les projets de ceux qui font valoir ces fonds réglent & dirigent toutes les opérations les plus importantes du travail, & c'eſt toujours le profit qu'on s'y propoſe. Mais le taux des profits ne s'éleve pas, comme ceux de la rente & du ſalaire, avec la proſpérité, & il ne tombe pas avec le déclin de la ſociété. Au contraire, il eſt naturellement bas dans les pays riches, & haut dans les pays pauvres, & il n'eſt jamais plus exorbitant que dans ceux qui courent le plus rapidement à leur ruine. Ainſi l'intérèt de ce troiſieme ordre n'a pas la même connexion avec l'intérèt général de la ſociété que celui des deux autres. Les marchands & les manufacturiers ſont dans cet ordre les deux claſſes d'hommes qui emploient communément les plus grands capitaux, & qui par leurs richeſſes attirent à eux la plus grande part de la conſidération

publique. Comme ils sont engagés durant toute leur vie dans des plans & des projets, ils ont souvent plus de pénétration & d'intelligence, que la plus grande partie des gentilshommes du pays. Cependant comme leurs spéculations roulent communément plutôt sur l'intérêt de leurs affaires particulieres que sur celui de la société, leur jugement, lors même qu'ils le donnent avec le plus d'intégrité (ce qui n'est pas toujours arrivé), doit tenir naturellement au premier de ces objets plus qu'au dernier. Leur supériorité sur le gentilhomme de la campagne consiste moins en ce qu'ils ont plus de connoissance de l'intérêt général, qu'en ce qu'ils connoissent mieux leur intérêt particulier qu'il ne connoît le sien. C'est par-là qu'ils en ont imposé souvent à sa générosité, & qu'ils lui ont persuadé d'abandonner tout à-la-fois & son propre intérêt & celui du public, par la raison simple, mais honnête, que c'étoit leur intérêt & non le sien qui étoit l'intérêt public. Cependant l'intérêt des trafiquans dans une branche particuliere de commerce ou des manufactures est non-seulement différent, à certains égards, de l'in-

térêt public; mais il lui eſt même oppoſé. Leur intérêt propre eſt toujours d'aggrandir le marché & de reſſerrer la concurrence. L'aggrandiſſement du marché peut ſouvent s'accorder avec l'intérêt public; mais le rétréciſſement de la concurrence lui eſt toujours contraire, & ne peut ſervir qu'à mettre les trafiquans en état de groſſir leurs profits au delà de ce qu'ils devroient être naturellement, & de lever par-là, pour leur propre bénéfice, une taxe abſurde ſur leurs concitoyens. La propoſition d'une nouvelle loi ou d'un réglement de commerce qui part de cet ordre, doit toujours être écoutée avec beaucoup de précaution, & ne doit jamais être adoptée qu'après avoir été long-tems & ſoigneuſement examinée, non-ſeulement avec le plus grand ſcrupule, mais avec la plus grande défiance. Elle vient d'un ordre d'hommes dont l'intérêt n'eſt jamais exactement le même que celui du public, qui généralement eſt intéreſſé à tromper & même à opprimer le public, & qui, dans bien des occaſions, n'a pas manqué de le tromper & de l'opprimer.

XII. ans.	Prix du quartier de bled chaque année.			Prix commun, extrait des differents prix, de la même année.			Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.		
	l.	s.	d.	l.	s.	d.	l.	s.	d.
1202		12	. .	.....			1	16	
1205		12	. .	.....			.....		
		13	4		13	5 .	2		3
		15	. .	.....			.....		
1223		12	. .	.....			1	16	
1237		3	4	.....				10	
1243		2	. .	.....				6	
1244		2	. .	.....				6	
1246		16	. .	.....			2	8	
1247		13	4 .	.....			2		
1257	1	4	. .	.....			3	12	
1258	1	....		.....			.....		
		15	. .		17	. .	2	11	
		16	. .	.....			.....		
1270	4	16	. .	5	12	. .	16	16	
	6	8	. .				.....		
1286		2	8 .		9	4 .	1	8	
		16	. .						
						Total.	35	9	3
						Prix commun.	2	19	1 $\frac{1}{4}$

XII. ans.	*Prix du quartier de bled chaque année.*			*Prix commun, extrait des différents prix, de la même année.*			*Prix commun de chaque année, (monnoie d'aujourd'hui.*		
	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.
1287		3	4					10	
		1	8						
		1	4						
		1	6						
1288		1	8		3	$\frac{1}{4}$		9	$\frac{2}{4}$
		2							
		3	4						
		9	4						
		12							
		6							
1289		2			10	1 $\frac{2}{4}$	1	10	4 $\frac{2}{4}$
		10	8						
	1								
1290		16					2	8	
1294		16					2	8	
1302		4						12	
1309		7	2				1	1	6
1315	1						3		
	1								
1316	1	10		1	0	6	4	11	6
	1	12							
	2								
	2	4							
		14							
1317	2	13		1	19	6	5	18	6
	4								
		6	8						
1336		2						6	
1338		3	4					10	

Total. 23 4 11 $\frac{1}{4}$

Prix commun. 1 15 8

XII. ans.	*Prix du quartier de bled chaque année.*			*Prix commun, extrait des différens prix, de la même année.*			*Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.*		
	l.	f.	d.	l.	f.	d.	l.	f.	d.
1339		9	. .	.	.	.	1	7	
1349		2	. .	.	.	.		5	2
1359	1	6	8	.	.	.	3	2	2
1361		2	. .	.	.	.		4	8
1363		15	. .	.	.	.	1	15	
1369	1	.	. .	1	2	.	2	9	4
	1	4	. .						
1379		4	. .	.	.	.		9	4
1387		2	. .	.	.	.		4	8
1390		13	4	.	.	.	.	.	.
		14	. .		14	5	1	13	7
		16	. .	.	.	.	.	.	.
1401		16	. .	.	.	.	1	17	4
1407		4	$4\frac{2}{4}$		3	10		8	11
		3	4						
1416		16	. .	.	.	.	1	12	
						Total.	15	9	4
						Prix commun.	1	5	$9\frac{1}{2}$

XII. ans.	Prix du quartier de bled chaque année.			Prix commun, extrait des différents prix, de la même année.			Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.		
	l.	f.	d.	l.	f.	d.	l.	f.	d.
1423		8	.	.	.	.		16	
1425		4	.	.	.	.		8	
1434	1	6	8	.	.	.	2	13	4
1435		5	4	.	.	.		10	8
1339	1 / 1	. / 6	. / 8	1	3	4	2	6	8
1440	1	4	.	.	.	.	2	8	
1444		4 / 4	4 / .		4	2		8	4
1445		4	6	.	.	.		9	
1447		8	.	.	.	.		16	
1448		6	8	.	.	.		13	4
1449		5	.	.	.	.		10	
1451		8	.	.	.	.		16	
						Total.	12	15	4
						Prix commun.	1	1	3 ½

XII. ans.	*Prix du quartier de bled chaque année.*			*Prix commun, extrait des différents prix, de la même année.*			*Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.*		
	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.
1453		5	4	.	.	.		10	8
1455		1	2	.	.	.		2	4
1457		7	8	.	.	.		15	4
1459		5	. .	.	.	.		10	
1460		8	. .	.	.	.		16	
1463		2	. .		1	10		3	8
		1	8						
1464		6	8	.	.	.		10	
1486	1	4	. .	.	.	.	1	17	
1491		14	8	.	.	.	1	2	
1494		4	. .	.	.	.		6	
1495		3	4	.	.	.		5	
1497	1	.	. .	.	.	.	1	11	

Total. 8 9

Prix commun. 14 1

XII. ans.	Prix du quartier de bled chaque année.			Prix commun, extrait des différens prix, de la même année.			Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.		
	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.
1499		4	.	. .	. .	. .		6	
1504		5	8	. .	. .	. .		8	6
1521	1	.	.	. .	. .	. .	1	10	
1551		8	.	. .	. .	. .		2	
1553		8	.	. .	. .	. .		8	
1554		8	.	. .	. .	. .		8	
1555		8	.	. .	. .	. .		8	
1556		8	.	. .	. .	. .		8	
1557		4	.	. .	. .	. .	. .	. .	.
		5	.		12	7		12	7
		8	.						
	1	13	4	. .	. .	. .	. .	. .	.
1558		8	.	. .	. .	. .		8	
1559		8	.	. .	. .	. .		8	
1560		8	.	. .	. .	. .		8	
						Total.	6	8	1
						Prix commun.		10	5

XII. ans.	Prix du quartier de bled chaque année.			Prix commun, extrait des différens prix, de la même année.			Prix commun de chaque année, monnoie d'aujourd'hui.		
	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.	l.	ſ.	d.
1561		8	. .	.	.	.		8	
1562		8	. .	.	.	.		8	
1574	2 1	16 4	. . . .	2	.	.	2		
1587	3	4	. .	.	.	.	3	4	
1594	2	16	. .	.	.	.	2	16	
1595	2	13	. .	.	.	.	2	13	
1596	4	. . .	. .	.	.	.	4		
1597	5 4	4 . . .	. . . .	4	12	.	4	12	
1598	2	16	8	.	.	.	2	16	8
1599	1	19	2	.	.	.	1	19	2
1600	1	17	8	.	.	.	1	17	8
1601	1	14	10	.	.	.	1	14	10
				Total.			28	9	4
				Prix commun.			2	4	$9\frac{2}{4}$

Prix du quartier de neuf boisseaux du froment le meilleur & le plus estimé au marché de Windsor, les jours de Notre Dame & de S. Michel, depuis 1595 jusqu'en 1764, l'une & l'autre inclusivement, le prix de chaque année étant le prix moyen entre les prix de ces deux jours de marché.

années.	l.	ſ.	d.	années.	l.	ſ.	d.
1595	2	0	0	1621	1	10	4
1596	2	8	0	1622	2	18	8
1597	3	9	6	1623	2	12	0
1598	2	16	8	1624	2	8	0
1599	1	19	2	1625	2	12	0
1600	1	17	8	1626	2	9	4
1601	1	14	10	1627	1	16	0
1602	1	9	4	1628	1	8	0
1603	1	15	4	1629	2	2	0
1604	1	10	8	1630	2	15	8
1605	1	15	10	1631	3	8	0
1606	1	13	0	1632	2	13	4
1607	1	16	8	1633	2	16	0
1608	2	16	8	1634	2	16	0
1609	2	10	0	1635	2	16	0
1610	1	15	10	1636	2	16	8
1611	1	18	8				
1612	2	2	4	16 années)	40	0	0
1613	2	8	8				
1614	2	1	$8\frac{1}{2}$		2	10	0
1615	1	18	8				
1616	2	0	4				
1617	2	8	8				
1618	2	6	8	1637	2	13	0
1619	1	15	4	1638	2	17	4
1620	1	10	4	1639	2	4	10
26 années)	54	0	$6\frac{1}{2}$	1640	2	4	8
				1641	2	8	0
	2	1	$6\frac{9}{1}$				

années.	l.	f.	d.	années.	l.	f.	d.
1642	manquent. 1646 a été suppléé par l'év. Fleetvood.			1673	2	6	8
1643				1674	3	8	8
1644				1675	3	4	8
1645				1676	1	18	0
1646	2	8		1677	2	2	0
1647	3	13	8	1678	2	19	0
1648	4	5	0	1679	3	0	0
1649	4	0	0	1680	2	5	0
1650	3	16	8	1681	2	6	8
1651	3	13	4	1682	2	4	0
1652	2	9	6	1683	2	0	0
1653	1	15	6	1684	2	4	0
1654	1	6	0	1685	2	6	8
1655	1	13	4	1686	1	14	0
1656	2	3	0	1687	1	5	2
1657	2	6	8	1688	2	6	0
1658	3	5	0	1689	1	10	0
1659	3	6	0	1690	1	14	8
1660	2	16	6	1691	1	14	0
1661	3	10	0	1692	2	6	8
1662	3	14	0	1693	3	7	8
1663	2	17	0	1694	3	4	0
1664	2	0	6	1695	2	13	0
1665	2	9	4	1696	3	11	0
1666	1	16	0	1697	3	0	0
1667	1	16	0	1698	3	8	4
1668	2	0	0	1699	3	4	0
1669	2	4	4	1700	2	0	0
1670	2	1	8	60 années)	153	1	8
1671	2	2	0				
1672	2	1	0		2	11	$0\frac{1}{3}$

années.		l.	f.	d.	années.		l.	f.	d.
1701	.	1	17	8	1734	.	1	18	10
1702	.	1	9	6	1735	.	2	3	0
1703	.	1	16	0	1736	.	2	0	4
1704	.	2	6	6	1737	.	1	18	0
1705	.	1	10	0	1738	.	1	15	6
1706	.	1	6	0	1739	.	1	18	6
1707	.	1	8	6	1740	.	2	10	8
1708	.	2	1	6	1741	.	2	6	6
1709	.	3	18	6	1742	.	1	14	0
1710	.	3	18	0	1743	.	1	4	10
1711	.	2	14	0	1744	.	1	4	10
1712	.	2	6	4	1745	.	1	7	6
1713	.	2	11	0	1746	.	1	19	0
1714	.	2	10	4	1747	.	1	14	10
1715	.	2	3	0	1748	.	1	17	0
1716	.	2	8	0	1749	.	1	17	0
1717	.	2	5	8	1750	.	1	12	6
1718	.	1	18	10	1751	.	1	18	6
1719	.	1	15	0	1752	.	2	1	10
1720	.	1	17	0	1753	.	2	4	8
1721	.	1	17	6	1754	.	1	14	8
1722	.	1	16	0	1755	.	1	13	10
1723	.	1	14	8	1756	.	2	5	3
1724	.	1	17	0	1757	.	3	0	0
1725	.	2	8	6	1758	.	2	10	0
1726	.	2	6	0	1759	.	1	19	10
1727	.	2	2	0	1760	.	1	16	6
1728	.	2	14	6	1761	.	1	10	3
1729	.	2	6	10	1762	.	1	19	0
1730	.	1	16	6	1763	.	2	0	9
1731	.	1	12	10	1764	.	2	6	9
1732	.	1	6	8	64 années)		129	13	6
1733	.	1	8	4			2	0	$6\frac{19}{32}$

années.	l.	f.	d.	années.	l.	f.	d.
1731 .	1	12	10	1741 .	2	6	8
1732 .	1	6	8	1742 .	1	14	0
1733 .	1	8	4	1743 .	1	4	10
1734 .	1	18	10	1744 .	1	4	10
1735 .	2	3	0	1745 .	1	7	6
1736 .	2	0	4	1746 .	1	19	0
1737 .	1	18	0	1747 .	1	14	10
1738 .	1	15	6	1748 .	1	17	0
1739 .	1	18	6	1749 .	1	17	0
1740 .	2	10	8	1750 .	1	12	6
10 années)	18	12	8	10 années)	16	18	2
	1	17	$3\frac{1}{5}$		1	13	$9\frac{4}{5}$





LIVRE SECOND.

De la nature, de l'accumulation & de l'emploi des fonds.

INTRODUCTION.

DANS cet état barbare où il n'y a point de division de travail, où il se fait peu d'échanges, & où chacun est obligé de se pourvoir lui-même de tout, les affaires de la société peuvent aller, sans qu'il y ait des fonds accumulés ou amassés d'avance. Chaque individu tâche de pourvoir à ses besoins, à mesure qu'ils se font sentir. S'il a faim, il va chasser dans une forêt; si son habit est usé, il s'en fait un autre avec la peau du premier gros animal qu'il tue, & si sa hutte tombe en ruine, il la répare le mieux qu'il peut, avec des branches d'arbre & du torchis qu'il a sous la main.

Mais quand la division du travail s'est une fois bien établie, le produit du travail d'un homme ne peut plus four-

nir qu'à une très-petite partie de ses besoins, il ne peut subvenir à tout le reste, qu'avec le produit du travail des autres hommes, qu'il est obligé d'acheter avec le produit, ou, ce qui est la même chose, avec le prix du produit de son propre travail. Mais il n'aura de quoi l'acheter, que quand son ouvrage sera non-seulement fini, mais vendu. Jusques-là il faut qu'il y ait quelque part un certain amas de fonds de différentes marchandises, où il prenne sa subsistance, ses matieres & ses outils. Un tisseran ne peut se livrer entierement à sa besogne, à moins qu'il n'ait d'avance ou en sa possession, ou en celle d'un autre, un fonds suffisant pour vivre, & se fournir de matieres & d'outils, jusqu'à ce qu'il ait non-seulement fini, mais vendu sa toile. Il est évident que cet amas de fonds est préalablement nécessaire, pour qu'il applique pendant si long-tems son industrie à l'ouvrage qui lui est particulier.

Comme dans la nature des choses, l'accumulation des fonds doit précéder la division du travail, de même le travail ne peut se subdiviser de plus en plus qu'en proportion que les fonds s'accumulent davantage à l'avance. La

quantité de matieres travaillées par le même nombre de personnes, augmente dans une grande proportion, à mesure que le travail vient à recevoir de nouvelles subdivisions, & comme les opérations de chaque ouvrier se réduisent graduellement à quelque chose de plus simple, on en vient à inventer de nouvelles machines pour faciliter & abréger ces opérations. Ainsi, à mesure que le travail se subdivise, il faut que pour occuper constamment un égal nombre d'ouvriers, on ait accumulé d'avance un fonds égal de subsistance, & un plus grand fonds de matiere & d'outils qu'il n'en falloit auparavant. Mais le nombre des ouvriers, dans chaque branche de l'ouvrage, augmente généralement avec la division du travail dans cette branche, ou plutôt, c'est l'augmentation de leur nombre qui les mene à se classer & à se subdiviser ainsi eux-mêmes.

Comme l'accumulation des fonds est préalablement nécessaire pour que les facultés productives du travail acquierent cette grande perfection, elle y mene aussi naturellement. La personne qui employe ses fonds à faire travailler, veut les employer de maniere

à produire la plus grande quantité d'ouvrage possible. Elle cherche, par conséquent, à faire la meilleure distribution de tâches parmi ses ouvriers, & à les monter des meilleures machines qu'elle peut inventer ou acheter. Ses moyens, à ces deux égards, sont généralement en proportion avec l'étendue de ses fonds, ou avec le nombre de gens qu'elle peut employer. Il arrive de-là que non-seulement la quantité d'industrie augmente dans chaque pays avec les fonds, mais qu'en conséquence de l'augmentation des fonds, la même quantité d'industrie, produit une bien plus grande quantité d'ouvrage.

Tels sont en général les effets de l'augmentation des fonds sur l'industrie & sur ses facultés productrices.

J'ai tâché d'expliquer, dans le livre suivant, la nature des fonds, les effets de leur accumulation en capitaux de différentes especes, & les effets des divers emplois de ces capitaux. Ce livre est divisé en cinq chapitres. Je tâche de faire voir dans le premier quelles sont les différentes parties ou branches dans lesquelles se divisent naturellement les fonds, soit d'un individu, soit d'une grande société. Dans le second, je tâ-

che d'expliquer la nature & l'opération de l'argent, considéré comme une branche particuliere des fonds généraux de la société. Les fonds accumulés en capitaux peuvent être employés par la personne à laquelle ils appartiennent, ou elle peut les prêter à d'autres. J'examine dans le troisieme & le quatrieme chapitres, la maniere dont ils opérent dans ces deux cas. Le cinquieme & dernier chapitre traite des différens effets que les différens emplois du capital produisent immédiatement sur la quantité de l'industrie nationale & sur celle du produit annuel des terres & du travail.

CHAPITRE I.

De la division des fonds.

QUAND le fonds qu'un homme posséde suffit simplement pour le faire subsister quelques jours, ou quelques semaines, il songe rarement à s'en faire un revenu. Il le consomme en le ménageant autant qu'il peut, & par son

travail il tâche d'acquérir de quoi le remplacer avant qu'il soit entiérement consommé. Dans ce cas, il tire son revenu de son seul travail, & cet état est par tout pays, celui de la plupart des pauvres ouvriers.

Mais quand il posséde un fonds suffisant pour le faire vivre des mois & des années, il tâche naturellement d'en mettre la plus grande partie à se faire un revenu, n'en réservant pour sa consommation immédiate, qu'autant qu'il lui en faut pour vivre en attendant qu'il touche ce revenu. Son fonds est donc distingué en deux parties; l'une, sur laquelle il compte pour son revenu, s'appelle son capital. L'autre est celle qui sert à sa consommation immédiate, & qui consiste, ou, 1°. dans la portion de son fonds, qu'il a réservée pour cet effet; ou, 2°. dans son revenu, à mesure qu'il le touche, de quelque source qu'il lui vienne; ou 3°. dans les choses qui ont été achetées les années précédentes avec son fonds de réserve, ou avec son revenu, & qui ne sont pas encore entiérement consommées, telles qu'un fonds de garderobe, de meubles, &c. C'est dans l'un ou l'autre de ces articles,

ou dans tous les trois, que consiste le fonds que les hommes réservent communément pour leur consommation immédiate.

Il y a deux différentes manieres d'employer un capital, pour qu'il rapporte un revenu, ou profit, à celui qui l'emploie.

Premierement, il peut être employé à produire, manufacturer, ou acheter des marchandises, & à les vendre ensuite avec un profit. Le capital, placé de cette maniere, ne rapporte ni revenu, ni profit à celui qui l'employe, tant qu'il demeure en sa possession, ou qu'il ne change pas de forme. Les marchandises du marchand ne lui rapportent ni revenu, ni profit, jusqu'à ce qu'il les vende pour de l'argent, & l'argent ne lui rapporte pas davantage, jusqu'à ce qu'il l'échange de nouveau contre des marchandises. Son capital sort continuellement de chez lui dans une forme, & y rentre dans une autre, & ce n'est que par le moyen d'une telle circulation, ou d'échanges successifs, qu'il peut en avoir du profit. Ces sortes de capitaux peuvent donc être appellés proprement des capitaux circulans.

Secondement, il peut être employé

dans l'amélioration des terres, dans l'achat de machines & d'instrumens utiles pour les métiers, ou en d'autres choses semblables, qui rapportent du revenu, ou du profit, sans changer de maîtres, ou sans circuler ultérieurement. Ces sortes de capitaux peuvent donc être appellés justement des capitaux fixes.

Les capitaux fixe & circulant, ont entr'eux des proportions bien différentes, selon les objets dans lesquels on les employe.

Le capital d'un marchand, par exemple, est entierement circulant; il n'a pas besoin de machines ou d'instrumens pour son métier, à moins qu'on ne veuille regarder comme tels sa boutique ou son magasin.

Un maître, artisan ou manufacturier, a toujours quelque partie de son capital fixée dans les instrumens de son métier. Cette partie est peu de chose dans certains métiers, & se trouve considérable en d'autres. Un maître tailleur n'a besoin pour le sien que d'aiguilles. Ceux du maître cordonnier ne sont guere plus coûteux. Ceux du maître tisserand ne laissent pas de l'être beaucoup en comparaison. Ce-

pendant la plus grande partie du capital de ces ſortes de maîtres artiſans circule, ſoit dans le ſalaire de leurs ouvriers, ſoit dans le prix de leurs matieres, & leur rentre avec un profit, par le prix de leur ouvrage.

Il y a d'autres eſpeces d'ouvrages qui exigent beaucoup plus de capital fixe. Par exemple, dans une grande forge, le fourneau pour fondre le minerai, la forge, le moulin de la fonderie, ſont des inſtrumens qu'on ne peut établir qu'à grands frais. Dans les mines de charbon & autres de toute eſpece, les machines néceſſaires pour tirer l'eau, & pour d'autres uſages, ſont ſouvent encore plus diſpendieuſes.

La partie du capital employée par le fermier, dans les inſtrumens d'Agriculture, eſt fixe ; celle qu'il employe dans le ſalaire & la ſubſiſtance des domeſtiques de la ferme, eſt circulante. Il fait ſon profit de l'une, en la gardant, & de l'autre en s'en défaiſant. Le prix, ou la valeur du bétail qui ſert au labour, eſt un capital fixe, comme celui des autres inſtrumens d'agriculture. Sa ſubſiſtance eſt un capital circulant, comme celle des domeſtiques de la ferme. Le fermier fait

ſon profit de ce bétail, en le gardant, & de la nourriture qu'il lui donne, en s'en déſaiſiſſant. Le prix & la nourriture du bétail qu'on achete, & qu'on engraiſſe pour le vendre, eſt un capital circulant. Le profit du fermier ſuppoſe qu'il s'en défait. Un troupeau de brebis ou de vaches qu'on achete dans un pays où l'on fait des éleves, non pour le labour, ni pour les vendre, mais pour faire un profit de leur laine, de leur lait, & de leur multiplication, eſt un capital fixe. On fait ce profit en les gardant. Leur nourriture eſt un capital circulant. Il faut s'en déſaiſir pour en faire un profit, & ce profit vient avec celui qu'on fait ſur le prix total du bétail, dans le prix de la laine, du lait, de la multiplication du troupeau. Toute la valeur des ſemences eſt proprement auſſi un capital fixe. Quoiqu'elles aillent & viennent de la terre au grenier, & réciproquement, elles ne changent jamais de maître, & par conſéquent, on ne peut pas dire proprement qu'elles circulent. Le fermier fait ſon profit, non à les vendre, mais à les faire multiplier.

Le fonds général d'une ſociété ou d'un pays, eſt le même que celui de

tous ſes membres ou habitans, & conſéquemment, il ſe diviſe naturellement dans les trois mêmes portions dont chacune a ſa fonction ou ſon office particulier.

La premiere eſt cette portion qui eſt réſervée pour la conſommation immédiate, & dont le caractere diſtinctif eſt qu'elle ne rapporte ni revenu, ni profit. Elle conſiſte dans les fonds de nourritures, d'habits, de meubles, &c. achetés par ceux qui les conſomment, & qui ne ſont pas encore entierement conſommés. Tout le fonds des maiſons qui, dans un pays, ne ſervent que pour le logement, fait partie de cette premiere portion. Le fonds placé dans une maiſon qui doit loger le propriétaire, ceſſe dès ce moment d'avoir la fonction d'un capital, ou de rapporter aucun revenu au poſſeſſeur; une pareille maiſon ne contribue en rien au revenu de celui qui l'habite, & quoiqu'elle lui ſoit, ſans doute, extrêmement utile, elle l'eſt comme ſa garderobe & ſes meubles, qui font partie de ſa dépenſe & non de ſon revenu. Si elle eſt à donner à loyer, comme elle ne peut rien produire par elle-même, il faut que le locataire en paye

la rente ſur quelqu'autre revenu qu'il tire, ſoit de ſon travail, ſoit de ſes fonds, ſoit de la terre. Ainſi quoiqu'une maiſon puiſſe rapporter un revenu au propriétaire, & faire pour lui la fonction d'un capital, elle ne peut être d'aucun rapport pour le public, ni faire pour lui la fonction de capital, ni contribuer le moins du monde, au revenu de tout le corps du peuple. Les habits & les meubles rapportent de même quelquefois un revenu à certaines perſonnes, & par-là ils ſont pour elles l'office d'un capital. Dans les pays où les maſcarades ſont communes, c'eſt un métier que de louer des habits de maſque pour une nuit. Les tapiſſiers louent ſouvent des meubles pour un mois ou pour un an. Des entrepreneurs louent ce qu'il faut pour des funérailles, par jour, ou par ſemaine. Beaucoup de gens louent des maiſons meublées, & tirent une rente, non-ſeulement de l'uſage de la maiſon; mais de celui des meubles. Cependant le revenu que rapportent ces ſortes de choſes, doit être tiré en derniere analyſe de quelqu'autre ſource de revenu. De toutes les parties du fonds d'un individu ou de la ſociété, réſervées pour

la consommation immédiate, il n'y en a point qui se consomme plus lentement que celle qui est placée en maison. Un fonds de garderobe peut durer plusieurs années; un fonds de meubles une cinquantaine, ou une centaine d'années; mais un fonds de maisons bien bâties & bien entretenues, peut durer plusieurs siecles; & quoique le terme de leur entiere consommation soit plus éloigné, elles n'en sont pas moins un fonds réservé pour la consommation immédiate, ainsi que les habits & les meubles.

La seconde des trois portions dans lesquelles se partage le fonds général de la société, est le capital fixe, dont la marque distinctive est qu'il rapporte un revenu ou un profit, sans circuler ou sans changer de maîtres. Il consiste principalement dans les quatre articles suivans.

1°. Dans toutes les machines & instrumens utiles de métier qui facilitent & abrégent le travail.

2°. Dans tous les bâtimens profitables qui procurent un revenu, non-seulement à leur propriétaire qui les donne à loyer, mais à la personne qui en paye la rente, comme les bouti-

ques, magaſins, fermes avec leurs étables, greniers & autres bâtimens qui en dépendent, &c. A la différence des maiſons qui ne ſervent qu'à loger, ils ſont une ſorte d'inſtrumens de métier, & peuvent être conſidérés ſous le même point de vue.

3°. Dans les améliorations des terres, ou dans ce qu'on a mis utilement à les défricher, à en faire écouler les eaux, à les enclorre, les engraiſſer & à les rendre les plus propres au labour & à la culture. Une ferme améliorée peut être juſtement regardée dans le même point de vue que ces machines utiles qui facilitent & abrégent le travail, & par le moyen deſquelles un capital égal qui circule rapporte un revenu beaucoup plus conſidérable à celui qui l'employe. Une ferme améliorée eſt auſſi avantageuſe & plus durable qu'aucune de ces machines, & ne demande ſouvent d'autre réparation que l'application la mieux entendue du capital qu'employe le fermier à la cultiver.

4°. Dans les talens acquis & utiles de tous les habitans ou des membres de la ſociété. La vie & l'entretien de ceux qui les acquierent, coutent toujours une dépenſe réelle pendant leur

éducation, leurs études ou leur apprentiſſage, & cette dépenſe eſt un capital fixé & réaliſé, pour ainſi dire, dans leur perſonne. Ces talens qui ſont partie de la fortune d'un homme, ſont auſſi partie de celle de la ſociété dont il eſt membre. L'adreſſe perfectionnée d'un ouvrier peut être conſidérée ſous le même aſpect qu'une machine ou un inſtrument qui facilite & abrége le travail, & qui rend avec profit les frais qu'elle a couté.

La troiſieme & derniere des trois portions dans leſquelles ſe diviſe le fonds général de la ſociété, eſt le capital circulant ou mobile, dont le caractere diſtinctif eſt qu'il ne rapporte un revenu qu'en circulant ou en changeant de maîtres. Elle eſt également compoſée de quatre parties.

1°. De l'argent par le moyen duquel les trois autres parties circulent & ſe diſtribuent à ceux auxquels il convient d'en faire uſage & de les conſommer.

2°. Du fonds des vivres ou denrées qui ſont dans la poſſeſſion du boucher, du nourriſſeur de beſtiaux, du fermier, du marchand de bled, du braſſeur, &c. & de la vente duquel ils s'attendent à tirer un profit.

3°. Des matieres, ſoit abſolument brutes, ſoit plus ou moins manufacturées, qui ſervent à faire des habits, des meubles & des bâtimens, qui n'ont encore pris aucune de ces formes, mais qui reſtent entre les mains des producteurs, manufacturiers, merciers, drapiers, marchands de bois de charpente, charpentiers, menuiſiers, briquetiers, &c.

4°. De l'ouvrage fait & parfait qui eſt encore chez le marchand ou le manufacturier, & qui n'eſt pas encore vendu ni diſtribué à ceux qui doivent en uſer & le conſommer, tel qu'on en voit ſouvent dans les boutiques de ceux qui travaillent en fer, des ébéniſtes, des orfevres, des jouailliers, fayenciers, &c. Ainſi le capital circulant conſiſte dans les proviſions de vivres, les matieres & l'ouvrage fait de toute eſpece qui ſont entre les mains de leurs marchands reſpectifs, & dans l'argent qui eſt néceſſaire pour les faire circuler, & les diſtribuer à ceux qui finalement doivent en faire uſage & les conſommer.

De ces quatre parties, il y en a trois, les vivres ou denrées, les matieres & l'ouvrage fini, qui annuelle-

ment ou dans un intervalle de tems plus ou moins long, ſortent réguliérement du capital circulant, pour entrer dans le capital fixe, ou dans le fonds réſervé pour la conſommation immédiate.

Tout capital fixe vient originairement du capital circulant, & en a continuellement beſoin pour ſe maintenir. Toutes les machines & tous les inſtrumens utiles des métiers, viennent originairement d'un capital circulant, qui fournit les matieres dont ils ſont faits, & la ſubſiſtance des ouvriers qui les font. Il faut un capital de même nature pour leur entretien.

Aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant. Les machines & les inſtrumens de métiers les plus utiles, ne produiront rien ſans le capital circulant qui fournit les matieres ſur leſquelles ils ſont employés, & la ſubſiſtance des ouvriers qui les employent. Une terre, quelqu'améliorée qu'elle ſoit, ne rapportera point de revenu, ſans un capital circulant qui faſſe ſubſiſter les ouvriers qui la cultivent & en recueillent le produit.

La ſeule fin & le ſeul but des capitaux, tant fixe que circulant, eſt d'en-

tretenir & d'augmenter le fonds qu'on peut réserver pour la consommation immédiate. C'est ce fonds qui nourrit, habille & loge le peuple, dont la richesse ou la pauvreté dépend de l'abondance ou de la disette des choses que ces deux capitaux peuvent fournir au fonds réservé pour la consommation immédiate.

Une si grande partie du capital circulant, en étant continuellement détachée, pour être placée dans les deux autres branches du fonds général de la société, il exige à son tour une réparation continuelle, sans quoi il cesseroit bientôt d'exister. Ces réparations, il les tire principalement de trois sources, du produit des terres, de celui des mines & de celui des pêcheries; en effet, ces trois sources fournissent continuellement de nouvelles subsistances & de nouvelles matieres, dont une partie devient ensuite de l'ouvrage fait, & c'est ce qui remplace les vivres, les matieres & l'ouvrage fini qui se détache perpétuellement du capital circulant. On tire aussi des mines de quoi entretenir & augmenter la partie de ce capital, qui consiste en argent. Car quoique dans le

cours ordinaire des affaires, cette partie ne s'en détache pas nécessairement, comme les trois autres, pour entrer dans les deux autres branches du fonds général de la société, elle est cependant exposée à se consumer, & à dépérir comme tout le reste, quelquefois aussi à se perdre, ou à passer chez les étrangers, & par conséquent elle exige des réparations continuelles, quoique sans doute, moins considérables.

La terre, les mines & les pêcheries, ont besoin, pour être cultivées, d'un capital fixe & d'un capital circulant, & leur produit remplace avec un profit, non-seulement ces capitaux, mais tous les autres qui existent dans la société. Ainsi, le fermier remplace annuellement les vivres que le manufacturier a consumés, & les matieres qu'il a travaillées l'année d'auparavant, & le manufacturier remplace l'ouvrage fait, que le fermier a usé & consumé dans le même tems. C'est l'échange réel, qui se fait annuellement entre ces deux ordres d'hommes, quoiqu'il arrive rarement que le produit brut & le produit manufacturé soient échangés directement l'un contre l'autre, parce que le fermier vend rarement son

bled & ſon bétail, ſon chanvre & ſa laine à la même perſonne dont il achete des habits, des meubles & des inſtrumens de ſon métier. Il vend ſon produit brut pour de l'argent, avec lequel il peut acheter par-tout où il s'en trouve, le produit manufacturé dont il a beſoin. La terre remplace au moins en partie les capitaux employés aux pêcheries & aux mines. C'eſt le produit de la terre qui tire le poiſſon des eaux, & c'eſt avec le produit de ſa ſurface, qu'on tire les minéraux de ſes entrailles.

Si la fertilité naturelle de la terre, des mines & des pècheries eſt égale, leur produit eſt en proportion de l'étendue & de la bonne application des cacapitaux qu'on y employe. Quand les capitaux ſont égaux & également bien appliqués, il eſt en proportion avec leur fertilité naturelle.

Dans tous les pays où il y a quelque ſûreté, tout homme qui a le ſens ordinaire, tâchera d'employer le fonds dont il peut diſpoſer, à ſe procurer une jouiſſance actuelle ou un profit avenir. S'il le met à ſe procurer une jouiſſance actuelle, c'eſt un fonds réſervé pour ſa conſommation immédiate. S'il le place pour en avoir un profit avenir,

il faut qu'il le garde ou qu'il s'en désaisisse, pour se procurer ce profit. Dans le premier cas, c'est un capital fixe, & dans le second, c'est un capital circulant. A moins d'être dans un état de langueur absolu, chacun employe d'une de ces trois manieres, tout le fonds dont il peut disposer, soit qu'il soit à lui, soit qu'il l'ait emprunté.

Il est vrai, que dans ces pays infortunés, où les hommes craignent toujours la violence de leurs supérieurs, on enterre & on cache souvent une grande partie de son fonds, pour l'avoir tout prêt & l'emporter avec soi en lieu de sûreté, en cas qu'on soit menacé de quelqu'un de ces malheurs auxquels on se voit en tout tems exposé. On dit que cette pratique est commune en Turquie & dans l'Indostan, & je la crois en usage dans plusieurs autres gouvernemens de l'Asie. Elle semble l'avoir été parmi nos ancêtres, durant la violence du gouvernement féodal. La découverte des trésors passoit alors pour une partie non méprisable du revenu des plus puissans souverains de l'Europe. Ils s'approprioient des trésors cachés dans la terre, & sur lesquels personne ne pouvoit

prouver qu'il eût aucun droit. On ne les regardoit pas comme appartenant ni à celui qui les trouvoit, ni au propriétaire de la terre, à moins que le dernier n'y eût un titre par une clause particuliere ou expresse de sa charte. Ils étoient considérés sur le même pied que les mines d'or & d'argent, qui, sans une clause spéciale dans la charte, n'étoient pas supposées comprises dans la concession générale de la terre, quoique celles de plomb, de cuivre, d'étain & de charbon le fussent, comme choses d'une moindre conséquence.

CHAPITRE II.

De l'argent, considéré comme une branche particuliere du fonds général de la société, ou de la dépense pour l'entretien du capital national.

On a déja fait voir dans le premier livre, que le prix de la plus grande partie des marchandises se résout en trois parties, dont l'une paye le salaire du travail, l'autre les profits des fonds, & la troisieme, la rente de la terre; qu'il

qu'il y a véritablement quelques marchandises dont le prix n'est composé que des deux dernieres parties, le salaire du travail & les profits des fonds, & un très-petit nombre composé d'une seule, qui est le salaire du travail; mais que le prix de chaque marchandise se résout nécessairement en ces élémens, la partie qui ne va point à la rente ni au salaire, allant de toute nécessité au profit de quelqu'un.

On a observé que si la chose étoit vraie de chaque marchandise prise séparément, elle ne l'étoit pas moins de toutes les marchandises prises collectivement, & qui font le produit annuel de la terre & du travail de chaque pays. Tout le prix ou toute la valeur échangeable de ce produit, doit se résoudre dans les trois mêmes parties, & se distribuer parmi les habitans du pays, ou comme salaire de leur travail, ou comme profit de leurs fonds, ou comme rente de leurs terres.

Mais, quoique toute la valeur du produit annuel des terres & du travail de chaque pays se partage ainsi entre les habitans, & leur fasse un revenu, nous pouvons néanmoins distinguer deux sortes de revenus, le revenu

en gros, & le revenu net, par rapport à tout un grand pays, comme nous les diſtinguons lorſqu'il s'agit d'un bien particulier.

La rente en gros d'un bien particulier, comprend tout ce que paye le fermier; la rente nette eſt ce qui reſte franc & quitte au propriétaire, après en avoir défalqué les frais d'adminiſtration, des réparations & de toutes les autres charges néceſſaires; ou ce qui, ſans faire tort à ſon bien, peut être placé dans ſon fonds réſervé pour ſa conſommation immédiate, ou ce qu'il peut dépenſer ſur ſa table, en équipage, ornemens, meubles, & pour ſes plaiſirs & amuſemens particuliers. Sa richeſſe réelle eſt en proportion, non de ſa rente en gros, mais de ſon revenu net.

Le revenu en gros de tous les habitans d'un grand pays, comprend tout le produit annuel de leurs terres & de leur travail. Le revenu net eſt ce qui leur reſte franc & quitte, déduction faite de la dépenſe pour entretenir, premierement leur capital fixe, ſecondement, leur capital circulant, ou ce qui, ſans entamer leurs capitaux, peut être placé dans leur fonds réſervé pour la

consommation immédiate, c'est-à-dire, ce qu'ils peuvent dépenser pour leur subsistance, leurs commodités & leurs plaisirs. Leur richesse réelle est en proportion non de leur revenu en gros, mais de leur revenu net.

Tous les frais de l'entretien du capital fixe, doivent être évidemment exclus du revenu net de la société. Ni les matieres nécessaires pour tenir en état les machines & les instrumens des métiers, les bâtimens qui rapportent un profit, &c. ni le produit de ce travail nécessaire pour façonner ces matieres & leur donner la forme convenable, ne peuvent jamais en faire partie. Le prix de ce travail peut bien en faire partie, en ce que les ouvriers qu'on y employe peuvent placer toute la valeur de leur salaire dans leur fonds réservé pour la consommation immédiate. Mais dans les autres sortes de travail, & le prix & le produit vont à ces fonds, le prix à celui des ouvriers, le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les commodités & les plaisirs sont augmentés par le travail de ces ouvriers.

Le but du capital fixe est d'augmenter les pouvoirs productifs du travail.

ou de mettre le même nombre d'ouvriers en état de faire une plus grande quantité d'ouvrages. Dans une ferme où tous les bâtimens nécessaires, les hayes, les saignées, les communications, &c. sont dans le meilleur ordre, le même nombre d'ouvriers & de bestiaux qui servent au labour, fera donner à la terre un produit beaucoup plus considérable que ne le fera celui d'une ferme qui n'est pas si bien tenue, quoiqu'elle ait la même étendue de terre, & que ces terres soient tout aussi bonnes. Dans les manufactures, le même nombre d'ouvriers, aidés du secours des meilleures machines, fera une bien plus grande quantité de marchandises, que s'ils n'avoient que de mauvais ou de médiocres instrumens pour leur métier. Ce qu'on dépense à propos pour un capital fixe, de quelqu'espece qu'il soit, rentre toujours avec un grand profit, & le produit annuel en acquiert une valeur beaucoup plus grande que celle de l'entretien qu'exigent ces sortes d'améliorations. Cependant, cet entretien exige une certaine portion de ce produit annuel. Une certaine quantité de matieres, & le travail d'un certain nombre d'ouvriers,

qui auroient pu être employés l'une & l'autre à augmenter la nourriture, le vêtement & le logement, la subsistance & les commodités de la société, est ainsi détournée à un autre emploi, fort avantageux, à la vérité, mais bien différent de celui-là. C'est par cette raison que l'on regarde toujours comme très-utiles à la société, les progrès de la méchanique, en vertu desquels une même quantité d'ouvriers expédie une même quantité d'ouvrage, avec des machines plus simples & moins coûteuses. La quantité des matieres & le travail des ouvriers, qu'on employoit à l'entretien des machines plus compliquées & plus dispendieuses, peuvent être en partie appliqués à augmenter l'ouvrage qu'on faisoit avec des machines moins parfaites. Si l'entrepreneur d'une grande manufacture, qui met mille liv. st. par an à l'entretien de ses machines, peut réduire cette dépense à cinq cents liv. il mettra naturellement les cinq cents autres à se procurer plus de matieres & plus d'ouvriers; ainsi la quantité d'ouvrage augmentera, & avec elle les avantages & les commodités que la société peut en retirer.

Les frais de l'entretien du capital fixe dans un grand pays, ressemblent à ceux des réparations dans un bien particulier. La dépense des réparations peut souvent être nécessaire pour maintenir le produit d'un bien, & conséquemment pour le maintien de la rente en gros, & de la rente nette du propriétaire. Mais lorsqu'une administration mieux entendue diminue cette dépense, sans diminuer le produit, la rente en gros reste au moins la même qu'auparavant, & la rente nette est nécessairement plus forte.

Mais, quoique toute la dépense de l'entretien du capital fixe n'entre pas dans le revenu net de la société, il n'en est pas de même de la dépense pour l'entretien du capital circulant. Des quatre parties dont ce dernier capital est composé, savoir, l'argent, les vivres, les matieres & l'ouvrage fait, les trois dernieres, comme on l'a déja remarqué, en sortent régulierement, pour se placer dans le capital fixe de la société, ou dans son fonds réservé pour la consommation immédiate. Tout ce qui ne va pas à l'un, va nécessairement à l'autre, & fait partie du revenu net de la société. Ainsi, l'entretien de ces

trois parties du capital circulant, n'ôte, du revenu net de la société, aucune portion du produit annuel, hors celle qui est nécessaire pour l'entretien du capital fixe.

A cet égard, le capital circulant d'une société différe de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut absolument faire partie de son revenu net, qui gît toujours en entier dans ses profits. Mais quoique le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il peut néanmoins faire une partie du revenu net de la société. Il n'est pas possible que toutes les marchandises, qui sont dans la boutique d'un marchand, soient placées dans son fonds réservé pour la consommation immédiate; mais ils peuvent l'être dans celui des autres, qui, avec un revenu qu'ils tirent d'ailleurs, sont en état de lui remplacer réguliérement la valeur de ces marchandises avec un profit, sans endommager ni son capital ni le leur.

L'argent est donc la seule partie du capital circulant d'une société, dont l'entretien peut occasionner une diminution dans son revenu net.

Il y a beaucoup de ressemblance entre

le capital fixe & cette partie du capital circulant qui consiste en argent, à les considérer en tant qu'ils affectent le revenu net de la société.

Premierement, il faut une certaine dépense pour établir, & ensuite pour entretenir les machines & les instrumens des métiers, & quoique ces dépenses puissent faire une partie du revenu en gros, elles sont des déductions sur le revenu net de la société. Or il faut de même une certaine dépense, d'abord pour amasser, ensuite pour entretenir le fonds d'argent qui circule dans un pays, & cette double dépense est en déduction du revenu net de la société, quoiqu'elle puisse faire partie de son revenu en gros. Il y a une certaine quantité de matieres précieuses d'or & d'argent, & de travail recherché, qui, au lieu d'aller au fonds réservé pour la consommation immédiate, à la subsistance, aux commodités & amusemens des individus, est employée à l'entretien de ce grand, mais dispendieux instrument de commerce, par le moyen duquel la subsistance, les commodités & les amusemens se distribuent régulierement à chaque individu de la société dans les proportions convenables.

Secondement, les machines & les inſtrumens des métiers, &c. qui compoſent le capital fixe, ſoit d'un individu, ſoit d'une ſociété, ne font partie ni de leur revenu en gros, ni de leur revenu net: or l'argent, par le moyen duquel tout le revenu de la ſociété ſe diſtribue régulierement parmi ſes différens membres, ne fait pas lui-même partie de ce revenu. La grande roue de circulation eſt totalement différente des marchandiſes qu'elle fait circuler. Le revenu de la ſociété conſiſte tout entier dans ces marchandiſes, & non dans la roue qui ſert à leur circulation. En ſupputant le revenu en bloc ou le revenu d'une ſociété, il faut que de leur circulation annuelle d'argent & de marchandiſes, on déduiſe toute la valeur de l'argent, dont il n'y a pas un ſol qui puiſſe jamais faire partie, ni de l'un, ni de l'autre.

C'eſt la ſeule ambiguité du langage, qui peut faire paroître cette propoſition douteuſe ou paradoxale. Bien expliquée & compriſe, elle eſt preſqu'évidente par elle-même.

Lorſque nous parlons d'une ſomme d'argent particuliere, nous n'entendons ſouvent autre choſe que les pieces de

métal dont elle eſt compoſée, & quelquefois notre eſprit y ajoute un rapport obſcur, aux marchandiſes qu'on peut avoir en échange, ou le pouvoir d'acheter que donne cette ſomme. Ainſi, quand nous diſons que la monnoie qui circule en Angleterre a été ſupputée ſe monter à dix millions ſt. nous voulons ſeulement exprimer le montant des pieces de métal que quelques écrivains ont ſupputé, ou plutôt ſuppoſé, qui circuloient dans ce pays. Mais quand nous diſons qu'un homme a cinquante ou cent livres par an, nous voulons communément exprimer, non-ſeulement le montant des pieces de métal qu'on lui paye annuellement, mais encore la valeur des marchandiſes qu'il peut acheter ou conſommer. Nous voulons ordinairement déterminer par-là, quelle eſt ou doit être ſa maniere de vivre, ou quelle eſt la quantité ou la qualité des choſes néceſſaires & commodes, qu'il eſt en état de ſe procurer.

Lorſque par une ſomme d'argent particuliere, nous n'entendons pas ſeulement déſigner le montant des pieces de métal qui la compoſent, mais que nous renfermons dans ſa ſignification un certain rapport obſcur aux mar-

chandiſes qu'on peut avoir en échange de cette ſomme ; la richeſſe, ou le revenu énoncé en ce cas, eſt ſeulement égal à une des deux valeurs que le même mot dénote ainſi avec quelqu'ambiguité ; & il eſt plus proprement égal à la premiere de ces valeurs qu'à la derniere, à ce que l'argent peut procurer, qu'à l'argent même.

Ainſi, celui qui a une guinée de penſion par ſemaine, peut en acheter, durant le cours de la ſemaine, une certaine quantité de ſubſiſtance, de commodités & d'amuſemens. Sa richeſſe réelle, ſon revenu réel, par ſemaine, eſt grand ou petit en proportion de cette quantité. Il n'eſt certainement point égal, & à la guinée, & à ce qu'elle peut lui procurer, mais à l'une ou à l'autre de ces valeurs égales, & plutôt à la derniere qu'à la premiere.

Si on donnoit à la perſonne qui a cette penſion, non pas de l'or ni de l'argent, mais une lettre de change d'une guinée, ſon revenu conſiſteroit certainement moins proprement dans le morceau de papier, que dans ce qu'elle pourroit avoir en échange. Une guinée peut être conſidérée, comme un billet ſur tous les marchands du voiſinage,

tent principalement en deux articles: pour une certaine quantité de choses nécessaires & commodes. Le revenu de la personne à qui on la paye, consiste moins dans la piece d'or que dans ce qu'on peut se procurer avec elle, ou dans ce qu'on peut avoir en échange. Si on ne pouvoit l'échanger contre rien, elle seroit comme un effet sur un banqueroutier, & n'auroit pas plus de valeur qu'un chiffon de papier qui n'est bon à rien.

Quoique le revenu hebdomadaire ou annuel de tous les habitans d'un pays, leur puisse être, & leur soit souvent réellement payé de même en argent, cependant leur richesse & leur revenu réel, à tous tant qu'ils sont, doit être grand ou petit, en proportion de la quantité de marchandises de consommation, qu'ils peuvent acheter avec cet argent. Il est évident que ce revenu n'est point égal à l'argent, plus que les marchandises, mais seulement à l'une ou l'autre de ces deux valeurs, & plus proprement à la derniere qu'à la premiere.

Lors donc que nous exprimons le revenu d'une personne par le montant des pieces de métal qui lui sont

annuellement payées, c'eſt parce que le montant de ces pieces régle l'étendue de ſon pouvoir d'acheter, ou la valeur des marchandiſes qu'il a le moyen de conſommer. Nous conſidérons ſon revenu comme conſiſtant dans ce pouvoir d'acheter & de conſommer, & non dans les pieces qui le lui donnent.

Si la choſe eſt aſſez claire, par rapport à un individu, elle l'eſt encore davantage, par rapport à la ſociété en général. Le montant des pieces de métal, qui ſont annuellement payées à un individu, eſt ſouvent juſtement égal à ſon revenu, & par-là, il eſt la plus courte & meilleure expreſſion pour en ſignifier la valeur. Mais le montant des pieces de métal qui circulent dans une ſociété, n'eſt jamais égal au revenu de tous ſes membres. Comme la même guinée, qui paye aujourd'hui la penſion hebdomadaire de quelqu'un, peut payer demain celle d'un troiſieme, le montant des pieces de métal, qui circulent annuellement dans une ſociété, doit toujours être d'une beaucoup moindre valeur que tout l'argent des penſions qu'elles payent annuellement. Or, le pouvoir d'a-

cheter les marchandises qui peuvent être achetées successivement avec le total de ces pensions en argent, à mesure qu'elles viennent successivement à être payées, doit être toujours précisément de la même valeur que ces pensions, comme doit l'être aussi le revenu des différentes personnes auxquelles on les paye. Il n'est donc pas possible que ce revenu consiste dans ces pieces de métal, dont le montant est si fort au dessous de sa valeur, mais il consiste dans le pouvoir d'acheter, dans les marchandises qui peuvent être données successivement en échange, attendu la circulation de ces pieces de main en main.

Par conséquent, l'argent, cette grande roue de la circulation, ce grand instrument du commerce, est comme tous les autres instrumens des métiers. Quoiqu'il fasse une partie, & une partie fort précieuse, du capital, il n'en fait pas une du revenu de la société à laquelle il appartient, & quoique les pieces de métal, dont il est composé, distribuent à chacun son revenu, durant le cours de leur circulation annuelle, il est certain qu'elles n'en font point partie.

Troisiemement, une troisieme & derniere ressemblance entre les machines & les instrumens des métiers, &c. qui composent le capital fixe & la partie du capital circulant qui consiste en argent, c'est que, comme toute épargne dans l'établissement & l'entretien des machines, qui ne diminue point les pouvoirs productifs du travail, est une augmentation du revenu net de la société, de même toute épargne dans la dépense pour amasser & entretenir cette partie du capital circulant qui consiste en argent, est un avantage précisément de la même espece.

Il n'est pas mal aisé de concevoir, & on a déja expliqué ci-devant comment chaque épargne sur la dépense, pour entretenir le capital fixe, est une augmentation du revenu net de la société. Tout le capital de celui qui entreprend un ouvrage, se partage nécessairement en deux, son capital fixe & son capital circulant. Tout son capital demeurant le même, une des deux parties qui le composent, sera nécessairement d'autant plus grande, que l'autre sera plus petite. C'est le capital circulant qui fournit les matieres & le salaire du travail, & qui met

l'induſtrie en mouvement. Par conſéquent, chaque épargne qui ſe fait ſur la dépenſe, pour entretenir le capital fixe, ſans diminuer les pouvoirs productifs du travail, doit augmenter le fonds qui met l'induſtrie en mouvement, & par une ſuite néceſſaire, le produit annuel de la terre & du travail, qui eſt le revenu réel de la ſociété.

La ſubſtitution du papier à l'or & à l'argent monnoyé, remplace un inſtrument de commerce fort diſpendieux, par un autre qui coûte bien moins, & qui eſt quelquefois tout auſſi bon. La circulation vient à ſe faire par une nouvelle roue qui s'établit & qu'on entretient à beaucoup moins de frais que l'ancienne. Mais, comme on ne voit pas ſi aiſément tout de ſuite comment ſe fait cette opération, & comment elle tend à augmenter le revenu en gros, ou le revenu net de la ſociété, il ne ſera peut-être pas inutile de l'expliquer. Il y a différentes ſortes de papier-monnoie, mais les billets circulans des banques & des banquiers, en ſont l'eſpece la plus connue & celle qui paroît la mieux adaptée à cet uſage.

Lorſque les gens d'un pays ont une

affez grande confiance dans la fortune, la probité & la prudence d'un banquier particulier, pour croire qu'il eſt toujours prêt à payer à la premiere requiſition ces ſortes de billets quand on les lui préſente, alors ces billets ont le même cours que l'or & l'argent monnoyé, parce qu'on ne doute pas qu'on n'en faſſe de l'argent quand on voudra.

Un banquier particulier prête, parmi ſes pratiques, pour cent mille livres ſt. de billets. Comme ces billets ſervent à tous les mêmes uſages que l'argent, ſes débiteurs lui payent le même intérêt que s'il leur avoit prêté cette ſomme en argent; cet intérêt eſt la ſource de ſon gain. Quoiqu'il lui revienne continuellement quelques-uns de ces billets à payer, il y en a une partie qui continue de circuler des mois & des années de ſuite, & tandis qu'il a en général pour cent mille livres de billets dans la circulation, il ne lui faut ſouvent que vingt mille livres en argent pour faire honneur à tous ceux dont on lui demande le payement. Vingt mille livres ſont donc, par cette opération, tout l'office de cent mille. Ces billets opéreront les mêmes échanges, la même circulation, la même

diſtribution de marchandiſes de conſommation, qui ſe feroient avec cent mille livres d'argent monnoyé. Voilà, par conſéquent, quatre-vingt mille livres d'or & d'argent d'épargnés, & ſi la même opération ſe fait en même tems par pluſieurs banques & banquiers différens, toute la circulation pourra ſe faire avec la cinquieme partie de l'or & de l'argent qu'il auroit fallu ſans cela.

Suppoſons, par exemple, que tout l'argent circulant d'un pays, en tel tems, ſoit d'un million ſterling, & que cette ſomme ſuffiſe pour faire circuler tout le produit annuel de ſes terres & de ſon travail. Suppoſons encore que quelque tems après, diverſes banques & banquiers délivrent des billets payables au porteur, juſqu'à la concurrence d'un million, réſervant dans leurs différentes caiſſes deux cents mille livres pour faire face au courant, il reſtera dans la circulation huit cents mille livres en or & en argent, & un million de billets de banque, ou dix-huit cents mille livres, tant en papier qu'en argent. Mais le produit annuel des terres & du travail du pays, circuloit & ſe diſtribuoit aux conſom-

mateurs avec un ſeul million, avant ces opérations de banque, & comme elles ne peuvent augmenter tout de ſuite ce produit annuel, un million ſuffira de même après pour le faire circuler. Les marchandiſes à acheter & à vendre étant préciſément les mêmes qu'auparavant, la même quantité d'argent ſuffira pour qu'elles ſoient achetées & vendues. Le canal de la circulation, s'il m'eſt permis d'uſer de cette expreſſion, ſera préciſément le même qu'auparavant. Tout ce qu'on y verſera, au-delà de cette ſomme, ne peut y tenir & en ſortira. L'on y a verſé dix-huit cents mille livres, il en ſortira donc huit cents mille qui ſont l'excédent de ce qui peut être employé dans la circulation du pays; mais quoique cette ſomme ne puiſſe être employée au dedans, elle eſt trop importante pour la laiſſer oiſive. On l'enverra donc dehors pour y chercher quelqu'utile emploi qu'elle ne peut trouver dans l'intérieur du pays. Ce n'eſt pas le papier qu'on enverra, parce qu'on ne le recevroit point communément en payement loin des banques qui le délivrent, & loin d'un pays où le payement eſt exigible par la loi. Les huit cents mille livres

qui fortiront, feront donc en or & en argent, & le canal de la circulation demeurera rempli d'un million en papier, en place d'un million en métal qui le rempliffoit auparavant.

Cette fomme ne paffera pas pour rien chez les étrangers, & il ne faut pas s'imaginer que les propriétaires de cet argent leur en faffent préfent. Ils l'échangeront pour les marchandifes étrangeres, d'une forte ou d'une autre, afin de fournir à la confommation de quelqu'autre pays étranger, ou du leur.

Si avec cette fomme ils achetent des marchandifes dans un pays étranger pour fournir à la confommation d'un autre, ou s'ils la placent dans ce que nous appellons le commerce de tranfport, le profit qu'ils y feront fera une addition au revenu net de leur propre pays. Il fera comme un nouveau fonds créé pour faire un nouveau commerce, les affaires domeftiques fe faifant pour lors en papier, & l'or & l'argent étant convertis en un fonds pour ce nouveau commerce.

S'ils en achetent de quoi fournir à la confommation de leur propre pays, ils peuvent acheter, ou des marchandifes

propres à la consommation des gens qui ne font rien & qui ne produisent rien, des vins étrangers, par exemple, des soies étrangeres, &c. ou des marchandises qui fassent un nouveau fonds de matieres, d'outils & de vivres, pour faire subsister & employer un plus grand nombre de gens industrieux qui reproduisent, avec un profit, la valeur de ce qu'ils consomment annuellement.

Le premier emploi, pour les gens qui ne produisent rien, favorise la prodigalité, augmente la dépense de la consommation sans augmenter la production; ou sans établir aucun fonds permanent pour supporter cette dépense, & il est, à tous égards, préjudiciable à la société.

Le second favorise l'industrie, &, quoiqu'il augmente la consommation de la société, il procure un fonds permanent pour la supporter, ceux qui consomment reproduisant, avec un profit, toute la valeur de leur consommation annuelle; le revenu en gros de la société, le produit annuel de ses terres & de son travail, s'accroît de toute la valeur que le travail de ces ouvriers ajoute aux matieres sur lesquelles ils

s'exercent, & son revenu net augmente de ce qui reste de cette valeur, après en avoir déduit ce qui est nécessaire pour l'entretien des outils & des instrumens de leurs métiers.

Il est non-seulement probable, mais presqu'inévitable, que la plus grande partie de l'or & de l'argent qui sort ainsi par des opérations de banque, & dont on achete des marchandises étrangeres pour la consommation du dedans, soit placée en achats de la seconde espece, ou pour les gens utiles. Quoique certains particuliers puissent augmenter considérablement leur dépense, lorsque leur revenu n'augmente point du tout, c'est ce qu'on ne verra jamais arriver dans une classe ou un ordre d'hommes, parce que si les principes de la prudence ordinaire ne président pas toujours à la conduite de chaqu'individu, ils dirigent toujours celle de la majorité dans une classe ou un ordre d'hommes. Or le revenu de ceux qui ne font rien (à les considérer comme une classe à part) n'augmente nullement par ces opérations de banque: donc elles n'augmenteront pas beaucoup leur dépense en général, quoiqu'elles puissent le faire, & qu'elles le

faſſent réellement parmi quelques particuliers d'entr'eux. Ainſi les gens qui ne produiſent rien ne demandant que la même, ou à-peu-près la même quantité de marchandiſes qu'ils demandoient auparavant, il n'y aura qu'une très-petite partie de, l'argent qui ſort ainſi du pays, d'employée à l'achat des marchandiſes pour leur uſage. La plus grande partie de la ſomme ſera naturellement deſtinée à faire travailler l'induſtrie, & non à entretenir la fainéantiſe.

Quand nous ſupputons la quantité d'induſtrie que le capital circulant d'une ſociété peut employer, nous ne devons avoir égard qu'à trois des parties dans leſquelles il conſiſte, ſavoir, les vivres ou la ſubſiſtance, les matieres & l'ouvrage fait. Il faut toujours déduire l'argent qui eſt la quatrieme, & qui ne ſert qu'à faire circuler les trois autres. Pour mettre l'induſtrie en action, il faut trois choſes; des matieres à travailler, des outils pour le faire, & le ſalaire ou la récompenſe en vue de laquelle ſe fait l'ouvrage. L'argent monnoyé n'eſt ni une matiere à travailler, ni un inſtrument avec lequel on travaille; & quoique le ſalaire de

l'ouvrier lui ſoit communément payé en argent, ſon revenu réel conſiſte, comme celui de tous les autres hommes, non dans l'argent, mais dans ce qu'il vaut, non dans les pieces de métal, mais dans ce qu'on peut avoir en échange.

La quantité d'induſtrie qu'un capital peut employer, doit manifeſtement être égale au nombre d'ouvriers auxquels il peut fournir des matieres, des inſtrumens, & une ſubſiſtance convenables à la nature de l'ouvrage. On peut avoir beſoin d'argent pour acheter ces matieres, ces inſtrumens & cette ſubſiſtance; mais la quantité d'induſtrie que tout le capital peut employer, n'eſt certainement pas égale à l'argent qui achete, plus qu'aux matieres, &c. qui ſont achetées. Elle n'eſt égale qu'à une des deux valeurs, & plus proprement à la derniere qu'à la premiere.

Lorſque le papier tient la place de l'or & de l'argent monnoyé, la quantité de matieres, d'outils & de ſubſiſtance, peut être augmentée de toute la valeur de l'or & de l'argent qu'on avoit coutume de mettre à les acheter. Toute la valeur de la grande roue de circulation & de diſtribution eſt une

une addition aux marchandiſes qui circulent & ſe diſtribuent par le moyen de cette roue. L'opération reſſemble, en quelque ſorte, à celle de l'entrepreneur de quelque grand ouvrage, qui, en conſéquence d'une nouvelle perfection dans les méchaniques, ſupprime ſes anciennes machines, & ajoute la différence entre leur prix & celui des nouvelles à ſon capital, au fonds où il puiſe pour donner les matieres & le ſalaire à ſes ouvriers.

Il eſt peut-être impoſſible de déterminer quelle eſt la proportion de l'argent qui circule dans un pays, à toute la valeur du produit annuel qu'il fait circuler. Différens auteurs l'ont portée à un cinquieme, à un dixieme, à un vingtieme, & à un trentieme de cette valeur. Mais quelque petite que ſoit la proportion que l'argent circulant peut avoir avec toute la valeur du produit annuel, comme il n'y a jamais qu'une partie, & ſouvent qu'une petite partie de ce produit, qui ſoit deſtinée à faire aller l'induſtrie, la proportion de l'argent avec cette partie doit toujours être fort conſidérable. Lors donc que par la ſubſtitution du papier, l'or & l'argent néceſſaires pour

la circulation, sont réduits, je suppose, à la cinquieme partie de ce qu'il en falloit auparavant, si on ajoute seulement la plus grande partie des quatre autres cinquiemes au fonds destiné pour l'industrie, la quantité de cette industrie, & conséquemment le produit annuel des terres & du travail, doivent augmenter de beaucoup.

On a fait en Ecosse, depuis vingt-cinq à trente ans, une opération de cette nature, par l'érection de plusieurs compagnies de banque dans plusieurs villes considérables, & même dans quelques villages. Les effets en ont été précisément ceux que je viens de dire. Les affaires du pays se font presqu'entierement par le moyen du papier de ces différentes compagnies, qui sert communément pour les achats & les payemens de toute espece. L'argent ne paroît guere, si ce n'est dans le change d'un billet de banque de vingt schelings, & l'or paroît encore plus rarement. Mais quoique la conduite de ces compagnies n'ait pas été irréprochable, & qu'on ait été obligé de la régler par un acte du parlement, il est évident néanmoins que le pays a retiré un très-grand avantage de leur établissement.

J'ai entendu dire que, depuis la premiere érection des banques à Glasgow, le commerce de cette ville avoit doublé en quinze ans de tems, & que le commerce d'Ecosse avoit plus que quadruplé depuis la premiere érection qui s'est faite à Edimbourg de deux banques publiques, dont l'une, appellée banque d'Ecosse, fut établie par acte du parlement en 1695, & l'autre, appellée banque royale, le fut par une charte royale en 1727. Je ne prétends pas savoir si le commerce d'Ecosse en général, ni celui de Glasgow en particulier, ont réellement si fort augmenté dans un intervalle aussi court. Si la chose est vraie, cette seule cause, l'opération des banques, ne suffit pas pour rendre raison de l'effet; mais que le commerce & l'industrie ayent fait de grands progrès en Ecosse, & que les banques y ayent bien contribué, ce sont des faits dont on ne peut douter.

La valeur de l'argent monnoyé qui circuloit en Ecosse avant l'union en 1707, & qui fut porté immédiatement après à la banque d'Ecosse, pour la refonte, se montoit à 411, 117 liv. 10 sols 9 den. sterlings. On n'a pas eu le compte de la monnoie d'or qui fut

aussi portée à la banque. Mais il paroît par les anciens états de l'hôtel de la Monnoie d'Ecosse, que la valeur de l'or excédoit un peu celle de l'argent(*a*). Il y eut bon nombre de gens qui, par méfiance, ne porterent point leur argent, & il y avoit d'ailleurs quelque monnoie angloise qui n'étoit pas dans le cas de l'ordonnance. Toute la valeur de l'or & de l'argent qui circuloient en Ecosse, ne peut donc être estimée au dessous d'un million sterling. Cette somme paroît avoir fait presque toute la circulation du pays; car, quoique la circulation de la banque d'Ecosse, qui alors n'avoit point de rivale, fût considérable, elle semble n'avoir été qu'une bien petite partie de la circulation totale. On peut estimer que celle-ci ne se monte pas aujourd'hui en Ecosse à moins de deux millions, dont il n'y a probablement pas un demi-million en or & en argent. Mais, quoique l'or & l'argent qui circulent en Ecosse ayent souffert une si grande diminution, durant cet intervalle, il

(*a*) Voyez la préface de Rudiman sur les Diplomes, &c. d'Ecosse, par Anderson.

ne paroît pas qu'elle ait rien perdu de ſa richeſſe réelle & de ſa proſpérité; tant s'en faut, qu'au contraire ſes manufactures, ſon commerce, le produit annuel de ſes terres & de ſon travail, ſont évidemment en meilleur état.

C'eſt principalement en eſcomptant les lettres de change, ou en avançant de l'argent ſur elles avant leur échéance, que les banques & les banquiers mettent leurs billets dans le public. Ils commencent toujours par déduire ſur la ſomme qu'ils avancent, l'intérêt légal pour le tems à courir juſqu'à l'échéance. Quand elle arrive, le payement de la lettre rend à la banque ce qu'elle avoit avancé, avec un profit clair de l'intérêt. Le banquier qui avance au marchand, auquel il eſcompte une lettre de change, non de l'or & de l'argent, mais ſes billets, a l'avantage de pouvoir eſcompter pour une plus grande ſomme. La valeur totale de ſes billets, qu'il ſait être ordinairement dans la circulation, le met en état de faire un gain plus conſidérable, par l'intérêt qu'il peut tirer d'une ſomme équivalente à cette valeur.

Le commerce d'Ecoſſe, qui n'eſt pas fort grand à préſent, étoit encore bien

moindre lors du premier établissement des deux compagnies de banque, & ces compagnies n'auroient pas eu beaucoup d'affaires, si elles s'étoient bornées à escompter des lettres de change. C'est pourquoi elles inventerent une autre méthode, pour mettre leurs billets dans le public. Elles accorderent ce qu'elles appelloient des comptes de caisse, c'est-à-dire, qu'elles donnerent crédit jusqu'à la concurrence d'une certaine somme (deux ou trois mille liv. st. par exemple), à tout homme qui présenteroit deux personnes d'une réputation non équivoque, & possédant un bon bien en terre, pour être ses cautions, & répondre que tout l'argent qu'on lui avanceroit, jusqu'à la concurrence de la somme, seroit remboursé, quand on le demanderoit, avec l'intérêt légal. Je crois que les banques & les banquiers accordent communément de ces sortes de crédits, dans toutes les différentes parties du monde. Mais, autant que je puis le savoir, la facilité que donnent les compagnies de banque écossoises, pour le remboursement, leur est particuliere, & c'est peut-être la principale cause du grand commerce qu'elles font &

de l'avantage que le pays en a retiré.

Quiconque a un crédit de cette nature avec une de ces compagnies, peut rembourſer peu-à-peu la ſomme qu'il emprunte. Si c'eſt, par exemple, mille livres ſterlings il rendra vingt ou trente livres à la fois, & du jour où il rapportera cette petite ſomme, il n'en payera plus l'intérêt. De là vient que tous les marchands, & preſque tous les gens d'affaires, trouvent une grande commodité pour eux, à tenir des comptes de caiſſe, & qu'ils s'intéreſſent à favoriſer le commerce de ces compagnies, en recevant ſans difficulté tous les billets qui viennent d'elles, & en engageant tous ceux qui ont affaire à eux à les recevoir de même. Les banques, en général, avancent de l'argent par les billets qu'elles donnent. Ces billets, les marchands les donnent en payement aux manufacturiers pour des marchandiſes, ceux-ci les donnent aux fermiers pour des matieres & des vivres, les fermiers en payent la rente de leurs propriétaires, les propriétaires les donnent aux marchands pour les objets de commodité & de luxe qu'ils en achetent, & les marchands les reportent aux ban-

ques pour balancer leurs comptes de caiſſe, ou pour rembourſer ce qu'ils ont emprunté d'elles, & de cette maniere, ce ſont les billets de banque qui font toutes les affaires d'argent dans le pays.

Moyennant ces comptes de caiſſe, chaque marchand peut, ſans imprudence, faire un plus grand commerce qu'il ne le feroit autrement. Que deux marchands, l'un à Londres & l'autre à Edimbourg, employent des fonds égaux dans la même branche de commerce, je dis que le marchand d'Edimbourg peut, ſans imprudence, plus étendre ſon commerce, & employer plus de monde que le négociant de Londres. Il faut que ce dernier ait toujours par-devers lui une ſomme d'argent conſidérable, ſoit dans ſa caiſſe, ſoit dans celle de ſon banquier qui ne lui en paye pas l'intérêt, afin de répondre aux demandes qui lui viennent continuellement pour le payement des marchandiſes, qu'il achete à crédit. Suppoſons que cette ſomme ſe monte ordinairement à cinq cents livres ſt., il aura des marchandiſes dans ſon magaſin pour cinq cents livres de moins que s'il n'avoit pas été obligé de garder cette ſom-

me ſans l'employer. Suppoſons que généralement il ſe défaſſe une fois par an de tout le fonds qu'il a entre les mains, ou de marchandiſes, juſqu'à la valeur de tout ce fonds; comme il eſt forcé de garder une ſi grande ſomme ſans emploi, il achetera des marchandiſes pour cinq cents livres de moins qu'il n'eût fait ſans cela. Ses profits annuels doivent être moins conſidérables de ce qu'il auroit gagné par la vente d'une quantité de marchandiſes de la valeur de cette ſomme, & il n'employera pas, pour les mettre en état de vente, le nombre d'ouvriers qu'un fonds de cinq cents livres peut employer; d'un autre côté, le marchand, ou négociant d'Edimbourg, ne garde point d'argent ſans emploi pour faire ſes payemens. Il ſatisfait aux demandes qui lui viennent, par le moyen de ſon compte de caiſſe avec la banque, & il rembourſe, petit à petit, la ſomme qu'il lui doit, avec l'argent ou le papier qu'il reçoit dans l'occaſion de la vente de ſes marchandiſes. Avec le même fonds, il peut donc, ſans imprudence, avoir en tout tems, dans ſon magaſin, une plus grande quantité de marchandiſes que le négociant de

Londres; & par-là, il ſe trouve en état de faire un plus grand profit pour lui-même, & de donner de l'emploi à un plus grand nombre de gens induſtrieux, pour préparer les marchandiſes & les mettre en état de vente. De-là le grand avantage que le pays a tiré des banques.

On dira peut-être, que la facilité d'eſcompter les lettres de change, donne aux marchands anglois une commodité qui eſt équivalente aux comptes de caiſſe des marchands écoſſois. Mais il faut ſe ſouvenir que ces derniers ont également la reſſource de l'eſcompte, & qu'ils ont de plus que les premiers, leurs comptes de caiſſe.

Tout le papier-monnoie de toute eſpece, qui peut circuler aiſément dans un pays, ne peut jamais excéder la valeur de l'or & de l'argent dont il tient la place, ou qui circuleroit dans le pays (le commerce étant ſuppoſé le même), s'il n'y avoit point de papier-monnoie. Si des billets de vingt ſchelings, par exemple, ſont le moindre papier-monnoie qui ait cours en Ecoſſe, pour que le total de cette eſpece de papier courant y circule aiſément, il ne peut excéder la ſomme d'or & d'argent qui ſeroit néceſſaire pour les échanges an-

nuels de la valeur de vingt ſchelings & au deſſus, qui ſe font dans le pays. Si le papier qui circule excédoit une fois cette ſomme, comme l'excédent ne pourroit ſe répandre au dehors, ni être employé dans la circulation intérieure, il reviendroit tout de ſuite aux banques, pour être échangé contre de l'or & de l'argent. Pluſieurs perſonnes s'appercevroient ſur le champ, qu'ils auroient plus de ce papier qu'il n'en faudroit pour leurs opérations au-dedans, & qu'ils ne pourroient en faire uſage au-dehors, que l'étranger n'en voudroit point tant qu'il ſeroit en nature, & qu'ils n'en feroient rien, juſqu'à ce qu'il fût converti en or & en argent. De ce moment, l'on courroit aux banques pour cette converſion, tant qu'il y auroit de ce papier ſuperflu, & même quand il n'y en auroit plus, ſi les banques alarmoient le public par la difficulté & la lenteur du payement.

Outre les dépenſes communes à toute branche de commerce, telles que le loyer d'une maiſon, les gages des domeſtiques, des commis, &c. une banque en a de particulieres, qui conſiſ-

le premier, dans la dépense d'avoir toujours en caisse, pour faire honneur à ses billets, une grande somme d'argent qui ne rapporte point d'intérèt; le second, dans la dépense nécessaire pour remplir sa caisse, dès qu'elle est vuide.

Si une compagnie de banque délivre plus de papier qu'on ne peut en employer dans la circulation du pays, comme le trop lui revient continuellement à payer, elle doit augmenter la quantité d'or & d'argent qu'elle garde en tout tems en caisse; & il faut qu'elle l'augmente, non-seulement proportionnellement à l'excès de circulation de ses billets, mais au-delà de cette proportion, parce que la rapidité, avec laquelle ils lui reviennent, est encore plus grande, en proportion, que les excès dans leur quantité.

Quoique la caisse d'une telle compagnie doive être beaucoup plus garnie, elle doit cependant se vuider beaucoup plus vîte que si les affaires ne passoient pas les bornes raisonnables. Pour la remplir, il faut un courant de dépense, non-seulement plus violent, mais plus constant & moins interrompu. D'un autre côté, l'argent qui en

fort continuellement en si grande abondance, ne peut être employé dans la circulation du pays. Il prend la place d'un surplus de papier qui n'y peut entrer, & par conséquent, il n'y entrera pas non plus. Mais, comme on ne le laissera pas à rien faire, il passera dans le dehors, sous une forme, ou sous une autre, pour y trouver un emploi profitable qu'il ne trouve pas au-dedans, & comme cette exportation continuelle d'or & d'argent augmente la difficulté, elle augmente encore davantage la dépense que fait la banque pour trouver de quoi remplir ses coffres qui se vuident si rapidement. Elle force donc la dépense du second article encore plus que celle du premier.

Supposons que tout le papier d'une banque particuliere que la circulation du pays peut facilement absorber & employer, se monte exactement à quarante mille livres sterlings, & que, pour les payemens à faire dans l'occasion, elle soit obligée d'avoir toujours en caisse dix mille livres en or & en argent; si cette banque veut faire circuler quarante-quatre mille livres, les quatre mille livres qui sont au-delà de

ce que comporte la circulation, lui reviendront presqu'aussi-tôt qu'elle les aura donnés. Pour satisfaire aux demandes qui lui seront faites, cette banque doit donc avoir toujours dans ses coffres, non pas seulement onze mille, mais quatorze mille livres. Elle ne gagnera donc rien par l'intérêt de quatre mille livres qui sont de trop dans la circulation & elle perdra tous les frais nécessaires, pour ramasser continuellement quatre mille livres, qui sortiront toujours de sa caisse, aussi-tôt qu'ils y auront été mis.

Si chaque compagnie de banque avoit bien entendu son intérêt particulier, jamais la circulation n'eût été surchargée de papier-monnoye.

Pour avoir donné une trop grande quantité de papier, dont le trop revenoit continuellement pour être échangé contre de l'or & de l'argent, la banque d'Angleterre a été obligée, plusieurs années de suite, de faire frapper de la monnoie d'or depuis huit cents mille livres, jusqu'à un million sterling par an ou, tout au moins, jusqu'à huit cents cinquante mille livres. Vu l'état de frais & de dégradation où la monnoie d'or est tombée

depuis quelques années, la banque, pour faire ce monnoyage, a été souvent dans la néceſſité d'acheter de l'or en lingots à quatre livres ſterling l'once, qui, monnoyé, ne valoit plus que trois livres dix-ſept ſols dix deniers & demi, perdant ainſi entre deux & demi & trois pour cent ſur le monnoyage d'une auſſi grande ſomme. Quoique la banque ne payât point de ſeigneuriage, quoique la nouvelle monnoie fût frappée aux frais du gouvernement, cette libéralité ne put lui épargner des dépenſes conſidérables & inutiles.

Les banques d'Ecoſſe, en conſéquence d'une pareille profuſion de papier, ont été obligées d'avoir conſtamment des argents à Londres pour leur faire de l'argent, ordinairement à perte d'un & demi & deux pour cent. Cet argent leur étoit envoyé par des chariots, & le port étoit garanti par les voituriers. Pour cela il en coûtoit encore trois quarts d'un, ou quinze ſchelings par cent livres. Les agens n'étoient pas toujours capables de remplir les caiſſes, dès qu'elles étoient vuides. En ce cas, la reſſource des banques étoit de tirer ſur leurs correſpondans à Londres des

lettres de change pour la somme dont elles avoient besoin. Lorsque ces correspondans tiroient ensuite sur elles pour le payement de cette somme, y compris l'intérêt & la commission, dans la détresse où les avoit jetés leur circulation excessive, elles n'avoient quelquefois d'autre moyen de sortir d'embarras qu'en tirant de nouveau ou sur les mêmes, ou sur d'autres correspondans à Londres; & la meme somme, ou plutôt les lettres de change pour la même somme, faisoient souvent ainsi plus de deux ou trois voyages, la banque débitrice payant toujours l'intérêt & la commission sur toute la somme accumulée. Celles des banques même qui, en Ecosse, ne se sont jamais distinguées par une extrême imprudence, ont été quelquefois obligées de recourir à cette ressource ruineuse.

La monnoie d'or que donnoient la banque d'Angleterre ou les banques d'Ecosse en échange du papier qu'elles avoient mis de trop dans la circulation du pays, se trouvant également de trop dans cette même circulation, quelquefois on l'envoyoit chez l'étranger dans sa forme de monnoie, quelquefois on l'y envoyoit en lingots après

l'avoir fondue, & quelquefois on la vendoit auſſi en lingots à la banque d'Angleterre pour le haut prix de quatre livres l'once. C'étoit juſtement les plus nouvelles, les plus peſantes & les meilleures pieces qu'on choiſiſſoit pour fondre ou pour envoyer chez l'étranger. Dans le pays, & tandis qu'elles ne changeoient pas de forme, ces pieces qui peſoient davantage ne valoient pas plus que celles qui peſoient moins. Mais chez l'étranger, & dans le pays même, quand elles étoient fondues, elles avoient une plus grande valeur. La banque d'Angleterre vit avec étonnement que malgré la grande quantité de bonnes & nouvelles guinées qu'elle faiſoit frapper tous les ans, elle éprouvoit non-ſeulement la même diſette chaque année, mais que la monnoie d'or ſe détérioroit ſenſiblement au lieu de s'améliorer. Elle étoit chaque année dans la néceſſité de monnoyer à-peu-près la même quantité d'or; & comme le prix de l'or en lingots montoit toujours en conſéquence de la dégradation continuelle de la monnoie par le frai & par les rogneurs, la dépenſe de ce grand monnoyage annuel augmentoit tous les ans. Il faut obſer-

ver que la banque d'Angleterre, en fourniſſant ſes coffres d'argent monnoyé, eſt obligée indirectement d'en fournir tout le royaume où elle le verſe en beaucoup de différentes manieres. Ainſi tout l'argent qui manquoit pour ſoutenir cette exceſſive circulation du papier tant anglois qu'écoſſois, tous les vuides que cette circulation occaſionnoit dans l'argent néceſſaire du royaume, il falloit que la banque d'Angleterre les remplît. Il n'eſt pas douteux que les banques d'Ecoſſe n'ayent payé fort cher leur imprudence & leur inattention; mais la banque d'Angleterre a payé cher, nonſeulement pour ſa propre imprudence, mais encore pour celle de preſque toutes les banques écoſſoiſes qui a été pouſſée bien plus loin.

La hardieſſe de quelques faiſeurs de projets, qui n'ont pas ſu ſe borner dans leurs entrepriſes, a été la cauſe primitive de cette circulation exceſſive du papier-monnoie.

Ce qu'une banque peut avancer à propos à un marchand ou un entrepreneur, de quelque eſpece qu'il ſoit, n'eſt ni le capital entier avec lequel il fait ſes affaires, ni même une partie

confidérable de ce capital, mais feulement celle qu'il feroit obligé de garder autrement fans l'employer, ou de garder en argent comptant pour payer dans l'occafion ceux dont il fe trouve le débiteur. Si le papier-monnoie, avancé par la banque, n'excéde jamais cette valeur, il ne peut excéder la valeur de l'or & de l'argent qui circuleroient néceffairement dans le pays s'il n'y avoit point de ce papier, & jamais il n'iroit au delà de la quantité que la circulation du pays peut aifément abforber & employer.

Lorfqu'une banque efcompte à un marchand une lettre de change réelle, tirée par un créancier réel fur un débiteur réel qui la paye réellement à fon échéance, elle lui avance feulement une partie de la valeur qu'il eût été obligé, fans cela, de garder fans emploi & en argent comptant pour fatisfaire dans les occurrences à fes engagemens. Le payement de la lettre à fon échéance rend à la banque ce qu'elle a avancé avec l'intérêt de plus. La caiffe de la banque, tant que fes opérations fe bornent là reffemble à un étang d'où il fort continuellement un filet d'eau qui eft remplacé par un au-

tre parfaitement égal qui ne cesse d'y entrer, de maniere que l'étang reste toujours également ou à-peu-près également plein sans qu'il en coûte ultérieurement ni soin ni attention. Il ne faut que peu ou point de dépense pour que la caisse d'une telle banque soit toujours pleine.

Quoiqu'un marchand n'entreprenne rien au dessus de ses forces, il peut souvent avoir besoin d'une somme d'argent comptant, lors même qu'il n'a point de lettres de change à escompter. Si une banque, indépendamment de l'escompte qu'elle lui fait, lui avance d'autres sommes en lui donnant les mêmes facilités pour le remboursement que donnent les banques d'Ecosse, elle le dispense absolument de garder par-devers lui aucune partie de son fonds sans emploi & en argent comptant pour faire honneur à ses affaires; avec son compte de caisse, il a de quoi répondre à tout. Cependant la banque doit être fort attentive à observer si la somme des remboursemens partiels qu'elle reçoit de ses créditeurs dans un court espace de tems (par exemple, en quatre, cinq, six ou huit mois) est ou n'est pas égale aux avan-

ces qu'elle eſt dans l'uſage de leur faire. Si dans le cours de ces petits intervalles de tems la ſomme des rembourſemens de la part de certains créditeurs égale ordinairement celle des avances, elle peut leur continuer ſon crédit. Quoique ſa caiſſe puiſſe verſer beaucoup, elle doit recevoir au moins autant qu'elle verſe, de maniere que ſans autre ſoin ni attention elle eſt toujours également ou preſque également pleine, & qu'il ne faut preſque pas de dépenſe extraordinaire pour la remplir. Si au contraire la ſomme des rembourſemens faits par certains créditeurs, ſe trouve communément bien au deſſous des avances, la banque ne peut en ſûreté leur continuer ſon crédit. Ce qui ſort de ſa caiſſe étant beaucoup plus conſidérable que ce qui y entre, il faut continuellement de grands efforts de dépenſe pour empêcher qu'elle ne s'épuiſe.

Les compagnies de banque écoſſoiſes ont été long-tems fort attentives à exiger des rembourſemens fréquens & réguliers de tous leurs créditeurs, & ne ſe ſont pas ſouciées d'avoir des affaires avec les gens qui ne faiſoient pas ſouvent & réguliérement des opérations

avec elles, quelque fortune & quelque crédit qu'ils eussent d'ailleurs. Par cette conduite, outre l'avantage d'épargner presque toute dépense extraordinaire pour remplir leurs caisses, elles en ont gagné deux autres fort importans.

Premierement, par cette attention, elles étoient en état de juger passablement de la situation de leurs débiteurs, sans chercher de quoi s'en éclaircir ailleurs que dans leurs livres, la plupart des hommes étant réguliers ou irréguliers dans leurs payemens selon que leurs affaires vont bien ou mal. Un particulier qui prête son argent à une demi-douzaine ou une douzaine de personnes, peut par lui-même ou par autrui observer & rechercher constamment & exactement quelles sont les facultés & la conduite de chacun d'eux; mais une compagnie de banque qui peut-être prête à cinq cents personnes différentes, & dont l'attention est continuellement occupée par des objets d'une toute autre espece, ne peut être informée que par ses livres de la conduite & des moyens de la plupart de ses débiteurs. C'est probablement cet avantage qu'avoient en vue les ban-

ques écossoises en exigeant des leurs des remboursemens fréquens & réguliers.

Secondement, par cette attention, elles évitoient de tomber dans l'inconvénient de mettre plus de papier dans le public que la circulation du pays n'en pouvoit aisément absorber & employer. Quand elles voyoient que dans un intervalle de tems médiocre les remboursemens d'un de leurs créditeurs égaloient ordinairement les avances qu'elles lui avoient faites, elles pouvoient être assurées que le papier-monnoye qu'elles lui avoient donné n'avoit jamais excédé la quantité d'or & d'argent qu'il auroit été obligé sans cela de garder par-devers lui pour faire face dans l'occasion, & conséquemment que le papier-monnoie, qui avoit circulé par son moyen, n'avoit jamais excédé la quantité d'or & d'argent qui auroit circulé dans le pays, s'il n'y avoit point eu de papier-monnoie. La fréquence, la régularité & le montant de ses remboursemens, montroient assez qu'il n'y avoit aucun tems où leurs avances eussent excédé cette partie de son capital qu'il auroit été autrement obligé de garder sans l'em-

ployer, & en argent comptant pour répondre aux demandes ſurvenantes, c'eſt-à-dire, pour que rien ne troublât le deſſein de faire travailler conſtamment le reſte de ſon capital. Cette partie de ſon capital eſt la ſeule qui, dans un intervalle de tems médiocre, revienne continuellement à chaque créditeur ſous la forme d'argent, ſoit en papier, ſoit en monnoie, & qui ſorte continuellement de chez lui ſous la même forme. Si les avances de la banque avoient communément excédé cette partie de ſon capital, le montant ordinaire de ſes rembourſemens, dans un médiocre eſpace de tems, n'auroit pu égaler le montant ordinaire de ſes avances. Ce qui ſeroit entré dans ſa caiſſe par le moyen de ſes opérations, n'auroit pu égaler ce qui en ſeroit ſorti par la même voie. Comme les avances du papier de banque auroient excédé la quantité d'or & d'argent que le créditeur eût été obligé d'avoir chez lui ſans ces avances, elles auroient bientôt excédé toute la quantité d'or & d'argent qui (en ſuppoſant le même commerce) auroit circulé dans le pays s'il n'y avoit point eu de papier-monnoie, & par conſéquent

quent elles auroient excédé auſſi la quantité que la circulation du pays pouvoit aiſément abſorber & employer. Dès-lors l'excès de ce papier-monnoie ſeroit retourné ſur le champ à la banque pour être échangé contre de l'argent. Ce ſecond avantage, quoiqu'auſſi réel, n'a peut-être pas été ſi bien ſenti que le premier par toutes les compagnies de banque Ecoſſoiſes.

Lorſque par la commodité de l'eſcompte & des comptes de caiſſe, les honnêtes négocians d'un pays ſont affranchis de la néceſſité de garder une partie de leurs fonds en argent comptant pour ſatisfaire aux demandes qui leur ſurviennent, ils ne peuvent raiſonnablement attendre de ſecours ultérieurs des banques & des banquiers, qui ne peuvent aller plus loin ſans nuire à leur intérêt, quand elles ont été juſques-là. Il eſt contre l'intérêt d'une banque, d'avancer à un marchand la plus grande partie du capital circulant avec lequel il commerce. Quoique ce capital lui revienne continuellement ſous la forme d'argent, & qu'il ſorte continuellement de ſes mains ſous la même forme, cependant le total des retours eſt trop éloigné du total des dé-

penſes, & la ſomme de ces rembourſemens ne peut égaler, dans de médiocres intervalles de tems, tels qu'ils conviennent à la banque, la ſomme des avances qu'il en a reçues. La banque eſt encore moins en état de lui avancer une partie conſidérable de ſon capital fixe; par exemple, du capital qu'un entrepreneur de forge employe à établir ſa forge & ſa fonderie, ſes atteliers & ſes magaſins, les bâtimens où il loge ſes ouvriers, &c. de celui de la perſonne qui entreprend d'exploiter une mine, de défricher une terre, & de la mettre en valeur, &c. les retours du capital fixe ſont preſque toujours beaucoup plus lents que ceux du capital circulant, & avec quelque prudence & quelque jugement que ces ſortes de dépenſes ſoient faites, il eſt rare qu'elles rentrent avant un certain nombre d'années, intervalle de beaucoup trop long pour convenir à une banque. Il n'eſt pas douteux que les négocians & les autres entrepreneurs ne puiſſent très-bien recourir à des emprunts d'argent pour l'exécution d'une grande partie de leurs projets. Mais pour la ſûreté de leurs créanciers, il faut que leur propre capital ſoit ſuffi-

ſant pour répondre de celui qu'on leur prête, ou que toutes les probabilités ſoient que le créancier ne perdroit rien, quand même le ſuccès de l'entrepriſe ne ſeroit pas, à beaucoup près, ſi heureux qu'on ſe l'étoit promis. Mais avec cette ſûreté même, ce n'eſt point à une banque qu'il faut emprunter un argent qui ne peut être rembourſé que pluſieurs années après. Il faut l'emprunter ſur une obligation, ou une hypotheque, à des particuliers qui veulent vivre de l'intérêt de leur argent, ſans prendre eux-mêmes la peine d'employer le capital, & qui par cette raiſon ne demandent pas mieux que de prêter ce capital à des gens ſolvables, qui le garderont pluſieurs années. Véritablement ce ſeroit un créancier fort commode pour les négocians & les entrepreneurs, qu'une banque qui prêteroit ſon argent ſans frais de papier timbré, ni de contrat, & avec les facilités que les compagnies de banque écoſſoiſes donnent pour le rembourſement; mais ces négocians & entrepreneurs ſeroient certainement les débiteurs les plus incommodes pour une telle banque.

Il y a actuellement plus de vingt-

cinq ans que le papier-monnoie, sorti des compagnies de banque écossoises égaloit, ou plutôt surpassoit de quelque chose, ce que la circulation du pays peut aisément absorber & employer. Il est donc vrai que pendant tout ce tems-là ces compagnies ont donné aux négocians & autres entrepreneurs d'Ecosse, tous les secours qu'elles pouvoient leur donner sans se porter préjudice à elles-mêmes, & comme elles ont été même un peu plus loin, elles ont subi la perte, ou plutôt la diminution de profit qu'elles ne manquent jamais d'essuyer pour peu qu'elles passent la mesure. Ces marchands & entrepreneurs, qui avoient tiré tant de secours des banques & des banquiers, ont voulu en tirer encore davantage. Ils imaginoient, ce semble, que les banques pouvoient étendre leurs crédits à toutes les sommes dont ils avoient besoin, sans être obligées de faire d'autre dépense que celle de quelques rames de papier. Ils se plaignoient des vues étroites, & de l'esprit timide des directeurs qui, disoient-ils, n'entendent pas les crédits qu'ils font en proportion de l'extension du commerce du pays, ce qui vouloit dire,

ſans doute, que ces banques ne ſe prê-toient point à leurs projets de commer-ce qu'ils étendoient au delà de ce qu'ils pouvoient faire, ſoit avec leur propre capital, ſoit avec celui qu'ils avoient le crédit d'emprunter des particuliers par la voie ordinaire de l'obligation & de l'hypotheque. Les banques, ſe-lon eux, étoient obligées en honneur, de ſuppléer à ce qu'ils ne pouvoient trouver par cette voie. Cependant les banques n'étoient pas du même avis, & comme elles refuſoient d'étendre leurs crédits, quelques-uns de ces né-gocians eurent recours à un expédient qui, pour un tems, les ſervit auſſi effi-cacement, quoiqu'à plus grands frais, qu'auroit pu le faire la plus grande ex-tenſion de crédits de la part des ban-ques; cet expédient n'étoit autre cho-ſe que la reſſource bien connue, de tirer réciproquement les uns ſur les au-tres. Il y avoit long-tems qu'on la connoiſſoit en Angleterre, & on dit que la pratique en a été pouſſée fort loin, durant le cours de la derniere guerre où les grands profits du com-merce donnoient de violentes tenta-tions de trop embraſſer. D'Angleterre cette pratique a paſſé en Ecoſſe où elle

a été pouſſée encore beaucoup plus loin, en proportion du commerce borné & du peu de capital du pays.

Cette pratique eſt ſi connue de tous les gens d'affaires, qu'on regardera peut-être comme inutile d'en donner aucune explication. Mais comme ce livre peut tomber entre les mains de pluſieurs perſonnes qui ne ſont pas dans les affaires, & comme les gens d'affaires même n'entendent peut-être pas généralement comment elle influe ſur le commerce des banques, je tâcherai de l'expliquer auſſi nettement qu'il me ſera poſſible.

Lorſque les loix barbares de l'Europe refuſoient leur autorité aux contrats que les marchands paſſoient enſemble, il s'établit entr'eux des coutumes qui, durant le cours des deux derniers ſiecles, ont été adoptées dans toutes les loix des nations européennes, & qui ont donné de ſi grands privileges aux lettres de change, qu'on avance plus volontiers de l'argent ſur elles que ſur toute autre eſpece d'obligation, ſur-tout quand elles ſont payables à un terme auſſi court que celui de deux ou trois mois après leur date. Si à l'échéance celui qui accepte une lettre de change ne la paye pas dès qu'elle lui eſt pré-

ſentée, de ce moment il ſe trouve en faillite. Alors la lettre de change eſt proteſtée & retourne au tireur, lequel s'il n'en paye pas auſſi-tôt le montant, ſe trouve également en faillite. Si avant d'arriver à la perſonne qui la préſente à l'accepteur, elle a paſſé dans les mains de pluſieurs autres qui en ont ſucceſſivement avancé le contenu l'une à l'autre, ſoit en argent, ſoit en marchandiſes, & qui pour en accuſer le reçu l'ont toutes endoſſée chacune à leur tour en écrivant leurs noms ſur le dos de la lettre, chaque endoſſeur devient reſponſable du contenu au propriétaire de la lettre, & s'il manque à payer, dès là même il eſt auſſi en faillite. Quand le tireur, l'accepteur & les endoſſeurs ſeroient tous gens d'une réputation équivoque, la briéveté du terme ne laiſſe pas de donner quelque confiance au propriétaire de la lettre. Il peut être vraiſemblable qu'ils deviendront tous banqueroutiers ; mais ce ſeroit grand hazard s'ils le devenoient tous en ſi peu de tems. La maiſon menace ruine, ſe dit à lui-même un voyageur fatigué, mais il y auroit bien du malheur ſi elle tomboit cette nuit. Ainſi je riſquerai d'y coucher.

Supposons qu'A., négociant à Edimbourg, tire sur B., résidant à Londres, une lettre de change payable à deux mois de date. Dans le fait, B. résidant à Londres ne doit rien à A. résidant à Edimbourg, mais il consent d'accepter la lettre d'A., sous la condition qu'avant le terme du payement il tirera sur A. pour la même somme, avec l'intérêt & la commission, une autre lettre de change, aussi payable à deux mois de date. En conséquence, B. de Londres, avant l'expiration des deux premiers mois, tire cette lettre sur A. d'Edimbourg, qui avant l'expiration des deux nouveaux mois, tire encore sur B. une seconde lettre aussi payable à deux mois de date, & avant l'expiration de ces deux mois, B. de Londres tire encore sur A. d'Edimbourg une autre lettre payable pareillement à deux mois de date. Ce manege a duré quelquefois non-seulement plusieurs mois, mais plusieurs années de suite, la lettre revenant toujours sur A. d'Edimbourg grossie de l'intérêt & de la commission de toutes les lettres précédentes. L'intérêt étoit de cinq pour cent par an, & la commission n'alloit pas à moins d'un & demi pour cent sur chaque traite. Cette commission étant ré-

pétée plus de six fois dans l'année, tout l'argent que leve A. d'Edimbourg par cet expédient doit lui avoir coûté quelque chose de plus que huit pour cent par an, & quelquefois beaucoup plus, savoir, quand le prix de la commission est venu à augmenter, ou quand il a été obligé de payer l'intérêt de l'intérêt & de la commission des lettres précédentes. On appelloit cette pratique lever de l'argent par circulation.

Dans un pays où les profits ordinaires des fonds appliqués à la plupart des projets mercantilles sont supposés aller de six à dix pour cent, ce devoit être une spéculation singulierement heureuse que celle dont le produit pouvoit non-seulement rembourser les frais énormes que coûtoit l'argent ainsi emprunté pour la suivre, mais rapporter encore un bon surplus de profit pour l'auteur; cependant il y eut plusieurs projets vastes & étendus qui furent entrepris & suivis pendant plusieurs années sans autre fonds que l'argent qu'on se procuroit si cherement. Les auteurs de ces projets, dans leurs beaux rêves d'or, voyoient sans doute très-distinctement ce grand profit. Quoiqu'il en soit, je crois qu'ils ont eu rarement

le bonheur de le trouver à leur réveil, c'est-à dire, lorsqu'ils sont arrivés à la fin de leurs projets, ou lorsqu'ils ont cessé d'être en état de les pousser plus loin.

A. d'Edimbourg ne manquoit pas d'escompter régulierement avec quelque banque ou banquier d'Edimbourg les lettres de change qu'il tiroit sur B. de Londres, avant qu'elles fussent dues, & B. n'étoit pas moins exact à escompter avant l'échéance celle qu'il tiroit sur A., soit avec la banque d'Angleterre, soit avec d'autres banquiers de Londres. Tout ce qui étoit avancé à Edimbourg sur ces lettres circulantes l'étoit en papier des banques écossoises, & ce qui étoit avancé à Londres quand on les escomptoit à la banque d'Angleterre, l'étoit en papier de cette banque. Quoique les lettres sur lesquelles on avoit avancé ce papier fussent toutes remboursées à leur tour, chacune à leur échéance; cependant la valeur qui avoit été réellement avancée sur la premiere lettre, ne revenoit jamais aux banques qui l'avoient avancée, parce qu'avant l'échéance de chaque lettre on en tiroit toujours une autre dont le montant étoit un peu

plus haut que celui de la lettre qui alloit bientôt être payée, & que pour le payement de l'ancienne, il falloit nécessairement escompter la nouvelle. Ce payement étoit donc absolument fictif, & ce qui étoit réellement sorti des caisses des banques, par le moyen de ces lettres circulantes, n'y rentroit jamais.

Le papier donné sur ces lettres se montoit dans plusieurs occasions à tout le fonds destiné à conduire quelque projet vaste & étendu d'agriculture, de commerce ou de manufacture, & il ne se bornoit point à la partie du capital que l'entrepreneur auroit été obligé de garder par-devers lui sans emploi & en argent comptant pour faire honneur à ses affaires, s'il n'y avoit point eu de papier-monnoie. La plus grande partie de ce papier excédoit conséquemment la valeur de l'or & de l'argent qui auroit circulé dans le pays, supposé qu'il n'y eût pas eu de papier-monnoie. Il excédoit donc ce que la circulation du pays pouvoit aisément absorber & employer, & par cette raison il revenoit tout de suite aux banques pour être échangé contre de l'or & de l'argent qu'elles prenoient où

elles pouvoient. C'étoit un capital que les faiseurs de projets avoient adroitement imaginé de tirer de ces banques, non seulement à leur insu & sans leur consentement, mais peut-être encore sans qu'elles se doutassent aucunement qu'elles eussent réellement avancé ce capital.

Lorsque deux personnes qui tirent continuellement l'une sur l'autre, escomptent leurs billets avec le même banquier, il découvre sur le champ leur manœuvre, & voit clairement qu'ils commercent, non avec leur propre capital, mais avec le sien. Mais cette découverte n'est pas si facile quand ils escomptent leurs lettres, tantôt avec un Banquier, tantôt avec un autre, & quand les deux mêmes personnes ne tirent pas toujours réciproquement l'une sur l'autre, mais qu'elles parcourent quand l'occasion s'en présente, un grand cercle de faiseurs de projets, qui croyent qu'il y va de leur intérêt de s'aider les uns les autres dans cette maniere de faire de l'argent, & d'augmenter ainsi le plus qu'il se peut, la difficulté de distinguer entre une lettre de change réelle & une fictive, entre une lettre tirée par un créancier

réel fur un débiteur réel, & une lettre pour laquelle il n'y auroit proprement de créancier réel que la banque qui l'efcompteroit, ni de débiteur réel, que le faifeur de projets qui fe ferviroit de l'argent. Lors même qu'un banquier découvre cette collufion, il eft peut-être trop tard. Peut-être a-t-il déja efcompté de ces lettres de change pour de fi grandes fommes, qu'en refufant d'en efcompter déformais il feroit néceffairement beaucoup de banqueroutiers, & qu'en ruinant les autres il fe ruineroit lui-même. Dans cette fituation périlleufe, il peut juger qu'il eft néceffaire pour fon intérêt & fa fûreté, de continuer encore quelque tems, en tâchant cependant de fe retirer infenfiblement, & de faire pour cela de jour en jour de plus grandes difficultés d'efcompter, afin de forcer les faifeurs de projets à recourir à d'autres banques, ou à d'autres moyens de faire de l'argent, & de fe tirer ainfi de la preffe le plutôt qu'il pourra. Les difficultés que la banque d'Angleterre, plufieurs banquiers de Londres & les plus fages banques d'Ecoffe, commencerent à faire pour l'efcompte, n'alarmerent pas feulement les faifeurs de pro-

jets, elles les mirent en fureur. Ils parloient de leurs affaires, comme si elles avoient été celles de tout le pays, & parce qu'ils se trouvoient fort gênés par la réserve prudente & nécessaire des banques, ils disoient que le malheur public venoit de l'ignorance, de la pusillanimité & de la mauvaise conduite des banques, qui secondoient mesquinement les entreprises patriotiques de ceux qui faisoient tous leurs efforts pour embellir, améliorer & enrichir le pays. Dans leur idée, les banques devoient prêter autant, & pour aussi long-tems qu'ils pouvoient le desirer. Cependant les banques en refusant de donner plus de crédit à ceux auxquels elles n'en avoient déja que trop donné, prirent le seul parti qui leur restoit pour sauver leur propre crédit & celui du public.

Au milieu de ces clameurs & de cette détresse, il s'éleva une nouvelle banque, établie expressément pour remédier au mal dont on se plaignoit. Le dessein étoit généreux; mais l'exécution fut imprudente, & peut-être qu'on ne connoissoit pas bien la nature & les causes de la maladie. Cette banque accorda des comptes de caisses, & es-

compta les lettres de change avec plus de facilité qu'aucune autre ne l'avoit jamais fait. Il sembloit qu'elle ne fît aucune distinction entre les lettres réelles & circulantes; elle les escomptoit toutes également. Elle avoit pour principe déclaré, d'avancer sur une caution raisonnable, tout le capital à employer dans les améliorations, dont les retours sont les plus lents & les plus éloignés, telles que les améliorations des terres. On disoit même que le but principal de son institution étoit de les encourager. Sa libéralité, par rapport aux comptes de caisse & aux escomptes des lettres de change, mit dans le public une grande quantité de ses billets de banque. Mais la plus grande partie de ces billets étant de trop dans la circulation, qui ne pouvoit les absorber & les employer, lui revenoit sur le champ pour être échangée contre de l'or & de l'argent. Ses coffres ne furent jamais assez pleins; le capital qu'on fit à cette banque, à deux différentes souscriptions, se montoit à 160, 000 liv. sterl. dont on payoit seulement 80 au lieu de 100. Cette somme devoit être payée à différentes fois. La plupart des propriétaires, en faisant leur premier

payement, ouvrirent un compte de caiſſe avec la banque, & les directeurs, ſe croyant obligés de les traiter auſſi honnêtement que le public, leur permirent d'emprunter ſur ce compte de caiſſe, ce qu'ils fournirent de capital à tous les payemens ſuivans : par ces ſortes de payemens, on ne faiſoit donc que mettre dans une caiſſe, ce qu'on venoit de prendre le moment d'auparavant dans une antre. Mais quand les coffres de cette banque auroient été auſſi pleins qu'on pouvoit le deſirer, ſon exceſſive circulation les auroit vuidés bien plus vîte qu'on n'auroit pu les remplir par tout autre expédient que le moyen ruineux de tirer ſur Londres, & de payer à l'échéance, avec l'intérêt & la commiſſion, par une autre traite ſur la même place. Mais comme ſes coffres étoient ſi mal fournis, on dit qu'il ne fallut que quelques mois pour la réduire à cette mauvaiſe reſſource. Les biens des propriétaires de cette banque valoient pluſieurs millions, & par leur ſouſcription, à l'obligation primitive, ou contrat de banque, ils les avoient réellement hypothéqués pour répondre à tous ſes engagemens. Malgré ſa trop grande facilité, elle ſe

ſoutint plus de deux ans, par le grand crédit que lui donnoit un cautionnement de cette valeur. Lorſqu'elle fut obligée de s'arrèter, elle avoit dans la circulation environ deux cents mille livres en billets de banque. Pour ſoutenir la circulation de ces billets, qui lui revenoient auſſi-tôt qu'ils étoient lâchés, elle eut conſtamment recours à la pratique de tirer ſur Londres des lettres de change, dont le nombre & la valeur alloient toujours en croiſſant, & qui, à la fin du compte, ſe montoient à plus de ſix cents mille livres ſterl. Cette banque, en un peu plus de deux ans, avoit donc avancé à différentes perſonnes au-delà de huit cents mille livres à cinq pour cent. Peut-être pourroit-on regarder ces cinq pour cent, ſur les deux cents mille livres qui circuloient en billets de banque, comme un gain clair, ſans autre déduction que les frais d'adminiſtration. Mais ſur les ſix cents mille livres, pour leſquelles elle tiroit continuellement ſur Londres, elle payoit en intérêt & en commiſſion au-delà de huit pour cent, & conſéquemment elle perdoit plus de trois pour cent ſur les trois quarts de toutes ſes opérations.

Il ſemble que ces opérations ayent produit un effet tout oppoſé à celui qu'avoient en vue ceux qui eurent l'idée & la direction de la banque. Il paroît qu'ils ſe propoſoient de ſeconder les entrepriſes patriotiques, ou par eux ſuppoſées telles, qui ſe faiſoient dans différentes parties du royaume, & en même tems d'attirer toutes les affaires à eux, pour ſupplanter toutes les autres banques d'Ecoſſe, particulierement celles d'Edimbourg, dont la lenteur à eſcompter les lettres de change avoit déplu. Il n'eſt pas douteux que les ſpéculateurs n'ayent tiré de cette banque un ſoulagement paſſager, qui les a mis en état de pouſſer leurs entrepriſes deux ans de plus, mais ils n'ont fait par-là que s'endetter davantage, & conſommer tant leur propre ruine, que celle de leurs créanciers. Ainſi, au lieu de guérir le mal qu'ils s'étoient attiré à eux & à leur pays, ils l'ont aggravé à la longue par l'uſage d'un remede pernicieux. Il auroit bien mieux valu pour eux, pour leurs créanciers & pour leur pays, que la plupart d'entr'eux euſſent été obligés de s'arrêter deux ans plutôt. Le ſecours paſſager que cette banque leur a donné, eſt devenu pour les au-

tres banques, un bien réel & permanent. Tous ceux qui négocioient avec les lettres de change que ces autres banques efcomptoient avec tant de répugnance, n'ont pas manqué de s'adreffer à la nouvelle, où ils étoient reçus à bras ouverts. Elles ont pu fortir ainfi aifément de ce cercle fatal, d'où elles ne fe feroient jamais dégagées autrement fans une perte confidérable, & peut-être même fans tomber jufqu'à un certain point dans le difcrédit.

Ces opérations ont donc augmenté à la longue le mal réel qu'elles prétendoient guérir, & ont fervi efficacement les banques rivales qu'on vouloit fupplanter.

Au premier établiffement de cette banque, l'opinion de quelques perfonnes étoit qu'avec quelque rapidité que fe vuidât fa caiffe, elle pourroit fe remplir facilement par l'argent qu'on feroit fur les cautionnemens de ceux auxquels elle auroit avancé des billets. Je crois que l'expérience ne tarda pas à les convaincre que cette méthode de faire de l'argent étoit beaucoup trop lente pour répondre à leurs vues, & que la caiffe, fi mal remplie dans l'origine, & fi prompte à fe vuider, ne pouvoit fe

remplir par d'autre voie, que l'expédient ruineux de tirer ſur Londres, & de payer à l'échéance par d'autres traites ſur la même place avec l'intérêt & la commiſſion accumulés. Mais quoique cette reſſource lui procurât de l'argent auſſi-tôt qu'elle en manquoit, au lieu d'y faire un profit, elle perdoit néceſſairement ſur chaque opération, de maniere qu'à la longue il falloit qu'elle ſe ruinât, comme compagnie commerçante, quoique peut-être moins promptement, par la pratique plus diſpendieuſe de la traite réciproque : elle ne pouvoit pas mieux réuſſir par l'intérêt du papier, qui, excédant ce que la circulation du pays pouvoit abſorber & employer, lui revenoit pour être échangé contre de l'or & de l'argent, tout auſſi-tôt qu'elle l'avoit délivré, & pour le payement duquel elle étoit continuellement obligée d'emprunter de l'argent. Au contraire, toute la dépenſe qu'elle faiſoit pour cet emprunt, pour avoir des agens qui cherchaſſent des perſonnes en état de prêter, pour négocier avec ces perſonnes, pour paſſer des obligations avec elles, retomboit néceſſairement à ſa charge, & étoit une perte évidente ſur la balance de ſes

comptes. On peut comparer le projet de remplir ſes coffres par cette voie, à l'idée d'un homme qui auroit un étang d'où il ſe feroit continuellement un écoulement d'eau qui ne ſeroit réparé par aucune ſource conſtante, & qui prétendroit le tenir toujours plein par le moyen d'une multitude de gens qui iroient prendre de l'eau dans un puits, à quelques milles de diſtance, & qui ſeroient continuellement occupés à en apporter pour remplacer celle qui ſortiroit de l'étang.

Mais quand cette opération eût été non-ſeulement praticable, mais utile à la banque, conſidérée comme compagnie commerçante, bien loin que le pays en pût tirer aucun avantage, il devoit y perdre conſidérablement. Elle ne pouvoit nullement augmenter la quantité d'argent à prêter. Tout ce qui en réſultoit, c'eſt que la banque devenoit un bureau général de prêt pour tout le pays, & que ceux qui étoient dans le cas d'emprunter, s'adreſſoient à elle plutôt qu'à des particuliers. Mais il n'eſt pas probable qu'une banque, qui prête peut-être à cinq cents perſonnes, dont la plupart ſont peu connues des directeurs, ſoit plus judicieuſe dans

le choix de ses débiteurs, que les particuliers qui prêtent à un petit nombre de gens, dans lesquels ils ont de bonnes raisons de mettre leur confiance. Les débiteurs d'une banque, telle que je viens de la crayonner, devoient être naturellement, pour la plupart, des faiseurs de projets chimériques, des gens à tirer réciproquement les uns sur les autres des lettres de change circulantes, à mettre de l'argent à de folles entreprises, qui ne pouvoient jamais réussir avec tous les secours qu'on leur donnoit, & qui, quand elles auroient réussi, n'étoient pas capables de les indemniser de ce qu'elles leur avoient coûté réellement, ni de leur rapporter un fonds assez considérable pour entretenir une quantité de travail égale à celle qu'ils y avoient employée. Il est naturel, au contraire, que les débiteurs sages & rangés des particuliers employent l'argent qu'ils empruntent à des entreprises modestes, proportionnées à leurs capitaux, qui n'ayent rien de grand & de merveilleux, mais qui soient solides & profitables, qui rendent ce qu'on y a mis, & qui le rendent avec usure, de manière qu'elles produisent un fonds capable d'entretenir

une beaucoup plus grande quantité de travail, que celle qu'il a fallu pour les amener à bien. Ainſi cette opération, qui ne pouvoit nullement augmenter le capital du pays, ſervoit uniquement à en tranſporter une grande partie de chez les gens propres à le faire valoir par leur ſageſſe & leur économie, à d'autres qui ſe perdoient par des entrepriſes imprudentes & ruineuſes.

Le fameux M. Law étoit du ſentiment que l'induſtrie d'Ecoſſe languiſſoit faute d'argent pour la mettre en œuvre. Il paroît avoir imaginé qu'en établiſſant une banque d'une eſpece particuliere, qui donneroit du papier juſqu'à la valeur de toutes les terres du pays, il remédieroit à ce beſoin d'argent. Lorſqu'il propoſa ſon projet, le parlement d'Ecoſſe ne jugea pas à propos de l'adopter. Le duc d'Orléans, alors régent de France, l'adopta enſuite avec quelques variations. L'idée qu'on pouvoit multiplier le papier-monnoie preſque à l'infini, étoit le véritable fondement de ce qu'on appelle le ſyſtême de Miſſiſſipi, projet de banque & d'agiotage le plus extravagant qu'on ait peut-être jamais vu. Les différentes opérations de ce projet ont été expli-

quées si complettement, si clairement & si nettement par M. de Verney, dans son examen des réflexions politiques sur le commerce & les finances de M. du Tot, que je n'en dirai rien ici. Les principes sur lesquels il étoit fondé, ont été exposés par M. Law, même dans un discours sur l'argent & le commerce, qu'il publia en Ecosse, lorsqu'il en fit la premiere proposition. Les idées magnifiques, mais visionnaires, qu'il étale dans cet ouvrage & dans quelques autres, font encore impression aujourd'hui sur plusieurs personnes, & ont peut-être contribué en partie à cet excès, dans les opérations de banque, dont on s'est plaint depuis peu en Ecosse & ailleurs.

La banque d'Angleterre est la plus grande banque de circulation qu'il y ait en Europe. Elle fut incorporée, en conséquence d'un acte du parlement, par une charte du grand sceau, datée du 27 Juillet 1694. Elle avança alors au gouvernement la somme d'un million deux cents mille livres sterlings, pour une annuité de cent mille livres, ou pour quatre-vingt-seize mille livres d'intérêt annuel, & quatre mille livres pour les frais d'administration. Le crédit

dit du nouveau gouvernement, établi par la révolution, devoit être bien bas puiſqu'il étoit obligé d'emprunter à ſi gros intérêt.

En 1697, on permit à la banque d'augmenter ſon fonds d'un million, mille cent ſoixante-onze livres dix ſols, ce qui ſe faiſoit, diſoit-on, pour ſoutenir le crédit public. En 1696, les tailles avoient été à quarante, cinquante & ſoixante pour cent de perte, & les billets de banque à vingt pour cent. Pendant la grande refonte de l'argent, à laquelle on procédoit alors, la banque avoit jugé à propos d'interrompre le payement de ſes billets, ce qui les fit néceſſairement tomber dans le diſcrédit.

En conſéquence de l'acte de la ſeptieme année de la reine Anne, c. VII, la banque avança & paya à l'échiquier la ſomme de quatre cents mille livres ſterlings, faiſant en tout la ſomme d'un million ſix cents mille livres, qui avoit été avancée ſur la même annuité originaire, de quatre-vingt-ſeize mille livres d'intérêt, & quatre mille livres de frais d'adminiſtration; d'où il ſuit qu'en 1708 le gouvernement avoit auſſi bon crédit que les particuliers, puiſqu'il

pouvoit emprunter au même taux de six pour cent, qui étoit l'intérêt ordinaire & légal de ce tems-là. En conséquence du même acte, la banque annulla pour un million sept cents soixante-quinze mille vingt-sept livres dix-sept sols dix deniers & demi de billets de l'échiquier, à six pour cent d'intérêt, & il lui fut permis en même tems de prendre des souscriptions pour doubler son capital. Ainsi en 1708, le capital de la banque se montoit à quatre millions, quatre cents deux mille trois cents quarante-trois livres, & elle avoit avancé au gouvernement la somme de trois millions trois cents soixante-quinze mille vingt-sept livres dix-sept sols dix deniers & demi.

Par un appel de quinze pour cent en 1709, il fut fait un fonds de six cents cinquante-six mille deux cents quatre livres un sol neuf deniers, & par un second appel de dix pour cent en 1710, il en fut fait un autre de cinq cents un mille quatre cents quarante huit livres douze sols onze deniers. Moyennant ces deux appels, le capital de la banque se montoit à cinq millions cinq cents cinquante-neuf mille neuf cents quatre-vingt-quinze livres quatorze sols huit deniers.

En conséquence de l'acte de la huitieme année de George I, c. XXI, la banque acheta de la compagnie de la Mer du sud, un fonds qui se montoit à quatre millions de livres; & en 1722, en conséquence des souscriptions qu'elle avoit prises pour se mettre en état de faire cette acquisition, son capital fut augmenté de trois millions quatre cents mille livres. A cette époque, la banque avoit donc avancé au public neuf millions trois cents soixante-quinze mille vingt-sept livres dix-sept sols dix deniers & demi, & son capital ne se montoit qu'à huit millions neuf cents cinquante-neuf mille neuf cents quatre-vingt-quinze livres, quatorze sols huit deniers. Ce fut alors que la somme qu'elle avoit avancée au public, & dont elle tiroit l'intérêt, commença à excéder son capital, ou la somme pour laquelle elle payoit un dividende aux propriétaires de ces fonds; ou, en d'autres termes, ce fut en cette occasion qu'elle commença d'avoir un capital sans dividende, outre celui dont elle partageoit le produit. Elle a toujours continué depuis d'en avoir un. En 1746, la banque avoit avancé au public en différentes circonstances, onze

millions six cents quatre-vingt-six mille huit cents livres, & son capital en actions étoit monté, par divers appels & souscriptions, à dix millions sept cents quatre-vingt mille livres: depuis ce tems là l'état de ces deux sommes est resté le même. En conséquence de l'acte de la quatrieme année de George III, c. XXV, la banque consentit à payer au gouvernement, pour le renouvellement de sa Charte, cent-dix mille liv. sans intérêt ni remboursement, somme qui, par conséquent, n'augmenta aucune des deux autres.

Le dividende de la banque a varié suivant les variations du taux de l'intérêt qu'elle a reçu en différens tems, pour l'argent qu'elle avoit avancé au public, & aussi à raison d'autres circonstances particulieres. Ce taux de l'intérêt a graduellement été réduit de 8 à 3 pour cent. Pendant quelques-unes des années dernieres, le dividende de la banque a été à 5 & demi pour cent.

La stabilité de la banque d'Angleterre est égale à celle du gouvernement britannique. Il faut que toutes les avances qu'elle a faites au public, soient perdues avant que ses créanciers y per-

dent rien. Toute autre compagnie de banque ne peut être établie en Angleterre par acte du parlement, ni être composée de plus de six associés. Elle n'agit pas seulement comme une banque ordinaire, mais comme une grande machine d'Etat. Elle reçoit & paye la plus grande partie des annuités, due aux créanciers du public. Elle fait circuler les billets de l'échiquier, & avance au gouvernement le montant des taxes annuelles sur les terres & sur la drêche, taxes qui souvent ne sont payées que plusieurs années après. Dans ces différentes opérations, ses engagemens envers le public peuvent l'avoir obligée quelquefois à surcharger la circulation de papier-monnoie, sans qu'il y ait de la faute de ses directeurs. Elle escompte aussi les lettres de change des négocians, & en diverses occasions elle a soutenu le crédit des principales maisons, non-seulement d'Angleterre, mais de Hambourg & de Hollande. On dit qu'en une semaine elle a une fois avancé pour cela environ un million six cents mille livres, la plus grande partie en lingots. Je ne prétends pas garantir ni la grandeur de la somme, ni la brieveté du tems. D'au-

tres fois cette grande compagnie s'eſt trouvée réduite à payer en pieces de ſix pences.

Les opérations les plus judicieuſes de la banque, peuvent donner plus d'activité à l'induſtrie, non en augmentant le capital d'un pays, mais en mettant une plus grande partie de ce capital en action & en valeur. Cette partie de ſon capital, qu'un commerçant eſt obligé de garder par-devers lui pour répondre aux demandes qui ſurviennent, eſt véritablement un fonds mort, qui, tant qu'il reſte en cet état, ne produit rien pour lui, ni pour ſon pays. Les ſages opérations d'une banque, le mettent en état de convertir ce fonds mort en un fonds vivant & productif, en matieres, en inſtrumens pour travailler & en ſubſiſtance pour les ouvriers, en un mot, en un fonds qui produit quelque choſe pour lui-même & pour ſon pays; la monnoye d'or & d'argent qui circule dans un pays, & par le moyen de laquelle le produit de ſes terres & de ſon travail circule & ſe diſtribue aux conſommateurs, n'eſt pas moins un fonds mort, que l'argent qu'un commerçant garde par-devers lui. C'eſt une partie précieuſe du capital

du pays qui ne produit rien pour le pays. La banque, en mettant du papier à la place d'une grande partie de cet or & de cet argent, fait qu'une grande partie d'un fonds qui seroit mort, devient un fonds agissant & productif, un fonds qui produit quelque chose au pays. On peut comparer justement l'or & l'argent qui circulent dans un pays, à un grand chemin qui sert à transporter & voiturer au marché tous les fourrages & tout le bled du pays, mais qui ne produit pas un seul brin, ni de l'un ni de l'autre. Une banque sage, en établissant (si on me permet une métaphore aussi violente) un chemin dans les airs, donne le moyen de convertir, pour ainsi dire, une bonne partie des grands chemins en pâturages & en terres à bled, & d'augmenter par là considérablement le produit des terres & du travail. Il faut cependant convenir que quoique le commerce & l'industrie du pays puissent être augmentés, ils ne peuvent être aussi parfaitement assurés, lorsqu'ils sont ainsi portés sur les aîles dédaliennes du papier-monnoie, que quand ils voyagent sur le terrein solide de l'or & de l'argent. Outre les accidents auxquels ils sont exposés par la

mal-adresse des conducteurs de ce papier, il y en a plusieurs autres dont la prudence & l'habileté de ces guides ne peuvent les garantir.

S'il arrive, par exemple, une guerre malheureuse où l'ennemi s'empare du capital, & par conséquent, de ce trésor qui soutenoit le crédit du papier-monnoie, le désordre sera bien plus grand dans le pays dont toute la circulation se faisoit en papier, que dans celui qui en faisoit la plus grande partie en argent. L'instrument ordinaire du commerce ayant perdu sa valeur, les échanges ne pourront plus s'y faire que par troc, ou sur crédit. Toutes les taxes ayant été ordinairement payées en papier, le prince n'aura pas de quoi payer ses troupes, ni de quoi fournir ses magasins, & l'état du pays sera beaucoup plus désespéré que si la circulation s'étoit faite en or & en argent. Un prince jaloux de voir ses domaines toujours en état de défense, doit par conséquent se tenir en garde, non-seulement contre la multiplication excessive du papier-monnoie, qui ruine les banques d'où il sort, mais encore contre celle qui met ces banques dans le cas de faire aller la plus grande partie

de la circulation par le moyen du papier.

On peut regarder la circulation de chaque pays, comme partagée en deux différentes branches, ſavoir, la circulation des marchands entr'eux, & la circulation entre les marchands & les conſommateurs. Quoique les mêmes pieces de monnoie, ſoit en papier, ſoit en métal, puiſſent être employées, tantôt dans l'une, & tantôt dans l'autre, cependant comme toutes deux vont conſtamment leur train dans le même tems, pour que chacune d'elles ſe faſſe, il faut un certain fonds de monnoie, d'une eſpece ou d'une autre. La valeur des marchandiſes qui circulent entre les différens marchands, ne peut jamais excéder la valeur de celles qui circulent entre les marchands & les conſommateurs, tout ce qu'achetent les premiers étant finalement deſtiné à être vendu aux ſeconds. La circulation qui ſe fait en gros entre les marchands, exige en général une grande ſomme pour chaque affaire qu'ils font enſemble. Il n'en faut, au contraire, que de petites pour celle qui eſt établie entre les marchands & les conſommateurs, parce qu'elle ſe fait en détail.

Souvent il ne faut qu'un ſcheling ou même un demi-penny ; mais les petites ſommes circulent beaucoup plus vîte que les grandes. Un ſcheling change plus ſouvent de maîtres qu'une guinée, & un demi-penny plus ſouvent qu'un ſcheling. Ainſi, quoique les achats annuels de tous les conſommateurs égalent, au moins en valeur, ceux de tous les marchands, ils peuvent ſe faire avec une bien moindre quantité de monnoie, les mêmes pieces ſervant, par une circulation plus rapide, à beaucoup plus d'achats d'une eſpece que de l'autre.

Le papier-monnoie peut être réglé de maniere qu'il ne ſerve guere qu'à la circulation entre les marchands, ou qu'il s'étende auſſi à une grande partie de celle qui ſe fait entr'eux & les conſommateurs. Si, comme à Londres, il n'y a point de billets de banque au deſſous de dix livres ſterl. dans la circulation, le papier-monnoie ſe concentre beaucoup dans les mains des marchands. Un conſommateur qui a dans les ſiennes un billet de banque de dix livres, eſt généralement obligé de le changer à la premiere boutique où il veut acheter pour cinq ſchellings de

marchandiſes, de ſorte que le billet revient au marchand avant que le conſommateur ait dépenſé la quarantieme partie de l'argent. Si, comme en Ecoſſe, il y a dans la circulation des billets de banque pour de petites ſommes, telles que vingt ſchellings, le papier-monnoie s'étend à une grande partie de la circulation entre les marchands & les conſommateurs. Avant l'arrêt du parlement qui a ſupprimé les billets de banque de quinze ſchellings, cette circulation étoit encore plus chargée de papier-monnoie. On voyoit communément dans l'Amérique Septentrionale du papier de cours, pour la valeur d'un ſeul ſchelling, & dans l'Yorkshire, il y en avoit de la valeur de ſix pences.

Lorſque l'uſage des billets de banque eſt permis, & communément en vogue pour d'auſſi petites ſommes, pluſieurs perſonnes du bas peuple peuvent & oſent devenir banquiers. Celui qui ne pourroit faire accepter de perſonne ſes propres billets pour cinq livres ſterlings, ou même pour vingt ſchelings, trouvera des gens qui les recevront, & qui ſe feroient ſcrupule de les refuſer, s'ils ne ſont que pour

un demi-penny. Mais les banqueroutes fréquentes auxquelles sont nécessairement exposés ces sortes de banquiers pauvres & misérables, peuvent occasionner beaucoup de dommage, & sont quelquefois une véritable calamité pour les pauvres gens qui ont reçu leurs billets en payement.

Il vaudroit peut-être mieux qu'il n'y eût aucune partie du royaume, où l'on délivrât des billets de banque pour moins de cinq livres sterl. Le papier-monnoie se concentreroit alors par-tout, dans la circulation, entre les marchands, comme il fait aujourd'hui à Londres où l'on n'en reçoit pas au dessous de la valeur de dix livres, quoiqu'avec cinq livres on n'ait peut-être ailleurs guere plus que la moitié des marchandises qu'on se procure à Londres avec dix livres; cependant on regarde autant à cinq livres dans la plus grande partie du royaume, qu'à dix livres à Londres, & il est aussi rare d'y dépenser cinq livres à la fois que d'en dépenser dix à Londres, au milieu de la profusion qui regne dans cette capitale.

Il faut observer qu'il y a toujours abondance d'or & d'argent dans les en-

droits où le papier-monnoie ne circule guere qu'entre les marchands, comme on le voit à Londres. Si, comme en Ecosse & encore plus dans l'Amérique, il circule beaucoup entre les marchands & les consommateurs, il bannit presque entierement l'argent du pays, presque toutes les affaires du commerce intérieur s'y faisant avec du papier. L'argent est moins rare en Ecosse depuis la suppression des billets de banque de quinze schelings, & il le seroit probablement encore moins, si on y supprimoit ceux de vingt schelings. On dit que l'or & l'argent ont été plus communs en Amérique depuis la suppression de quelques-uns des papiers de cours de nos colonies, & qu'ils l'avoient été aussi davantage avant l'établissement de ces papiers.

Quand le papier-monnoie se concentreroit presqu'entierement parmi les marchands, les banques & les banquiers ne laisseroient pas de donner à l'industrie & au commerce du pays à-peu-près les mêmes secours qu'ils lui donnoient avant que presque toute la circulation se fît en papier. L'argent comptant qu'un marchand est obligé de garder par-devers lui pour satisfaire aux

demandes qui lui surviennent, n'a d'autre destination que la circulation entre lui & les autres marchands dont il achete des marchandises; il n'a pas besoin d'en garder pour la circulation entre lui & les consommateurs qu'il fournit, & qui lui apportent de l'argent comptant, au lieu de lui en ôter. Ainsi, quand on ne permettroit le papier-monnoie que pour des sommes qui le concentreroient en très-grande partie parmi les marchands, l'escompte des lettres de change réelles, & les emprunts sur les comptes de caisse, mettroient toujours les banques & les banquiers à même d'affranchir les marchands de la nécessité d'avoir chez eux une partie considérable de leurs fonds sans emploi, & en argent comptant, pour répondre aux demandes qui peuvent leur survenir. Ces marchands pourroient encore en tirer toute l'assistance que ces sortes d'établissemens peuvent raisonnablement prêter à des commerçans de toute espece.

Empêcher les particuliers de recevoir en payement les billets à vue d'un banquier, pour une somme grande ou petite, lorsqu'ils veulent bien s'en contenter, ou empêcher un banquier de

donner de ces ſortes de billets à ceux qui conſentent à les accepter, c'eſt, peut-on dire, une violation manifeſte de cette liberté naturelle que le but des loix eſt de protéger & non d'enfreindre. Il n'eſt pas douteux que de pareils réglemens ne puiſſent être conſidérés comme violant, à certains égards, la liberté naturelle. Mais les loix de tous les gouvernemens, des plus libres auſſi bien que des plus deſpotiques, doivent réprimer l'exercice de la liberté naturelle dans quelques individus, lorſque l'uſage qu'ils en feroient peut mettre en danger la ſûreté de la ſociété toute entiere. L'obligation d'élever des murs mitoyens, pour prévenir la communication du feu, eſt une violation de la liberté naturelle, précilément du même genre que les réglemens qu'on propoſe ici pour le commerce des banques.

Un papier-monnoie, conſiſtant en billets de banque donnés par des gens bien accrédités, payable à vue ſans aucune condition, & en effet toujours payé dès qu'on le préſente, eſt à tous égards d'une valeur égale à l'or & à l'argent, puiſqu'en tout tems on peut en faire de l'or & de l'argent. Tout

ce qu'on achete ou qu'on vend pour ce papier, doit nécessairement être acheté ou vendu aussi bon marché que si on le payoit avec de l'or & de l'argent.

On a dit que l'augmentation du papier-monnoie, en augmentant la quantité & en diminuant par conséquent la valeur du cours en total, faisoit nécessairement monter le prix des marchandises en argent. Mais comme la quantité d'or & d'argent qu'on ôte du cours, est toujours égale à la quantité de papier qu'on y ajoute, le papier-monnoie n'augmente pas nécessairement la quantité du cours entier. Depuis le commencement du dernier siecle jusqu'à présent, les vivres n'ont jamais été meilleur marché en Ecosse qu'en 1759, quoique par la circulation des billets de banque de quinze schelings, il y eût alors dans le pays plus de papier-monnoie qu'aujourd'hui. La proportion entre le prix des vivres en Angleterre, & celui qu'ils se vendent en Ecosse est actuellement la même qu'elle étoit avant la grande multiplication des banques écossoises. Le bled n'est souvent pas plus cher en Angleterre qu'en France, quoiqu'il y ait beaucoup de papier-monnoie en An-

gleterre & fort peu en France. En 1751 & 1752, lorſque M. Hume publia ſes diſcours politiques, & auſſitôt après la grande multiplication du papier-monnoie en Ecoſſe, le prix des vivres hauſſa ſenſiblement, ce qui venoit probablement des mauvaiſes années, & non de la multiplication du papier.

Véritablement il n'en ſeroit pas de même d'un papier-monnoie, conſiſtant en billets dont le payement immédiat dépendroit à quelque égard ou de la bonne volonté de celui qui les délivreroit, ou d'une condition que le porteur ne ſeroit pas toujours en état de remplir, ou dont le payement ne ſeroit exigible qu'au bout d'un certain nombre d'années, & qui cependant ne porteroit point intérêt. Un tel papier-monnoie baiſſeroit néceſſairement au deſſous de la valeur de l'or & de l'argent, ſelon que la difficulté ou l'incertitude d'en obtenir le payement immédiat ſeroit ſuppoſée plus ou moins grande, ou ſelon que le tems auquel il ſeroit exigible ſeroit plus ou moins éloigné.

Il y a quelques années que les différentes compagnies de banque écoſſoi-

ses étoient dans l'usage d'insérer dans leurs billets ce qu'ils appelloient une clause optionnelle, par laquelle elles promettoient le payement au porteur, ou aussi-tôt qu'il seroit présenté, ou, au choix des directeurs, six mois après la présentation, en payant l'intérêt légal pour ces six mois. Les directeurs de quelques-unes de ces banques se prévalurent de cette clause, & ils menacerent quelquefois d'en profiter, si ceux qui leur demandoient de l'or & de l'argent en échange d'un grand nombre de leurs billets ne vouloient pas se contenter d'une partie de ce qu'ils demandoient. Les billets de ces compagnies de banque formoient alors la plus grande partie du cours d'Ecosse que cette incertitude du payement dégradoit nécessairement au dessous de la valeur de l'or & de l'argent monnoyé. Tant que dura cet abus (qui regna principalement en 1762, 1763 & 1764), le change, qui étoit au pair entre Londres & Carlisle, étoit quelquefois à quatre pour cent de perte pour Dunfreis entre cette ville & Londres, quoique Dunfreis ne fût qu'à trente milles de Carlisle. C'est que les lettres de change se payoient en or & en argent à Car-

lisle, au lieu qu'à Dunfreis elles se payoient en billets des banques écossoises, & que ces billets perdoient quatre pour cent par l'incertitude de pouvoir les échanger contre de la monnoie d'or & d'argent. Le même acte de parlement qui supprima les billets de banque de quinze schelings, supprima aussi cette clause optionnelle, & remit ainsi le change entre l'Angleterre & l'Ecosse à son taux naturel, ou à ce qu'il pouvoit être naturellement par le cours du commerce & des remises.

Dans l'Yorkshire, le payement d'un billet de 6 pences dépendoit quelquefois de la condition que le porteur du billet apportoit à celui qui le délivroit en monnoie d'une guinée, condition qu'il étoit souvent fort difficile de remplir, & qui devoit nécessairement rabaisser le cours du papier au dessous de l'or & de l'argent monnoyés. En conséquence un acte du parlement déclara illégales toutes ces sortes de clauses, & supprima, comme en Ecosse, tous les billets au porteur au dessous de la valeur de vingt schelings.

Le papier de cours de l'Amérique septentrionale, ne consistoit pas en billets payables au porteur & à vue, mais

dans un papier d'état, dont le payement n'étoit exigible que plusieurs années après la date; & quoique les gouvernemens ne payassent pas d'intérêt aux porteurs de ce papier, ils ne laissoient pas de le déclarer & de le rendre par le fait une offre légale de payement pour la somme qu'il énonçoit. Mais en accordant toute la sûreté imaginable du coté de la colonie, cent livres sterlings, par exemple, qui ne sont payables qu'au bout de quinze ans, dans un pays où l'intérêt est à six pour cent, ne valent guere plus que soixante livres d'argent comptant. Ainsi obliger un créancier à les recevoir comme parfait payement d'une dette de cent livres payée argent comptant, ce seroit une injustice si criante qu'on en eût peut-être jamais vu une pareille de la part du gouvernement de tout autre pays qui auroit la prétention d'être libre. Cette invention porte des marques évidentes de l'origine que lui donne l'honnête & sincere docteur Douglas qui en attribue l'idée à des débiteurs de mauvaise foi, dont l'intention étoit de frustrer leurs créanciers. Il est vrai qu'en 1722 où le papier-monnoie s'introduisit en Pensylvanie, le gouvernement de

cette province prétendit donner à ce papier une valeur égale à celle de l'or & de l'argent, en décernant des peines contre tous ceux qui mettroient une différence dans le prix de leurs marchandises quand ils les vendroient pour du papier de la colonie, & quand ils les vendroient pour de l'or & de l'argent, réglement aussi tyrannique, mais qui devoit avoir beaucoup moins d'effet que celui qu'on vouloit soutenir. Une loi positive peut faire qu'un scheling soit une offre de payement légal pour une guinée, parce qu'elle peut amener les cours de justice à décharger le débiteur qui a fait cette offre. Mais il n'y a point de loi positive qui puisse obliger un marchand qui est le maître de vendre ou de ne pas vendre, à recevoir un scheling comme l'équivalent d'une guinée dans le prix de ses marchandises. Malgré tous les réglemens de cette nature, il a paru, par le cours du change avec la Grande-Bretagne, que cent livres sterlings étoient regardées quelquefois dans certaines colonies comme l'équivalent de cent trente livres, & dans d'autres comme celui d'une aussi grande somme qu'onze cent livres de cours, ce qui

venoit de la différence dans la quantité de papier répandu en différentes colonies, & de celle de la distance & de la probabilité du terme où il devoit être finalement acquitté & retiré.

Par conséquent point de loi plus équitable que l'acte du parlement dont on s'est plaint si mal à propos dans les colonies, & qui déclaroit nulle toute offre de payement qui s'y feroit avec le papier qui s'y répandroit dorénavant.

La Pensylvanie a toujours été plus modérée à multiplier les billets qu'aucune autre de nos colonies. Aussi, dit-on que son papier de cours n'a jamais été au dessous de la valeur de l'or & de l'argent, qui avoit cours dans la colonie avant l'introduction du papier-monnoie. Avant cette introduction, la colonie avoit haussé la dénomination de sa monnoie, en ordonnant par un acte d'assemblée que cinq schelings passeroient dans la colonie pour six schelings & trois pences, & ensuite pour six schelings & huit pences. Ainsi une livre de cours dans la colonie, lors même que le cours étoit en or & en argent, se trouvoit de plus de trente par cent au dessous de la valeur d'une livre ster-

ling; & quand le cours fut en papier, elle baissa rarement au-delà de trente pour cent. Le motif de hausser la dénomination de la monnoie étoit de prévenir l'exportation de l'or & de l'argent, en donnant à ces métaux plus de valeur dans la colonie qu'ils n'en avoient dans la mere-patrie. On trouva cependant que le prix de toutes les marchandises de la mere-patrie s'élevoit exactement en proportion de la dénomination, de maniere que l'or & l'argent sortoient de la colonie tout aussi vîte qu'auparavant.

Comme on recevoit le papier-monnoie de chaque colonie pour le payement des taxes provinciales sans aucune diminution de sa valeur originaire, il tiroit nécessairement de cet usage plus de valeur qu'il n'en auroit eu par l'éloignement réel ou supposé du terme où il devoit être acquitté & retiré. Cette valeur additionnelle étoit plus où moins grande, selon que la quantité de papier excédoit plus ou moins ce qu'on en pouvoit employer au payement des taxes de la colonie particuliere qui le mettoit dans le public. Dans toutes, il surpassoit de beaucoup ce qu'on pouvoit en mettre à cet usage.

Un prince qui ordonneroit qu'une certaine proportion de ses taxes se payât en papier-monnoie d'une certaine espece, pourroit donner par-là une certaine valeur à ce papier-monnoie, quand même le terme où il devroit être finalement acquitté & retiré dépendroit absolument de la volonté du prince. Si la banque qui délivreroit ce papier avoit soin d'en tenir la quantité toujours un peu au dessous de ce qui en pourroit aller à cette destination, la demande qu'on en feroit pourroit être telle qu'il portât une prime, ou qu'il se vendît sur la place pour quelque chose de plus que l'or & l'argent de cours, pour la valeur duquel il auroit été fait. Quelques personnes expliquent ainsi ce qu'on appelle l'agio de la banque d'Amsterdam, ou la supériorité de l'argent de banque sur l'argent de cours, quoique cet argent de banque, à ce qu'elles prétendent, ne puisse être retiré de la banque à la volonté du propriétaire. Il faut que la plus grande partie des lettres de change étrangeres soit payée en argent de banque, c'est à dire, par un transport dans les livres de la banque; & les directeurs de la banque, disent ces personnes,

ſonnes, ont ſoin de tenir la quantité totale de l'argent de banque toujours au deſſous de ce que cet emploi peut en faire demander. C'eſt par cette raiſon, ajoutent-elles, que l'argent de banque porte une prime, ou qu'il ſe vend à quatre ou cinq pour cent, de plus que la même ſomme nominale d'or & d'argent ayant cours dans le pays. J'ai cependant ſujet de croire que cette explication de la banque d'Amſterdam eſt entiérement chimérique.

Un papier de cours qui tombe au deſſous de la valeur de l'or & de l'argent monnoyés, ne fait pas tomber la valeur de l'or & de l'argent, & ſa chûte ne ſera pas cauſe que d'égales quantités de ces métaux ſoyent échangées pour une moindre quantité de marchandiſes de toute autre eſpece. La proportion entre l'or & l'argent & les autres marchandiſes, dépend, dans tous les cas, non de la nature & de la quantité d'aucun papier-monnoie qui puiſſe avoir cours dans un pays particulier, mais de la richeſſe ou de la pauvreté des mines qui fourniſſent actuellement de ces métaux le grand marché du monde commerçant. Elle dépend de la

proportion entre la quantité de travail qui est nécessaire pour mettre en état de vente une certaine quantité d'or & d'argent, & celle qui est nécessaire pour y mettre une certaine quantité de toute autre sorte de marchandises.

Si on empêche les banquiers de mettre dans la circulation des billets de banque, ou des billets payables au porteur, au dessous d'une certaine somme, & si on les oblige à payer sans déport & sans condition ces sortes de billets dès qu'ils sont présentés, on peut, en toute sûreté pour le public, laisser leur commerce libre à tout autre égard. La sûreté du public, bien loin de diminuer, n'a fait qu'augmenter par la multiplication récente des compagnies de banque dans les deux royaumes unis de l'Angleterre & de l'Ecosse, événement qui a donné l'alarme à tant de monde. Cette multiplication oblige tous les banquiers à mettre plus de circonspection dans leur conduite, à maintenir entre leur papier courant & leur caisse la proportion qui doit y être, & à se garantir par-là contre ces affluences malignes de gens qui viennent en foule retirer leurs fonds, & que la rivalité de tant

de concourrens ne demande pas mieux que d'ameuter. Elle resserre la circulation de chaque compagnie particuliere dans un cercle plus étroit, & réduit leurs billets circulants à un plus petit nombre, en divisant la circulation totale en plus de parties; elle est cause que la chûte d'une compagnie, accident inévitable dans le cours des choses, devient d'une moindre conséquence pour le public. Cette concurrence libre oblige aussi tous les banquiers à traiter plus honnètement tous ceux qui ont affaire à eux, parce qu'ils craignent de perdre leur pratique & qu'ils ne s'adressent à leurs rivaux. En général, si une branche de commerce ou une division du travail est avantageuse au public, elle le sera d'autant plus, que la concurrence sera plus libre & plus générale.

FIN du second Volume.



TABLE
DES CHAPITRES
Contenus dans ce second volume.

SUITE DU LIVRE PREMIER.

PARTIE TROISIEME.

LIVRE SECOND.

FIN de la table.

